



AFRIQUE :	PAYS :	Lexique	Page 02
AFRIQUE :	SOCIETE :	Lexique	Page 13
EUROPE :		Lexique	Page 19
MONDE :		Lexique	Page 32
TOGO :		Lexique	Page 33

AFRIQUE PAYS

AFRIQUE DU SUD	La presse menacée comme chez Mugabe	24.08.2010
AFRIQUE DU SUD	La Chine et l'Afrique du Sud nouent un "partenariat stratégique global"	28.08.2010
BURKINA FASO	Un "Canard enchaîné" à la sauce locale	26.08.2010
BURKINA FASO	Blaise Compaoré brigue un nouveau mandat	24.08.2010
CAMEROUN	Me François BOKO au Cameroun pour une mission de l'UE	30.08.2010
GUINÉE	L'intégrité du Premier ministre mise en doute	23.08.2010
LIBÉRIA	Au cœur du trafic des diamants de sang	26.08.2010
SÉNÉGAL	La politique d'ouverture du Sénégal vers la Chine n'est pas une perte d'influence de la France	16.08.2010
TOGO-TCHAD	Affaires « Letondot » et « Epervier » : Des bastions de la Françafrique ébranlés ?	30.08.2010



Zuma bataille contre les médias



AFRIQUE DU SUD • La presse menacée comme chez Mugabe

Plusieurs projets de loi visant notamment à instaurer un tribunal des médias avancent à grands pas. Une méthode qui rappelle celle utilisée par les autorités zimbabwéennes ces dernières années.

24.08.2010 | Japhet Ncube | City Press



Zuma bataille contre les médias

Je suis un type malchanceux, toujours au mauvais endroit au mauvais moment. La dernière fois que j'ai voulu aller dans un centre commercial pour impressionner une belle jeune femme, il y a eu un hold-up. Les voleurs se sont mis à tirer partout et j'ai dû quitter les lieux en rampant. Début août, lorsque l'unité d'élite de la police criminelle est venue arrêter Mzilikazi wa Afrika, journaliste du Sunday Times, j'attendais dans le hall du bâtiment Avusa, dans le quartier de Rosebank, à Johannesburg. Je venais d'assister à une réunion du Forum des éditeurs sud-africains (SANEF) pour organiser une riposte à la proposition du Congrès national africain (ANC) de créer un tribunal des médias. Nous avons à peine eu le temps d'échanger quelques mots avant que des policiers en civil se jettent sur lui. En quelques secondes, ils l'ont entraîné à l'extérieur du bâtiment comme s'il s'agissait d'un criminel.

Quelques heures plus tôt, des dizaines de journalistes s'étaient réunis pour trouver le moyen de contrecarrer les plans de l'ANC, qui, avec ses récents projets de loi, semble vouloir contrôler les médias. Je suis déjà passé par là, et je peux vous assurer que de douloureuses épreuves nous attendent. J'ai dû me pincer à plusieurs reprises pour m'assurer que je ne rêvais pas, que je n'étais pas dans une réunion de journalistes à Harare début 2003, quand la ZANU-PF du président Robert Mugabe avait commencé à resserrer son étau sur la liberté de la presse. A l'époque, un groupe de journalistes préoccupés s'était réuni au Quill Club d'Harare, le rendez-vous des professionnels des médias, prenant conscience du fait que Big Brother était à leurs trousses. Mais il était déjà trop tard. En 2003, à la suite de la promulgation de la loi sur l'information, la Commission des médias et de l'information du Zimbabwe a été créée. La loi a modifié le paysage médiatique zimbabwéen en obligeant chaque journaliste à solliciter une licence. Le gouvernement commettait déjà, depuis l'adoption de l'avant-projet de loi sur l'information, en 2000, des violations de la liberté de la presse. En 2007, un véritable système de censure a été établi.

J'ai l'impression de revivre, ici en Afrique du Sud - le pays de Nelson Mandela -, ce qui s'est passé au Zimbabwe. Au moment de la conférence de l'ANC à Polokwane, en décembre 2007, on pouvait déjà s'attendre à une catastrophe imminente. L'ANC avait alors appelé à la création d'un tribunal des médias.

Mais entre-temps, les médias ont baissé la garde, croyant que l'ANC avait oublié sa résolution - comme au Zimbabwe. Tandis que le pays s'enfonce de plus en plus profondément dans un borbier politique et économique, les médias sont désignés comme les ennemis de la nation. Lorsque j'écoute les discours du président sud-africain Jacob Zuma, de Julius Malema, responsable des jeunes de l'ANC, et d'autres membres du parti, qui se sont tous exprimés en faveur de la création de ce tribunal des médias, l'impression de déjà-vu est encore plus frappante. Ils utilisent le même langage que Jonathan Moyo, l'ancien ministre de l'Information zimbabwéen, et George Charamba, spécialiste de la propagande au service de Mugabe. La déclaration de Floyd Shivambu, porte-parole de l'ANC, dans les médias début août est venue confirmer mes pires craintes. La liste de journaux qu'il dresse suggère la mise en place d'une campagne ciblée de laquelle sont exclus les tabloïds et la chaîne publique, qui ne font généralement pas de journalisme d'investigation. D'après lui, le gouvernement doit enquêter sur ces journaux afin de *"mettre à jour leurs mauvaises intentions et les plans ourdis pour semer la division dans les rangs de l'ANC et mettre en péril son intégrité"*. Il me semble entendre la voix de Mugabe. Il faut réagir, et vite.

Lors de la réunion du SANEF, j'écoutais mes collègues qui appelaient leurs compatriotes à s'impliquer. Ils refusaient de croire que le projet de loi sur la protection de l'information pourrait être adopté. C'est le paradis des imbéciles, ici ! Je ne veux plus jamais être au mauvais endroit au mauvais moment.

Chine-Nouvelle.com

AFRIQUE DU SUD La Chine et l'Afrique du Sud nouent un "partenariat stratégique global"

LE 24.08.2010 À 15:06 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

La Chine et l'Afrique du sud ont annoncé mardi nouer un "partenariat stratégique global", lors de la première visite d'Etat de Jacob Zuma, le président sud-africain, en Chine.

Mardi après-midi, le président chinois Hu Jintao et son homologue sud-africain ont signé la Déclaration de Beijing à l'issue d'un entretien d'une heure au Grand Palais du Peuple.

La déclaration inclut 38 accords de coopération bilatérale couvrant les domaines du dialogue politique, du commerce, de l'investissement, de l'exploitation minière et agricole, afin de faire travailler ensemble les deux pays dans l'arène globale comme au sein des Nations unies et du Forum de Coopération Chine-Afrique. Les deux chefs d'Etat se sont engagés à maintenir un contact étroit pour consolider la compréhension mutuelle et à soutenir les positions et les intérêts chinois et sud-africains.

En vertu de la déclaration, chaque année se tiendra un dialogue stratégique ministériel entre le ministère chinois des Affaires étrangères et le Département sud-africain des Relations et de la Coopération internationales. D'un point de vue économique, les deux parties vont multiplier les missions de commerce et d'investissement, et créer un groupe de travail conjoint pour étudier les déséquilibres de la balance du commerce bilatéral.

Par ailleurs, la Chine et l'Afrique du Sud se fourniront un soutien technique réciproque en matière d'économie verte, de développement des compétences et de financement industriel.

Des conditions favorables vont aussi être créées pour faire avancer la coopération pratique entre les entreprises énergétiques chinoises et sud-africaines. Les deux parties vont également renforcer leur coopération dans les domaines de la défense, des échanges culturels, de l'éducation, de la santé, de la pisciculture, de l'agriculture, du transport, de l'aviation civile, des sciences et technologies, des ressources minérales, des télécommunications, du tourisme et des ressources humaines.

A propos des affaires internationales et régionales, la Chine et l'Afrique du Sud soutiennent la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU. Les deux pays considèrent ainsi l'augmentation de la représentativité des pays en développement, en particulier des pays africains, comme une priorité.

L'Afrique du Sud a salué la contribution chinoise dans la promotion de la paix et du développement socio-économique en Afrique. Elle a réitéré son adhésion à la politique d'une seule Chine et son soutien au développement pacifique des relations entre les deux rives du Détroit de Taiwan et de la cause de la réunification chinoise. Il s'agit de la première visite de Zuma en Chine, depuis sa prise de fonction comme président sud-africain en mai 2009. La Chine est la dernière étape de sa tournée dans les BRICs : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.



BURKINA FASO • Un "Canard enchaîné" à la sauce locale

Le Journal du jeudi fait partie des meilleurs journaux satiriques d'Afrique francophone. Ses dessins n'épargnent personne et ses textes font souvent rire jaune.

26.08.2010 | Pierre Cherruau | Ulysse



Burkina Faso Journal du jeudi

Le *Journal du jeudi*, célèbre hebdomadaire satirique burkinabé, fête ses 20 ans. Ce disciple du *Canard enchaîné* a rapidement imposé son style décalé, ses bandes dessinées, ses caricatures d'hommes politiques, ses éditos au vitriol et ses jeux de mots en "français d'Afrique". Le *JJ* se vend à plus de 10 000 exemplaires chaque semaine. Un très bon résultat pour l'Afrique francophone, où les populations n'ont pas toujours les moyens d'acheter des journaux. Ce titre a vu le jour au moment où un vent de liberté a commencé à souffler sur l'Afrique. Au lendemain de la chute du mur de Berlin et du discours de La Baule, prononcé par François Mitterrand. Des titres frondeurs se sont épanouis avec la démocratisation d'une grande partie du continent. La presse satirique a des émules dans d'autres pays d'Afrique francophone. Le *Lynx* s'est imposé en Guinée Conakry. Tout comme *Le Canard du golfe* à Cotonou. *Gbich !* s'est vendu à des centaines de milliers d'exemplaires en Côte-d'Ivoire. Il a toujours beaucoup de succès, dans les "librairies par terre" (de rue) tout comme sur le Net (<http://www.gbich.com>). A Dakar, *Le Cafard libéré* a longtemps fait florès, allant jusqu'à imiter la maquette du *Canard enchaîné*. "Le succès de cette presse est l'expression de l'amour de l'Afrique pour la satire et les bons mots", souligne l'écrivain béninois Marcus Boni Teiga. Elle a un bel avenir devant elle. Le *JJ* et les autres vont fêter encore bien des anniversaires.

[Ecoutez l'interview de Damien Glez](#), directeur de la rédaction du *Journal du jeudi*

BURKINA FASO • Blaise Compaoré brigue un nouveau mandat

24.08.2010 - Pour l'élection présidentielle du 21 novembre, l'actuel chef de l'Etat a reçu l'investiture de l'Alliance pour la démocratie et la fédération (ADF) et du Rassemblement démocratique africain (RDA). "Avec un tel soutien et une telle mobilisation, le futur scrutin ne sera qu'une formalité. La seule inconnue de cette élection, c'est le taux de participation et le score du président, qui aimerait remporter largement la partie pour montrer aux yeux du monde qu'il est aimé de son peuple", estime *L'Observateur Paalga*. Blaise Compaoré, 59 ans, ancien capitaine de l'armée, a été porté au pouvoir le 15 octobre 1987 à la faveur d'un coup d'Etat au cours duquel a été tué le président Thomas Sankara (Compaoré étant alors numéro deux du régime). Elu pour la première fois en 1991, il a été réélu en 1998 et en 2005.

CAMEROUN Me François BOKO au Cameroun pour une mission de l'UE



Lundi 30 août 2010 - Selon l'hebdomadaire Jeune Afrique N° 2590, l'ancien ministre de l'Intérieur du Togo, Me François Akila Esso Boko qui s'est désolidarisé en 2005 du régime RPT (Rassemblement du Peuple Togolais, au pouvoir), dirigera à partir de mi-septembre la mission européenne d'appui à la justice au Cameroun. Pendant trois ans, il travaillera à améliorer le fonctionnement des tribunaux administratifs et commerciaux. Actuel avocat au barreau de Paris, Me Boko avait démissionné avec fracas, en 2005, après avoir critiqué l'organisation de l'élection présidentielle qui devait porter Faure Gnassingbé au pouvoir. Il vivait depuis en exil en France mais avait conservé des liens avec l'opposition togolaise.

GUINÉE • L'intégrité du Premier ministre mise en doute

23.08.2010 - En proposant de modifier la Constitution avant le second tour de la présidentielle [qui aura lieu le 19 septembre], le Premier ministre Jean-Marie Doré a suscité colère et indignation dans tout le pays. Il est accusé par la presse d'avoir "perdu la tête" et "trahi son peuple", note *Le Pays*. Déjà mis en cause pour avoir retardé au maximum la tenue du second tour de la présidentielle, sa volonté de changer les règles du jeu à l'approche du scrutin laisse sceptique une majorité de Guinéens ; nombre d'entre eux attendent désormais sa démission. Dans son projet de décret soumis au président (le général Sékouba Konaté) de la transition guinéenne, Jean-Marie Doré entendait réduire le rôle de la Commission électorale nationale et indépendante (CENI) avant cette élection capitale qui verra s'affronter Cellou Dalein Diallo et l'opposant historique [soutenu par Jean-Marie Doré] Alpha Condé. Les deux hommes avaient recueilli respectivement 43,69 % et 18,25 % des voix au premier tour.

The Daily Telegraph

LIBÉRIA • Au cœur du trafic des diamants de sang

Beau-frère de Charles Taylor, Cindor Reeves a été l'un des acteurs de l'odieux commerce. Il raconte en détail les conditions dans lesquelles l'ancien président distribuait les pierres précieuses.

26.08.2010 | Colin Freeman | The Daily Telegraph



Si Naomi Campbell avait encore envie de porter des pierres précieuses d'origine douteuse, Cindor Reeves serait toujours en mesure de lui en procurer. Même s'il vit au Canada, à des milliers de kilomètres de son Afrique de l'Ouest natale, et que le trafic des diamants de sang est interdit depuis bien longtemps, il *"n'aurait[t] pas le moindre problème, assure-t-il. Quelques coups de fils, et les pierres seraient envoyées à l'endroit souhaité... Ce trafic est censé être sous contrôle mais il continue quand même et, tant qu'il se poursuivra, la violence continuera de ravager l'Afrique."*

En matière de pierres précieuses, Cindor Reeves dispose d'un réseau unique, même si la plupart de ses contacts sont aujourd'hui morts, en cavale ou en prison. Cet homme de 38 ans, grand et posé, n'est autre que le beau-frère de Charles Taylor, le dictateur du Liberia qui, en 1997, aurait offert à Naomi Campbell des diamants bruts. Pendant quatre années mouvementées, Cindor Reeves s'est trouvé au cœur du trafic des diamants de sang. Envoyé personnel de Charles Taylor, il supervisait les transactions – armes contre pierres précieuses – avec les rebelles de la Sierra Leone voisine, ces hommes ivres de drogue et d'alcool qui s'étaient imposés en violent, mutilant et massacrant au cours d'une guerre civile qui fit près de 150 000 morts.

Il reçoit des menaces de mort sur son portable

Il n'ignore donc pas le lourd tribut humain qui permettait au "chef" – comme on appelait son beau-frère – de courtiser de jolies filles lors de soirées. Cette prodigalité était le fruit de dizaines de voyages clandestins en Sierra Leone. Aujourd'hui, Cindor Reeves a tiré un trait sur cet épisode de sa vie. Horrifié par les

massacres engendrés par ce trafic, il s'est retourné en 2001 contre sa propre famille et s'est rapproché en secret du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, sous l'égide de l'ONU. Les informations qu'il a livrées ont permis d'étoffer le dossier à charge contre l'ancien président libérien et ses hommes. Charles Taylor aurait alors lancé des tueurs à ses trousses. Après une tentative d'enlèvement menée par un trafiquant d'armes ukrainien, à Paris, en 2004, il s'est exilé au Canada. Aujourd'hui, même s'il vit dans l'anonymat d'une petite ville de banlieue, il reçoit toujours des menaces de mort sur son téléphone portable.

"Un diamant brut ressemble à un gros morceau de sucre, lance-t-il. Mais dès que vous le passez sous l'eau et que vous le placez devant une source de lumière, la pierre précieuse apparaît. Les diamants de Sierra Leone sont incomparables. Ils sont bien plus beaux que ceux d'Angola, d'Afrique du Sud ou d'Australie." En règle générale, seules les compagnies minières ont accès aux mines de diamants. Mais, en Sierra Leone, il suffit d'être équipé d'une pioche et d'un tamis. Dans ce pays pauvre où l'anarchie règne depuis des dizaines d'années, les groupes armés ont fini par faire la loi. Ironie du sort, c'est par volonté d'introduire davantage de transparence dans les transactions que Charles Taylor avait embauché son beau-frère. Le chef d'Etat libérien gagnait déjà des millions avec le trafic des diamants mais, comme il arrivait que certains de ses colis soient pillés au cours du voyage, cela avait fini par l'agacer, et il avait embauché l'une des rares personnes en qui il pouvait encore avoir confiance. A partir de 1998, Cindor Reeves accompagnait donc régulièrement le convoi lourdement armé qui traversait les fiefs du Revolutionary United Front (RUF) en Sierra Leone. Sa mission consistait à s'assurer qu'aucun diamant ne disparaisse en route.

Les acteurs de ces échanges n'étaient pas des plus fréquentables, et mieux valait ne pas chercher à les doubler. Aux côtés de Cindor Reeves se trouvait l'acheteur de diamants attitré de Charles Taylor, un djihadiste né au Sénégal qui s'était battu contre les Russes en Afghanistan, avait été formé par le Hezbollah puis par des membres des très redoutés services spéciaux de sécurité du président libérien. Du côté du RUF, on trouvait le commandant Sam Bockarie, dit le Moustique. Cet ancien coiffeur et danseur de disco était tristement célèbre pour sa manie de trancher les membres, les oreilles et les lèvres de ses victimes... Quant à ses hommes de main, ils avaient un goût prononcé pour l'alcool et la marijuana. *"Les chefs du RUF arrivaient avec des paquets de diamants enveloppés dans du papier et du Scotch, raconte Cindor Reeves. Nous nous retrouvions dans la maison de Sam Bockarie. Une chaise était placée au centre de la pièce où les diamants étaient comptés un par un. Un drap blanc était placé sous la chaise, pour s'assurer qu'aucun diamant ne tombe. Sam Bockarie disait à ses lieutenants : 'Lui, c'est le beau-frère du président Taylor, alors rien ne doit disparaître !'"*

En tant qu'émissaire personnel de Charles Taylor, Cindor Reeves n'avait rien à craindre. Il était muni d'un laissez-passer spécial l'identifiant comme membre de la première famille du pays, qui lui permettait aussi de franchir sans encombre tous les barrages militaires et précisait qu'il ne devait agresser sous aucun prétexte. Mais, même dans ces conditions, il ne baissait jamais la garde. *"La nuit, je mettais les diamants dans ma poche avant, et je dormais sur le ventre, se souvient-il. Il aurait fallu être fou pour essayer de me les voler. Les gardes tiraient au moindre mouvement suspect dans les buissons..."*

"Des gardes s'acharnaient sur un type à coups de crosse"

De retour à Monrovia, la capitale en ruines du Liberia, Cindor Reeves livrait la marchandise à Charles Taylor. Une fois les pierres examinées par un expert, Charles Taylor mettait en action son réseau de revendeurs internationaux, qui comprenait des membres de la diaspora libanaise présente depuis longtemps dans toute l'Afrique, ainsi que des Européens en rapport avec le marché du diamant à Anvers, en Belgique. *"A l'époque personne n'avait encore entendu parler des diamants de sang, précise Cindor Reeves. Ils pensaient qu'il n'y avait là rien de mal."* Ce dernier connaissait l'atroce réalité. Il avait visité les mines dirigées par les RUF, où des hommes, des femmes et des enfants travaillaient dans des conditions épouvantables. *"Une*

fois, j'ai vu trois ou quatre gardes s'acharner sur un type avec la crosse de leurs fusils, simplement parce qu'il s'était arrêté pour boire de l'eau, raconte-t-il. Ils pensaient qu'il essayait de voler un diamant et voulaient même le forcer à avaler un laxatif... Après avoir assisté à cette scène, je me suis rendu compte de l'horreur de la situation."

Cindor Reeves ne devrait pas témoigner en personne au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, à la Haye, en raison d'un problème de protection des témoins ; il est pourtant l'une des principales sources d'information dans ce procès où rares sont ceux qui ont osé dire la vérité. *"Lors du procès, Naomi Campbell a déclaré ne pas savoir que les pierres provenaient de Charles Taylor, dit-il. Pour elle, il ne s'agissait que de cailloux poussiéreux ! La peur se lisait dans ses yeux, car elle connaissait désormais le véritable visage de Charles Taylor."* Cindor Reeves n'a pas été convaincu par le témoignage de l'ancien mannequin, qui affirme que des gardes du corps lui auraient remis les diamants au beau milieu de la nuit. *"Elle est une célébrité et personne ne peut venir frapper à sa porte en pleine nuit, explique Cindor Reeves. Charles Taylor est un personnage qui aime se mettre en avant et impressionner les autres. Il lui a sûrement remis les diamants en personne... Si elle n'avait pas été là, il les aurait probablement offerts à Nelson Mandela."*

Démission

Jeremy RATCLIFFE, responsable de la fondation Nelson Mandela, a démissionné de ses fonctions le 18 août parce qu'il avait en sa possession des diamants bruts que lui avait remis le mannequin Naomi Campbell. Alors que celle-ci voulait que le fonds les utilise à des fins caritatives, Jeremy RATCLIFFE a déclaré qu'il n'avait pas voulu impliquer la fondation dans d'éventuelles activités illégales. Charles Taylor, dont le procès s'est ouvert en janvier 2008, est accusé d'avoir dirigé en sous-main les rebelles du RUF pendant la guerre civile en Sierra Leone (1991-2002), leur fournissant armes et munitions en échange de diamants.

Chine-Nouvelle.com

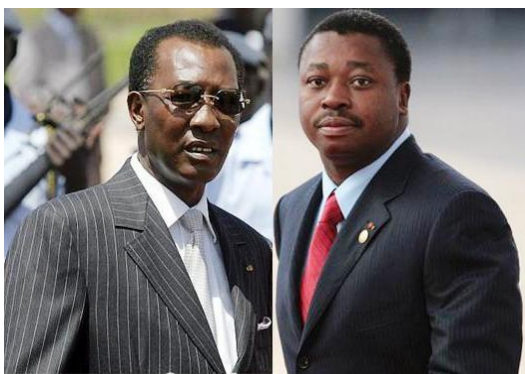
SÉNÉGAL CHINE La politique d'ouverture du Sénégal vers la Chine n'est pas une perte d'influence de la France (ambassadeur)

LE 16.08.2010 À 14:58 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Le nouvel ambassadeur de France au Sénégal a affirmé que la France ne perçoit pas la politique d'ouverture du Sénégal vers la Chine et les pays du Golfe "comme une sorte de perte d'influence ni sur le plan économique, ni sur le plan politique, ni sur le plan culturel". "Il est utile et nécessaire que le Sénégal cherche à bénéficier de la mondialisation et diversifie ses partenaires", a déclaré M. Nicolas Normand dans une interview accordée au quotidien pro- gouvernemental Le Soleil.

L'ambassadeur a souligné d'autre part que les relations entre la France et le Sénégal ne sont pas "tumultueuses". Ces relations "n'ont jamais été tumultueuses, très honnêtement (..) Ce qui existe, c'est la possibilité de certains malentendus", a-t-il notamment affirmé. M. Normand remplace à Dakar Jean Christophe Ruffin, écrivain et académicien, qui avait des relations difficiles avec le régime sénégalais.

TOGO-TCHAD Affaires « Letondot » et « Epervier » : Des bastions de la Françafrique ébranlés ?



Idriss Déby Itno, président du Tchad (à droite) et Faure Essozimna Gnassingbé, président du Togo (ph : DR)

Lundi 30 août 2010 par [Jacques GANYRA](#), © AfriSCOOP - (***AfriSCOOP Analyse***) — Deux bons élèves de la Françafrique en Afrique (le Togo et le Tchad) ont adopté en ce mois d'août 2010 des positions particulières dans deux différentes affaires. Lomé et N'djamena sont-elles en train de s'émanciper (progressivement et subrepticement) de la tutelle de Paris ?

Il y a une décennie, il serait difficile d'imaginer que Lomé et N'djamena oseraient bomber le torse devant les Gaulois. Le lien étroit entre la France et les régimes qu'elle protège en Afrique serait-il en train d'être recousu ? Les victimes d'hier et d'aujourd'hui des relations incestueuses entre Paris et les capitales africaines pousseraient assurément des jurons à la lecture de cette dernière phrase interrogative. Trop de manigances des présidents français et leurs homologues d'Afrique francophone ayant saboté, à plusieurs reprises jusqu'à présent, les promesses réaffirmées par les uns et les autres d'enterrer l'hydre « Françafrique » !! Pourtant, les faits et gestes des « vassaux » tchadiens et togolais de l'Elysée sur le continent noir sont singuliers et méritent d'être soulignés.

Le 11 août dernier, à la faveur de la célébration des 50 bougies de l'accession du Tchad à la souveraineté internationale, **Idriss Déby Itno** (président tchadien), a souhaité une reconsidération politique de « l'Opération Epervier » qui fait camper depuis 1986, 1.000 soldats français sur son territoire. L'homme fort de ce vaste pays sahélien venait de jeter une pierre dans le jardin de l'Elysée. Une semaine après « ***l'affaire Letondot*** » (du nom du lieutenant-colonel français Romuald Letondot qui a agressé verbalement le journaliste togolais Ledoux au cours d'une manifestation publique), les autorités togolaises se sont fendues d'un communiqué original, signé du ministère de la Défense. Un ministère qui a pour patron le président Faure Gnassingbé lui-même. Dans ce communiqué, Faure Gnassingbé a jugé « déplacés les propos de M. Letondot, car étant de nature à discréditer les Fat (Forces armées togolaises) ». Tout en soulignant au passage que « l'affaire Letondot » était « un incident malencontreux, car souligne le même texte, ce lieutenant-colonel était en train de faire des courses privées et ne saurait donner des ordres à des forces togolaises de sécurité en mission » !

A la fin du dernier semestre 2010, les relations franco-togolaises s'étaient déjà refroidies dans le cadre de l'affaire « Eric Bosc » (du nom du secrétaire de l'ambassade de France au Togo dont Lomé a demandé le rappel par Paris) » pour ingérence des affaires politiques internes. Les autorités togolaises avaient même eu, à l'époque, l'outrecuidance d'affirmer que leur terre natale est « un pays souverain » qui peut prendre des décisions comme il l'entend. Oubliant, comme par enchantement, que Paris a toujours demeuré leur principal soutien dans le monde occidental, et leur avocat majeur auprès des 27 (Union européenne), au plus fort de la rupture de la coopération entre Lomé et Bruxelles pendant près de quinze ans « pour déficit démocratique ». Il n'est pas exclu que les chefs de l'exécutif du Tchad et du Togo ont affiché les positions précitées pour contenter ou tromper tout simplement leurs populations ! Au pays de François Tombalbaye, l'heure est à la préparation des décisives législatives de novembre 2010 ; une donne à même, à elle seule, de rendre amnésiques les responsables du parti au pouvoir dans ce pays vis-à-vis des soutiens multiformes que l'Hexagone n'a cessé de leur apporter.

Dans le cas togolais, Faure Gnassingbé, a de toute évidence, voulu rompre son retentissant silence après la survenance de « l'affaire Letondot ». Toutefois, difficile de rester insensibles devant les termes avec lesquels MM. Déby Itno et Gnassingbé se sont adressés à leurs parrains français. Les nostalgiques du « foccarisme » doivent lire au travers de ces sorties présidentielles des prises d'air de liberté qui auraient dû être réprimées quelques jours ou semaines après. Peut-être que Claude Guéant, l'actuel secrétaire général de l'Elysée n'a pas encore dit son dernier mot à l'endroit des hérauts Déby et Gnassingbé...

AFRIQUE SOCIETE

COOPERATION	Les commentaires Occident sur liens Chine-Afrique sont "largement déplacés" (Financial Times)	28.08.2010
COOPERATION	Création d'un centre de recherche pour la coopération économique et commerciale sino-africaine	16.08.2010
COOPERATION	Les expériences coopération sino-africaine pourraient être utiles à la France (Jean-François Copé)	28.08.2010
IMMIGRATION	Les zones d'ombre d'un «vol spécial» vers l'Afrique	25.08.2010
INTERNET	L'Afrique, un bon spot pour surfer tranquille	26.08.2010



Manifestation après la mort d'un Nigérian, en mars à Zurich. (DR)



Le comportement des utilisateurs d'internet est moins risqué sur le continent. © AFP

Chine-Nouvelle.com

Les commentaires de l'Occident sur les liens Chine-Afrique sont "largement déplacés" (Financial Times)

LE 27.08.2010 À 18:17 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Certaines critiques des commentateurs occidentaux sur la relation florissante entre la Chine et l'Afrique sont "largement déplacées," selon un éditorial du Financial Times.

L'éditorial de mercredi intitulé "La nouvelle ruée de la Chine vers l'Afrique" a indiqué que les stratégies de développement de l'Occident, même lorsqu'elles étaient faites avec les meilleures intentions, n'ont pas réussi à briser le cycle du sous-développement en Afrique. Les investissements chinois, quant à eux, effectués pour des affaires saines et la stimulation de la croissance et de l'emploi, offrent de nouveaux espoirs et une issue alternative, note l'éditorial.

Les infrastructures que les Chinois construisent auront aussi des retombées positives pour les industries opérant hors du secteur des ressources naturelles. Les commerçants chinois ont apporté des biens de consommation bon marché en Afrique. Bien plus, en ce moment où la main d'œuvre devient de plus en plus coûteuse localement, les fabricants chinois regarderont peut-être l'Afrique avec un nouvel intérêt comme une base de production, suppose l'éditorial. Pour les pays occidentaux qui conservent l'esprit de compétition, il n'y a pas de raison de se plaindre du renforcement par la Chine de sa relation avec l'Afrique, estime l'éditorial. Une raison pour laquelle les gouvernements africains aiment souvent faire les affaires avec les Chinois est qu'ils sont moins prompts à conditionner leurs investissements aux progrès effectués par le gouvernement et il faudrait apprécier le pragmatisme du gouvernement chinois, conclut l'éditorial.

Chine-Nouvelle.com

COOPERATION CHINE Création d'un centre de recherche pour la coopération économique et commerciale sino-africaine

LE 16.08.2010 À 14:58 | © 2010 CHINE NOUVELLE

La Chine a inauguré lundi un centre de recherche pour l'étude de la coopération sino-africaine dans les domaines économiques et commerciaux, a annoncé un fonctionnaire du ministère chinois du Commerce.

Le **Centre de recherche** Chine-Afrique a été mis en place sous l'égide de l'Académie chinoise de la **Coopération** internationale économique et commerciale, institution relevant du ministère chinois du Commerce, a indiqué le président de l'académie Huo Jianguo. Le centre a vocation à fournir des données et des arguments théoriques utiles pour les décisions gouvernementales chinoises vis-à-vis de l'**Afrique**. En outre, il pourra conseiller les entreprises qui désirent étendre leurs activités au continent africain, a déclaré Huo Jianguo. La **coopération** économique et commerciale entre la Chine et l'**Afrique** s'est approfondie de manière continue ces dernières années, a souligné M. Huo. Le commerce entre la Chine et l'**Afrique** est passé de 10 milliards de dollars en 2000 à 106,8 milliards de dollars en 2008, ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de plus de 30%, selon des statistiques du ministère chinois du Commerce. Le commerce sino-africain, qui a diminué de 15% en 2009 à cause de la crise financière mondiale, est reparti à la hausse et retrouvera à nouveau un taux de croissance rapide cette année, a prévu M. Huo.

Chine-Nouvelle.com

FRANCE Les expériences de la coopération sino-africaine pourraient être utiles à la France (Jean-François Copé)

LE 28.08.2010 À 03:32 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Le président du groupe du parti au pouvoir (UMP, Union pour un mouvement populaire) à l'Assemblée nationale française, Jean-François Copé, a appelé vendredi aux entreprises ainsi qu'aux hommes politiques français à se mobiliser afin de ne pas "manquer le train des pays émergents" dont surtout la Chine et les pays africains, tout en soulignant qu'au lieu de porter un point de vue critique vis-à-vis de la présence chinoise en Afrique, la France a des choses à apprendre de la coopération sino-africaine.

Rentré la veille d'un déplacement de deux semaines en Chine, M. Copé s'est dit fasciné par la vitesse du développement chinois lors d'un colloque présidé vendredi par l'ancien Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin dans le cadre de la Fondation Prospective et Innovation dont il est président.

"L'Afrique, de son côté, avec un taux de croissance en moyenne de 6% entre 2002 et 2008, commence petit à petit à rejoindre le club des acteurs essentiels", a constaté M. Copé. Au moment où le monde "est en train de changer l'époque", "manquer le train des pays émergents, qui seront dans une vingtaine d'années deux ou trois fois plus puissants qu'aujourd'hui, signifie un déclin assuré de notre position économique", a-t-il fait remarquer.

En vue de mieux saisir des opportunités présentes par les pays africains, M. Copé a proposé aux entrepreneurs ainsi qu'aux hommes politiques français de mettre plus généreusement des moyens financiers et politiques en Afrique, de multiplier le transfert de connaissance française aux pays africains, et notamment, de traiter les pays africains en vrais partenaires comme ce qu'a fait la Chine.

"Les Chinois considèrent l'Afrique comme un marché d'avenir et comme un partenaire. Et trop souvent en Europe, nous voyons l'Afrique comme un continent perdu et comme un patient", a-t-il déploré.

"On reproche à la Chine qu'elle est exclusivement intéressée par les matières premières et a peu contribué au développement des pays africains (...) Je ne crois pas. Je pense en réalité, il s'agit d'être réaliste et professionnel", a estimé M. Copé, qui a signalé que les gens qui connaissent mal ou peu la Chine "utilisent des critiques morales pour éviter de se mettre en question nous Européens et nous Français".

La Fondation prospective et Innovation, créée en 1989 par René Monory, ancien président du Sénat français et le président de l'Oréal François Dalle, organise depuis cinq ans son séminaire d'été sur le thème de la Chine, en prenant chaque année un angle nouveau. Les thèmes des colloques précédents étaient "La Chine en 2020 : visions françaises", "La Chine en 2020 : les réponses européennes", "La Chine vue de l'Inde" et "La Chine vue des Etats-Unis".

LE TEMPS

IMMIGRATION Les zones d'ombre d'un «vol spécial» vers l'Afrique

[Valérie de Graffenried](#) mercredi 25 août 2010



Manifestation après la mort d'un Nigérian, en mars à Zurich. (DR)

Après un premier vol raté vers l'Afrique, un deuxième avion aurait, selon des témoins, déposé la semaine dernière des ressortissants non sénégalais au Sénégal. Des détenus de Frambois ont écrit une lettre de protestation

Après la mort d'un Nigérian, en mars dernier sur le tarmac de l'aéroport de Zurich, alors qu'il était sur le point d'être expulsé, l'Office fédéral des migrations (ODM) avait suspendu les «vols spéciaux». Depuis, ces vols controversés organisés pour renvoyer par la force des requérants déboutés ont repris. Mais le premier voyage vers l'Afrique, le 28 juillet, s'est révélé être un échec: comme l'a souligné la [NZZ am Sonntag \(15.08.10\)](#), un avion de la compagnie Hello a pu débarquer un Malien à Bamako mais n'a ensuite pas obtenu l'autorisation d'atterrir en Gambie, malgré un «feu vert oral» accordé préalablement à l'ODM. L'avion est donc revenu à Zurich, avec cinq Gambiens à son bord. Depuis, un deuxième vol a eu lieu, le 18 août, a appris Le Temps. Avec neuf requérants.

Cette fois, des Gambiens ont bien été débarqués à Banjul, capitale de la Gambie. Mais d'autres, qui refusaient de sortir de l'avion, auraient été lâchés au Sénégal, dans des circonstances troubles, affirment plusieurs témoins. Mohamed D. et Cissé T.*, un Ivoirien et un Malien retenus dans le centre de détention administrative de Frambois (GE), restés en contact avec des expulsés, racontent. «A Banjul, au moins deux Gambiens sont sortis d'eux-mêmes de l'avion, dont notre ami Dembo J. Mais les autorités gambiennes n'ont pas voulu extirper les autres de force (ndlr: la Suisse n'a pas signé d'accord de réadmission avec la Gambie). L'avion est alors parti vers Dakar. Là-bas, un autre de nos amis, Lamine C., qui faisait partie du vol et qui nie être Sénégalais, dit avoir vu des responsables suisses donner 200 francs à des policiers sénégalais pour faire sortir tous les requérants de l'avion. Il y avait des Sénégalais, mais aussi des Gambiens et un ressortissant de Guinée-Bissau. Cela s'est fait par la force. Il y a eu une bagarre dans l'avion.»

Lamine C., contacté au Sénégal, donne la même version des faits. Il est lui-même de père guinéen (Guinée-Bissau) et de mère sénégalaise, ce qui complique les choses. Mais c'est bien comme ressortissant de Guinée-Bissau qu'il a déposé sa demande d'asile en Suisse. Le Temps a aussi appelé Dembo J., en Gambie. Dembo avait déjà fait partie du premier vol, qui après un arrêt au Mali, et l'impossibilité d'atterrir en Gambie, avait fait escale à Dakar sans débarquer personne. Il a décidé, lors du deuxième vol, de sortir de lui-même de l'avion, ayant déjà «trop souffert».

Lors du premier voyage, qui a duré en tout deux jours, il était resté de longues heures ficelé à son siège d'avion, les pieds et les mains ligotés. Au téléphone, il était très éprouvé. «J'ai mal partout et n'ai pas de médicaments. Je n'ai personne de ma famille en Gambie: ils sont tous en France. Je ne veux pas rester ici.» Il parle de «conditions de renvois humiliantes», dit avoir été traité «comme un animal». Lamine C., lui aussi, affirme avoir été ligoté, avec un casque lui maintenant la tête pendant le décollage. Il n'a eu l'autorisation d'uriner que dans un sachet en plastique.

Autre fait troublant: selon les requérants, il n'y avait de personnel médical dans aucun des deux vols spéciaux, dont les coûts sont généralement estimés à 100 000 francs. Mais l'ODM affirme le contraire (lire ci-dessous).

Effrayés par le témoignage de leurs amis, Mohamed D. et Cissé T. ne sont pas restés les bras ballants. Ils ont écrit, «au nom des détenus de Frambois», aux autorités sénégalaises à Dakar, ainsi qu'à Amnesty International. «Les Suisses ont rapatrié des gens à Dakar, moyennant des sommes qu'ils donnent aux agents de l'aéroport, qui acceptent même des ressortissants non sénégalais», écrit Mohamed. «Je vous informe aussi que le consulat du Sénégal à Genève délivre des laissez-passer dans le dos de certains ressortissants d'autres pays. Tout cela n'est que business.»

Les requérants jouent-ils avec leur nationalité dans le seul but de rendre ces renvois controversés encore plus difficiles? Ou alors le Sénégal fermerait-il les yeux vis-à-vis de certains requérants aux origines floues en échange de contreparties? L'ODM, lui, met en évidence le fait que l'ambassade du Sénégal a délivré des laissez-passer pour tous les requérants expulsés à Dakar. Et rappelle que ce sont les délégations du pays concerné qui viennent «reconnaître» leurs requérants en Suisse.

Quoi qu'il en soit, l'ODM a par le passé déjà été accusé d'avoir renvoyé des Africains vers un pays qui ne serait pas le leur. L'an dernier, un avocat bâlois, défendant un requérant expulsé vers la Gambie alors que des expertises soulignaient qu'il y avait 70% de certitudes qu'il était bien Guinéen, a été jusqu'à porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg.

Alard du Bois-Reymond, le patron de l'ODM, l'a confirmé le mois dernier déjà (LT du 15.07.10): [dès 2011, des observateurs indépendants pourront participer à ces vols spéciaux](#). Voilà qui devrait permettre d'y voir plus clair sur ce qui se passe réellement lors de ces voyages secrets. En attendant, tant Mohamed que son ami malien avertissent: «Si nous sommes renvoyés au Sénégal alors que nous ne venons pas de ce pays, nous serons prêts à nous sacrifier jusqu'à la mort.»

* Noms complets connus de la rédaction.

JEUNE AFRIQUE

INTERNET L'Afrique, un bon spot pour surfer tranquille

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Le comportement des utilisateurs d'internet est moins risqué sur le continent. © AFP

26/08/2010 à 18h:10 Par Julien CLEMENÇOT

Le géant mondial de la protection antivirus AVG vient de révéler les conclusions d'une étude pour le moins insolite, en ce qu'elle place des pays africains parmi les premiers en matière de sécurité informatique

L'Afrique serait plus sûre que l'Europe, l'Amérique du Nord et même l'Asie. Seule l'Amérique latine offrirait de meilleures garanties. Pas question ici de statistiques criminelles ou de risque terroriste, mais de sécurité informatique. Selon une étude menée par AVG, fabricant d'un célèbre antivirus, sur 144 pays et plus de 100 millions de PC, un internaute africain surfant sur le web aurait deux fois moins de chance (une sur 108) d'être attaqué par un logiciel malveillant (macro-virus, cheval de Troie, ver...) qu'un « coreligionnaire » basé aux États-Unis (une sur 48) ou en Grande Bretagne (une sur 63).

Signes d'un faible taux de pénétration

Parmi les cinq pays jugés les plus "safe", quatre sont sur le continent : la Sierra Leone (une attaque pour 696 utilisateurs), le Niger (une sur 442), le Togo (une sur 359), la Namibie (une sur 353). Bien sûr, ces résultats traduisent aussi la faible pénétration d'internet en Afrique (11% d'utilisateurs), qui demeure trois fois moins importante que la moyenne mondiale.

Mais d'après AVG, les données de l'étude mettent également en évidence la propension des websurfsers de certaines zones à adopter des comportements à risques en visitant des sites de téléchargements illégaux ou en partageant liens et fichiers. C'est notamment le cas de la Turquie ou de la Russie, où les attaques touchent respectivement 10 et 15 % des internautes.

La palme de la sécurité revient au Japon où l'étude ne recense qu'un incident pour 403 utilisateurs. Le pays du soleil levant occupe ainsi le troisième rang mondial des États les plus sûrs derrière la Sierra Leone et le Niger. Une performance d'autant plus impressionnante qu'internet y est utilisé par 78 % de la population contre moins d'un pour-cent chez ses devanciers.

EUROPE

FRANCE COOPERATION Sarkozy nomme Dov Zerah nouveau patron de l'Agence française de développement (AFD) 27.05.2010

FRANCE COOPERATION [Dov ZERAH, le choix de Sarkozy à la tête de l'AFD](#)

27.05.2010

Association CVU-Togo-Diaspora
 Les Services du CVU-Diaspora-International
 Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

FRANCE COOPERATION	la politique de l'autruche de la France et de l'UE	12.08.2010
FRANCE GOUVERNANCE	Conjoints de ministres les pistonnés, les fauchés et les blindés	27.08.2010
FRANCE ROMS	Selon qu'on soit africain ou rom...	27.08.2010
France ROMS	Un été meurtrier pour le "vivre ensemble"	24.08.2010
FRANCE ROMS	Quand la France se renie elle-même	24.08.2010
FRANCE ROMS	Sans les ONG, pas de réinsertion des expulsés	23.08.2010



Le nouveau directeur général de l'Agence française de développement. © Meigneux/SIPA



Conjoints de ministres les pistonnés, les fauchés et les blindés



Un été meurtrier pour le "vivre ensemble"



© AFP Manifestation de soutien, le 21 août à Paris, aux Africains sans papiers réfugiés dans l'église Saint-bernard, dans l'espoir d'obtenir leur régularisation

FRANCE COOPERATION Sarkozy nomme Dov Zerah nouveau patron de l'Agence française de développement (AFD)



Discours de Dov Zerah, président du consistoire israélite de Paris, à l'occasion du gala 2010 du Beth Loubavitch

DOV ZERAH a de nombreux amis en Israël qui seront très heureux de sa nomination au sein de l'AFD présente en Afrique et au Moyen- Orient. Selon L'Express – "Nicolas Sarkozy a tranché. Pour la direction générale de l'Agence française de développement (photo AFD), le président a choisi Dov Zerah, un énarque de 55 ans issu de l'administration du Trésor, qui fut entre autres le directeur de cabinet de Michel Roussin à la Coopération.

Au sein même de l'Agence, appelée à orchestrer les engagements financiers de la France notamment en Afrique, le choix élyséen est perçu comme le énième camouflet infligé aux partisans d'une rénovation volontariste de la relation entre Paris et la sphère subsaharienne.

D'autant que Zerah, par ailleurs conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine, a été vigoureusement soutenu par l'avocat Robert Bourgi, conseiller officieux de la présidence et marabout en chef des réseaux de la Françafrique. Certains cadres de l'AFD redoutent en outre que les fonctions éminentes qu'exerce au sein de la communauté juive le successeur de Jean-Michel Severino (il préside depuis janvier le Consistoire israélite de Paris/Ile de France) suscitent quelque réticence dans l'espace musulman".

Institution financière, l'Agence Française de Développement (AFD) est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission : participer au financement du développement. Grâce à la large gamme d'instruments financiers qu'elle a su développer et enrichir, l'AFD soutient les pouvoirs publics, le secteur privé et les réseaux associatifs locaux pour la mise en oeuvre de projets économiques et sociaux très divers. Elle intervient ainsi dans cinq continents et dans les collectivités d'Outre-mer.

Ses actions en faveur de la croissance économique et de la préservation de l'environnement s'inscrivent directement dans le cadre des Objectifs du Millénaire (OMD). Ces objectifs de développement prioritaires ont été définis en 2000 par les Nations unies, visant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015. L'AFD contribue également à la préservation des biens publics mondiaux et peut répondre à des situations de crise. Elle développe aussi des partenariats financiers et intellectuels avec d'autres bailleurs de fonds et s'attache à défendre l'influence française dans la sphère du développement.

Au plus près du terrain en Afrique, en Asie, dans le pourtour méditerranéen, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et dans l'Outre-mer, l'AFD intervient avec efficacité et réactivité grâce à son réseau d'agences et à ses différentes filiales. Le Groupe AFD, c'est plus d'un millier d'agents qui mettent chaque jour leurs compétences, leur savoir-faire et leur engagement au service du développement

JEUNE AFRIQUE

FRANCE COOPERATION Dov ZERAH, le choix de Sarkozy à la tête de l'AFD

27/05/2010 à 10h:25 Par Philippe Perdrix



Le nouveau directeur général de l'Agence française de développement. © Meigneux/SIPA

Le candidat favori de l'Élysée a finalement obtenu le poste tant convoité de directeur général de l'Agence française de développement. Voilà une nomination qui ne manquera pas de susciter commentaires et spéculations dans les petits milieux de la Francafrique. Après un long suspense entretenu par l'Élysée, Nicolas Sarkozy a tranché, le 19 mai, et retenu, semble-t-il, celui qui a toujours eu sa préférence. La candidature d'Ambroise Fayolle (administrateur pour la France au FMI et à la Banque mondiale) était défendue par la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, et celle de Philippe de Fontaine Vive (vice-président de la Banque européenne d'investissement) par Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée. Mais Dov Zerah (55 ans), énarque et magistrat à la Cour des comptes, a été choisi pour la direction générale de l'Agence française de développement (AFD), pivot de l'aide au développement (6,2 milliards d'euros en 2009, dont 2,6 milliards en Afrique).

Les questions africaines ne lui sont pas étrangères. Directeur de cabinet du ministre de la Coopération, Michel Roussin, en 1993, Zerah a été numéro trois de la Caisse française de développement – aujourd'hui l'AFD –, président de la Compagnie française pour le développement des fibres textiles – devenue ensuite Dagris – avant de rejoindre la direction des Monnaies et Médailles, au ministère de l'Économie. Conseiller municipal UMP de Neuilly-sur-Seine depuis 2008, il est aussi une vieille connaissance de Nicolas Sarkozy, qui a sans doute préféré placer un homme de confiance à la tête de l'agence, devenue l'un des seuls leviers tricolores d'influence dans les pays du Sud. D'autant que ce choix était par ailleurs fortement appuyé au Château par Robert Bourgi, le conseiller officieux – mais très actif – du chef de l'État pour les affaires africaines. « Cette nomination a une signification politique », estime un cadre de l'agence, qui s'interroge « sur une éventuelle remise en cause de la rénovation de l'aide française en Afrique ». Dov Zerah, qui a démissionné de la présidence du Consistoire israélite de Paris-Île-de-France aussitôt sa nomination connue, doit être auditionné au Parlement ce mois-ci. Entendu par les députés et les sénateurs, il aura alors l'occasion de répondre à cette inquiétude.

MEDIAPART

FRANCE COOPERATION la politique de l'autruche de la France et de l'UE



12 Août 2010 Par Henry Moreigne

Les voies de l'information sont impénétrables. Alors que Kofi Yamgnane avait le 9 août dernier dénoncé dans l'indifférence totale sur France Culture (L'Esprit Public) une situation politique togolaise explosive allant jusqu'à évoquer un risque de génocide, une crise pire qu'en Côte d'Ivoire, pire qu'au Rwanda, c'est finalement par internet et la diffusion d'une simple vidéo où l'on voit un officier supérieur français menacer verbalement et physiquement un journaliste Togolais que les projecteurs de l'actualité se braquent un temps sur ce petit pays d'Afrique de seulement 6 millions d'habitants. Togo, capitale Lomé. Régime politique ? Une dictature qui ne dit pas son nom. Officiellement indépendant depuis 1960, le Togo constitue une parfaite illustration de la Françafrique. Les Européens et les Français en particulier considèrent que la démocratie est un luxe qui peut attendre. Les coups d'Etat y sont pratiquement monnaie courante. Le dernier en date qui se solde par un échec remonte au 25 février 2005. Sous la pression internationale, cette même année, une élection présidentielle est organisée le 24 avril. Une caricature de scrutin, émaillée notamment de fraudes et de vols d'urnes par des militaires. Si la France, très présente, parle alors de conditions de vote "acceptables", l'annonce des résultats donne lieu à des manifestations dans les principales villes, violemment réprimées par l'armée. On parle de 500 à 800 morts et de 10 000 blessés. 40 000 Togolais environ, se réfugient dans les pays voisins. La position de l'UE est contradictoire. La Commission européenne, malgré un rapport confidentiel accréditant l'existence de fraudes massives de la part du pouvoir, prend acte du résultat alors que le parlement européen vote une résolution de non-reconnaissance. Amnesty International publie en juillet 2005, un rapport dénonçant selon ses propres termes un scrutin entaché d'irrégularités et de graves violences et le rôle ambigu de la France.

2010, rebelote. Nouvelles élections présidentielles avec une particularité, la volonté de Kofi Yamgnane (en photo), ex homme politique français à la double nationalité d'être candidat dans son pays d'origine. Trop gênant, sa candidature est opportunément rejetée par la cour constitutionnelle sur la base d'un doute sur sa date de naissance. Réduit au rôle de porte-parole de la coalition d'opposition Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) Kofi Yamgnane est donc bien au fait de ce qui s'est passé. L'ancien élu Breton a décrit au micro de France Culture le déroulement de l'élection présidentielle du 28 février 2010 et fait part de sa déception notamment à l'égard de l'UE qui a dépensé 16 millions d'euros pour une transmission par satellite des résultats et n'est pas allée au bout de son engagement financier en exigeant des élections propres. Alors qu'une mission conduite par un eurodéputé espagnol a relevé un grand nombre d'irrégularités, l'UE a cautionné les derniers résultats en dépit d'une fraude massive. *"Je m'attendais à de la fraude mais pas à la réaction européenne"*. L'ancien secrétaire d'Etat de la France constate dépité que l'UE et la France préfèrent *"la stabilité dans la dictature à ce qu'ils appellent la guerre civile"*. Il suffisait pourtant que l'UE (et la France) ne reconnaisse pas le résultat pour rebattre les cartes indique Kofi Yamgnane qui aussitôt prévient : *"ça ne peut pas tenir"*, *"la guerre civile au Togo elle va venir, ça sera même pire ce sera un génocide"*. Une allusion directe au problème de la captation du pouvoir par une ethnie minoritaire, les Kabyés. Si le dérapage de l'officier Français est aujourd'hui clos, contraint par le ministère de la défense à présenter ses excuses au journaliste togolais Didier Ledoux en revanche, la situation politique explosive, la menace de génocide demeure. Et l'on ne pourra pas dire que l'on ne savait pas.

Capital.fr

FRANCE GOUVERNANCE Conjoint(s) de ministres les pistonnés, les fauchés et les blindés

Qui gagne le plus dans un couple ministériel ? Pas forcément le titulaire du maroquin ! Mais attention, les conflits d'intérêts ne manquent pas. Echantillons.



Le 25/08/2010 à 16:00 - Mis à jour le 27/08/2010 à 17:28

Je ne vais pas empêcher ma femme de faire carrière», nous confiait Eric Woerth début juin. Si elle s'en était tenue à une fonction discrète... Mais gérer la fortune de Liliane Bettencourt, l'une des grandes donatrices de l'UMP, en ayant été recommandée de surcroît par son mari, voilà qui a fait tiquer.

Ce genre de soucis déontologiques, les époux Woerth ne sont pas les seuls à en connaître. Pistons ou conflits d'intérêts, les conjoint(e)s de ministres tutoient souvent la ligne jaune. Pourquoi Joseph Zimet, le mari de Rama Yade, occupe-t-il un poste au ministère de la Défense, en principe dévolu à un fonctionnaire ? Une dirigeante de l'audiovisuel public (Christine Ockrent) peut-elle officier sous la tutelle de son mari (Bernard Kouchner) ? Notons que ce n'est pas toujours le ministre, avec ses 14 200 euros mensuels (13 316 pour un secrétaire d'Etat), qui fait bouillir la marmite.

Florence Woerth : Administratrice chez Hermès, épouse d'Eric Woerth, ministre du Travail

Mais comment va-t-elle renouveler sa collection de chapeaux ? En démissionnant de Clymène, la société qui gère la fortune de Liliane Bettencourt, Florence Woerth a mis une croix sur 140 000 euros annuels, plus des primes allant jusqu'à 60 000 euros. Et, malgré la sollicitude de son mari, cette HEC de 54 ans, passée par la banque Rothschild, va avoir du mal à retrouver un poste aussi douillet. L'écurie de chevaux de course qu'elle a montée à Chantilly en 2008, en perte de 38 000 euros la première année, ne lui rapporte pas grand-chose. Dieu merci, il reste les copines. Nathalie Bélinguier, l'épouse de l'ex-patron du PMU, Réjane Lacoste, la femme du président de la marque au crocodile, ou encore Françoise Kron, dont le mari dirige Alstom, font partie des 14 donatrices qui ont versé 7 500 euros pour recapitaliser la société. Un mois avant «l'affaire», son amie Caroline Guerrand-Hermès s'était même arrangée pour lui trouver une place au conseil d'administration du groupe Hermès, où la séance est payée 16 000 euros. Sans compter les 1 200 euros de défraiements pour s'y rendre. A raison de quatre réunions par an, on connaît activité plus éreintante.

Joseph Zimet : Historien en poste au ministère de la Défense, mari de Rama Yade, secrétaire d'Etat chargée des Sports

Quand Rama Yade faisait campagne pour Nicolas Sarkozy, son socialiste de mari soutenait Ségolène Royal. Ce qui ne l'a pas empêché, en juin 2007, de rejoindre son camarade Jean-Marie Bockel dans ses pérégrinations ministérielles à droite. Conseiller au cabinet du secrétaire d'Etat à la Coopération, puis aux Anciens Combattants, le jour, le fils de Ben Zimet, une figure de la chanson yiddish, continuait de travailler le soir à sa thèse consacrée au grand résistant Jacques Bingen. Ses qualités d'historien et quelques coups de piston lui ont permis, alors qu'il n'est pas fonctionnaire, de devenir en juin 2009 adjoint au directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives, au ministère de la Défense. Un job à 6 000 euros par mois environ.

Yasmine Tordjman : Etudiante, future épouse d'Eric Besson, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale

A 23 ans, l'arrière-petite-fille de Wassila Bourguiba, seconde épouse du premier président de la Tunisie indépendante, commencera, le 16 septembre, une carrière de femme de ministre. Le mariage de cette étudiante à l'école supérieure des arts appliqués Duperré devrait être célébré par Rachida Dati, le maire du VII^e arrondissement de Paris. C'est l'oncle de la ravissante Tunisienne, le richissime producteur de cinéma Tarak Ben Ammar, qui l'aurait présentée au ministre français de l'Identité nationale, à l'été 2009, lors d'une soirée à laquelle assistait notamment Claudia Cardinale.

Jérôme Péresse : Dirigeant d'entreprise, mari de Valérie Péresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Polytechnicien et ingénieur des Ponts et Chaussées, Jérôme Péresse ne doit rien à sa femme côté carrière. Numéro 2 d'Imerys, leader mondial des minéraux industriels contrôlé par le financier belge Albert Frère, ce Versaillais de 43 ans a perçu l'an dernier un salaire mensuel moyen de 37 500 euros, 25% de moins qu'en 2008, en raison d'une baisse d'activité d'Imerys, qui a affecté la partie variable de sa rémunération. Même avec sa double casquette de ministre et de chef de file des élus UMP au conseil régional d'Ile-de-France, Valérie Péresse se traîne à 17 000 euros par mois.

Xavier Giocanti : Promoteur immobilier, compagnon de Christine Lagarde, ministre de l'Economie

Attention poète ! Quand ce promoteur marseillais évoque sa dulcinée dans «Paris Match», il dit s'occuper du «PIB» de la ministre deux fois divorcée. Avant de préciser : «Oui, son Plaisir intérieur brut...» Ce grand costaud de 56 ans semble moins inspiré dans le business. Début août, son ancienne association pour les microentreprises a été condamnée à rembourser 1 million d'euros de subventions indues. Mais le personnage a du répondant. Outre sa PME de gestion hôtelière domiciliée à Saint-Martin, dans les Antilles françaises, il chapeaute la première zone franche marseillaise. Un job offert sur un plateau par la mairie en 1998, qui a permis à ce juriste de multiplier les opérations immobilières sur les terres de ses amis UMP Renaud Muselier et Jean-Claude Gaudin. Résultat : lorsque l'Etat s'est attaqué au régime fiscal de ces paradis d'affaires l'an dernier, on l'a retrouvé à la tête de la mobilisation phocéenne. Son argument : «J'ai une capacité à dire certaines vérités à Christine.» Reconnaissons que, sur ce dossier, la ministre n'a pas cédé.

Jean-Pierre Philippe : Consultant, mari de Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat à l'Economie numérique

En bisbille avec son patron direct, Jean-Paul Gut, alors directeur international d'EADS, Jean-Pierre Philippe a perdu son job à la direction stratégique de l'avionneur le 19 juin 2007, le jour même où sa femme était

nommée secrétaire d'Etat. Depuis, ce proche de Jean-Louis Gergorin, l'un des condamnés de l'affaire Clearstream, survit grâce à son salaire de professeur associé au Conservatoire national des arts et métiers (près de 2 000 euros par mois) et surtout à ses activités de consultant, notamment pour Steris, un fabricant américain de matériel médical. Sagitta 01, sa société de conseil, lui procure un salaire très ministériel (environ 20 000 euros mensuels). A 54 ans, l'ancien maire PS de Villefontaine (Isère), devenu sympathisant de droite, a aussi créé Seven Ways, spécialisé dans les «activités des organisations politiques.» Mystère.

Béatrice Schönberg : Journaliste télé, épouse de Jean-Louis Borloo, ministre de l'Ecologie et de l'Energie

Apparemment, tout le monde s'y retrouve. D'un côté, la journaliste a accepté de quitter le JT de France 2 en février 2007, afin de couper court aux soupçons de conflit d'intérêts. De l'autre, l'exfiltrée a trouvé un accord financier avec France Télévisions dont, selon nos informations, elle est toujours salariée, même si elle n'y met guère les pieds. Mais le groupe public n'assure pas, à lui seul, ses 10 000 euros par mois. Lorsqu'elle présente l'émission «Prise directe», sur France 2, elle travaille pour le compte du producteur Emmanuel Chain. Même ficelle quand elle anime «Hors série» sur France 3, mis en boîte par Actual Prod.

Christine Ockrent : Directrice générale de l'Audiovisuel extérieur de la France, épouse de Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères

Chez Bernard et Christine, la carrière se mène en tandem. Quand le premier se retrouve bombardé au Quai d'Orsay, sa femme prend la direction générale de l'Audiovisuel extérieur de la France (France 24, RFI et TV5Monde). Bien sûr, Alain Joyandet, le secrétaire d'Etat à la Coopération, faisait jusqu'alors tampon. Avec la démission de ce dernier, début juillet, Ockrent se retrouve sous la tutelle directe de son mari. A 240 000 euros par an – c'est davantage que le patron de France Télévisions – un tel poste ne se refuse pas. Mais la Reine Christine, qui jure avoir arrêté les conférences tarifées pour les entreprises, revendique mordicus son indépendance. Son fait d'armes : la diffusion sur France 24 d'un sujet traitant la rumeur d'une liaison entre Benjamin Biolay et Carla Bruni. Le président continue malgré tout d'apprécier «Bernard». «L'un des rares ministres avec qui je pourrais partir en vacances», a-t-il avoué. Rassurant.

Michèle Laroque : Comédienne et humoriste, compagne de François Baroin, ministre du Budget

Une blague ? A peine arrivé à Bercy en mai dernier, le nouveau ministre du Budget découvrait que la comique de son cœur vivait dans un modeste deux-pièces à Las Vegas. Et non dans ce très chic appartement de la place Gaillon, près de l'Opéra Garnier, où elle élève sa fille, Oriane. C'est en tout cas ce qui apparaissait dans ses déclarations d'impôts depuis 2005. Epinglée par «Le Canard enchaîné», l'intéressée avait alors promis de régulariser sa situation. Mais les arguments livrés par e-mail au journaliste de l'hebdomadaire prêtent à sourire. Parmi ceux-ci : «J'ai aidé pendant sept ans une SDF qui avait fait appel à moi et qui a pu quitter la rue pour un appartement et un travail. Des dons compris entre 500 et 10 000 euros.» Une broutille, néanmoins, comparé au montant de ses cachets.

Valérie Hortefeux : Gestionnaire de fortune, épouse de Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur

Rectifions : contrairement à ce qu'écrivent les gazettes, la pimpante Valérie n'est pas «chargée de communication» au sein de la Banque 1818. Oh, bien sûr, cette enfant de Neuilly est diplômée de l'Ecole française des attachés de presse (Efap, promotion 1992), où elle tomba jadis sous le charme d'un jeune professeur nommé Hortefeux. Certes, sa fascination pour la mode l'a fait remarquer lors des soldes privés de Dior, où elle a failli en venir aux ongles pour un manteau. Or, malgré ce pedigree, madame Hortefeux occupe un poste de «gestionnaire de fortune» au sein de la très accueillante filiale de Natixis. Tout comme son ancienne collègue Florence Woerth, pourtant beaucoup plus capée...

Penelope Clarke : Mère au foyer, l'épouse du Premier ministre

Plutôt blindée que fauchée, comme son château dans la Sarthe le laisse supposer, Penelope Fillon, née Clarke dans le Pays de Galles, n'en fait pas moins ses courses elle-même au supermarché du coin. A défaut de la rencontrer sur les champs de course et dans les mondanités pour milliardaires, on peut la voir pousser son caddy entre les linéaires du Leclerc de Sablé. Enfin, la châtelaine de Beaucé – c'est le nom de sa gentilhommière – ne risque pas davantage d'entrer en conflit d'intérêt avec Matignon : elle n'a pas d'emploi rémunéré et passe l'essentiel de son temps à s'occuper de l'éducation de ses deux derniers fils.

Hervé Piucco : Commercial, conjoint de Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille

S'ils veillent à ne pas s'afficher ensemble, il leur est arrivé de se faire surprendre, dans les environs de Toul (Meurthe-et-Moselle), lorsqu'ils se promènent bras-dessus, bras-dessous. Née Nadine Pucelle dans la Lorraine de Jeanne d'Arc – ses parents, Michel et Monique, ont ensuite changé leur nom en Pugel – cette combattante de l'UMP s'est imposée en politique sous le nom de son ex-mari, Angelo Morano. Récemment, elle s'est donc amourachée de ce quadragénaire, commercial chez Rexel, le distributeur de matériel électrique. L'anecdote ne vaudrait pas d'être racontée, si Nadine Morano ne s'était mêlée, le 14 juillet 2009, de faire décerner la légion d'honneur au père de son ami de coeur, Pierre Piucco, responsable RPR puis UMP toulousain de longue date. «C'est exact, mais mon père a tout de même des états de service», plaide Hervé Piucco. Ancien militaire, le père a été médaillé dans le quota du secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants.

Hervé Jouanno : Directeur des achats, mari de Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat à l'Ecologie

A la différence de Charles Pasqua au début des années 60, Hervé Jouanno est resté au service du leader mondial de l'apéritif anisé. C'est sa femme, Chantal, qui s'est lancée en politique. Aujourd'hui, le mari est directeur des achats chez Pernod-Ricard, un job où il gagnerait environ deux fois le salaire de la ministre (13 490 euros brut par mois).

Francis Idrac : Inspecteur général des finances, mari d'Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur

Ils se sont rencontrés à l'ENA, il y a près de quarante ans. Elle poursuit son parcours politique, tandis qu'il arrive, pour sa part, au terme d'une longue carrière de haut-fonctionnaire. Préfet de la région Languedoc-Roussillon, puis de l'Aquitaine, il a été nommé l'an dernier par le conseil des ministres inspecteur général des finances en service extraordinaire. Un job à 10 000 euros par mois.

Olivier BOUCHARA et Etienne GINGEMBRE.

© Capital



FRANCE • Selon qu'on soit africain ou rom...

Vu du Sénégal, les expulsions de Roms par la France sont choquantes. Mais on s'étonne que les mesures prises contre des Africains n'aient pas provoqué la même vague d'indignation.

27.08.2010 | Barka Ba | Kotch



© AFP Manifestation de soutien, le 21 août à Paris, aux Africains sans papiers réfugiés dans l'église Saint-bernard, dans l'espoir d'obtenir leur régularisation

Les expulsions de Roms par le gouvernement de Sarkozy lui valent une volée de bois vert. De quasiment partout, les critiques fusent et s'abattent violemment sur le président français et son porte-flingue Brice Hortefeux : un prêtre de Lille, le père Arthur, a rendu sa médaille de l'Ordre national du mérite en signe de solidarité avec les 200 Roms expulsés vers la Roumanie et la Bulgarie. Il n'est jusqu'à la Commission des droits de l'homme de l'ONU et même le souverain pontife Benoît XVI pour s'être émus du sort fait à ces pauvres hères, populations impécunieuses éparpillées dans différents pays européens. De Rome, le pape a demandé à la France d'"accueillir les légitimes diversités humaines" et de faire preuve de "fraternité universelle". Ces réactions outrées, diplomatiques ou religieuses, pour honorables qu'elles soient, n'en sont pas moins déséquilibrées eu égard à d'autres épisodes d'expulsions d'étrangers. L'on peut en effet se sentir solidaire des Roms, sans manquer de remarquer que leurs expulsions ont suscité des réactions d'une rapidité sans commune mesure avec celles que suscitent les mêmes pratiques à l'égard des Africains. Dans des camps de reconduite à la frontière, véritables prisons qui ne disent pas leur nom, des milliers d'êtres humains, tout aussi éligibles à la "fraternité universelle" croupissent, laissés à une administration plus soucieuse de statistiques d'expulsions que d'"accueillir les légitimes diversités humaines". A l'époque, le Vatican ne s'était pas autant indigné... Parce qu'ils ne sont pas roms, donc européens ?

Combien sont-ils à être l'objet de contrôles intempestifs quotidiens, d'humiliations policières dans les rues, sur le seul critère de la couleur de la peau, sans que cela émeuve la Commission des droits de l'homme de l'ONU ? Quel est le nombre des expulsés, menottés et rudoyés, vers l'Afrique, sans que cela émeuve outre mesure ? En Italie même, il y a quelques mois, des groupes armés de fusils s'en sont pris à des Africains, qui furent tirés comme des lapins : l'affaire n'a pas pris plus d'envergure qu'un banal incident. Rome n'a pas élevé la voix. En 1996, le 23 août, 200 Africains à la recherche de travail, certains avec des enfants nés en France, avaient été assaillis par un millier de CRS qui ont fracassé à coups de hache les portes de l'église Saint-Bernard, à Paris, où ils s'étaient réfugiés. On le voit donc, ce n'est pas seulement aujourd'hui que la France, "patrie des droits de l'homme" se signale par un comportement coupable. Certains semblent le découvrir.



FRANCE • Un été meurtrier pour le "vivre ensemble"

Le virage sécuritaire du président français a excité les esprits, libéré les paroles. En des termes très durs, le quotidien belge Le Soir dénonce "le climat de haine" qui s'est abattu sur l'Hexagone cet été.

24.08.2010 | Joëlle Meskens | Le Soir



Fraternité. Lorsque Ségolène Royal, en 2007, prêchait cette vertu les bras ouverts, on se moquait volontiers de l'élan "mystique" de la candidate socialiste à la présidentielle. Trois ans après l'élection de son adversaire à l'Elysée, comment ne pas lui reconnaître au moins d'avoir tiré la sonnette d'alarme ? L'été qui s'achève en France a été meurtrier pour le "vivre-ensemble". Le virage ultra-sécuritaire de Nicolas Sarkozy, avec la promesse de déchoir de la nationalité certains délinquants et la reconduction des Roms, a plongé le pays dans un climat délétère. *Le Soir* a déjà exprimé le malaise que lui inspiraient ces mesures. On n'y reviendra pas. Mais la surenchère ajoute chaque jour à la gêne. Quand le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, méprise les critiques d'une "*gauche milliardaire*", on se pince. Toute cette séquence martiale, imaginée à la hâte après des faits divers, n'avait-elle pas précisément pour but de détourner l'attention du feuilleton Bettencourt et des révélations quasi quotidiennes sur les liaisons dangereuses de l'UMP avec la plus grande fortune de France ?

L'Elysée joue aux apprentis sorciers. Les résultats escomptés de sa politique sont plus qu'aléatoires. La déchéance de la nationalité est jugée inapplicable et inconstitutionnelle par bien des juristes. Et si Nicolas Sarkozy pense en finir avec les camps illégaux de Roms, en l'état actuel du droit, rien ne les empêchera de revenir une fois expulsés. Les bénéfices électoraux attendus sont eux-mêmes hasardeux. En musclant son discours sur la sécurité et l'immigration, le président s'assurera-t-il de sa réélection en 2012 en siphonnant une nouvelle fois les voix du Front national ? Rien n'est moins sûr, tant les sondages sont contradictoires. En revanche, sa majorité se fissure. Christine Boutin songe au divorce, Dominique de Villepin crie à l'"*Indignité nationale*" et Alain Juppé prend ses distances. Mais si l'issue du pari élyséen est incertaine, les dégâts, eux, sont déjà immenses. Les esprits sont excités comme jamais. La parole se libère, sans plus aucune limite. L'opposition serait bien inspirée de ne pas souffler sur les braises. Si détestable soit-elle, la politique actuelle peut-elle sincèrement être comparée au "*nazisme*" ? Ce n'est pas par les excès verbaux mais par les contre-propositions politiques que l'on sortira de ce climat de haine.

EL PAÍS

FRANCE ROMS • Quand la France se renie elle-même

En expulsant des centaines de citoyens européens, Nicolas Sarkozy foule aux pieds la tradition humaniste que la France défend depuis la Révolution.

24.08.2010 | El País



© AFP

Un leader aussi soucieux de son image que Nicolas Sarkozy ne décide pas l'expulsion de Roumains d'origine tsigane sans en mesurer les conséquences. Il a en fait calculé qu'une telle mesure redonnerait des couleurs à sa popularité en berne, en dehors de toute autre considération, y compris celle de lutter contre la délinquance. Se laissant entraîner par un populisme grandissant en Europe, Sarkozy en adopte certains arguments et initiatives sous prétexte de le combattre. Il se pose ainsi en exécuteur implacable de la loi, non pas tant pour la faire respecter mais pour faire converger les regards sur lui et sur sa prétendue détermination politique.

Car enfin, Sarkozy n'expulse pas quelques centaines de Roms qui vivent dans des campements de fortune. Il expulse des citoyens européens de nationalité roumaine dont l'origine ethnique ne devrait pas entrer en ligne de compte, en vertu des principes défendus par l'Union européenne (UE) et par la République française elle-même. En justifiant cette mesure par l'appartenance ethnique des intéressés, Sarkozy et son gouvernement foulent aux pieds une tradition dont la France peut s'enorgueillir et qu'elle a en outre contribué à diffuser en Europe et dans le reste du monde.

La mesure de Sarkozy ressemble à s'y méprendre à celle adoptée en Italie par Silvio Berlusconi et annonce peut-être celles d'autres gouvernements de l'UE. L'exclusion sociale des Roms est un phénomène généralisé en Europe, au point que leur qualité de citoyens semble de plus en plus passer au second plan. En mettant l'Etat de droit non plus au service de l'égalité et de la justice, mais des besoins politiques à court terme, Sarkozy porte une lourde responsabilité dans cette dérive, au même titre que Berlusconi.

FRANCE ROMS • Sans les ONG, pas de réinsertion des expulsés

Les cinquante premiers Roms rapatriés de France sont arrivés le 19 août à Bucarest. Des centaines vont suivre et tenter aussi de se réimplanter dans leurs villages d'origine. Bilan provisoire d'une difficile réintégration parmi une population ni préparée ni traditionnellement ouverte à ces compatriotes.

23.08.2010 | Georgeta Petrovici et Oana Crăciun | Evenimentul Zilei



© AFP Gabriel, un Rom de 33 ans tout juste renvoyé de France, erre dans une rue de Petrosani, 20 août 2010.

A Berini, dans l'ouest de la Roumanie, les Roms déjà rapatriés cette année ou les années précédentes attendent de recevoir de l'aide du gouvernement français [300 euros par personne, plus 3 600 euros supplémentaires en cas d'ouverture d'une entreprise privée]. Alexandru Novacovici est rentré de France depuis quatre mois. Il vit dans une maison en pisé, fraîchement peinte. Dans la cour, l'eau du puits n'est plus potable depuis longtemps. Avec sa femme et ses enfants, ils ont reçu pour le "rapatriement" 1 100 euros, une somme qui les a fait vivre plus de deux mois. "Maintenant, nous n'avons plus d'argent. J'ai deux enfants de 9 et 6 ans, nés en France, qui n'ont pas de papiers roumains. Pour cette raison, nous ne touchons aucune allocation ici. Si nous ne recevons pas d'aide, dans quelques mois nous repartirons en France", dit cet homme de 45 ans. Avant la chute de Ceausescu, il travaillait comme ouvrier non qualifié dans une brasserie. Il a passé quinze ans en France, mais il est revenu régulièrement en Roumanie pour aider sa famille. "Même quand on faisait les poubelles, en France, la nourriture ou les fruits étaient d'une meilleure qualité que ceux qu'on peut trouver ici au marché. Ici, il nous est impossible de trouver du travail, tandis qu'en France on vendait des journaux, on travaillait à la journée ou, au pire, on mendiait. On gagnait quelques centaines d'euros par mois", ajoute-t-il. Grâce à son séjour en France, il a pu s'acheter une télé, un four à micro-ondes et d'autres appareils ménagers.

"La réinsertion sociale des Roms dépend de nous tous", confirme Mariana Petersel, présidente de Jeune Génération, une ONG qui a réussi à faire s'intégrer socialement 43 familles de Roms. Avec 3 660 euros payés par le gouvernement français, après une sélection précédée d'une surveillance d'un an, 42 familles ont réussi à créer leur propre entreprise. Certaines ont des fermes d'élevage, d'autres des magasins d'alimentation, et l'un d'eux - Ion Trandafir Stancu, 43 ans - a ouvert au bout de deux ans une entreprise de BTP qui travaille aujourd'hui avec des ONG françaises venant en aide aux ressortissants des minorités roms. "En 2008, raconte-t-il, avec l'argent français j'ai acheté 8 vaches. Puis j'ai acheté 46 moutons. Comme ils vont mettre bas, l'année prochaine, nous en aurons plus de 80. Mon gendre les emmène paître et prend également soin des moutons d'autres villageois roumains." Dès l'automne, ses enfants aussi entreront dans le programme. Ils ont déjà construit une étable. "En 1993, nous sommes partis en France, mais maintenant nous sommes ici chez nous, et nous nous y sentons bien. Cela a été possible grâce à l'aide dont nous avons bénéficié pour pouvoir commencer une vie décente", ajoute Stancu. Il vit dans une petite maison avec sa femme et les familles de ses quatre enfants, qui lui ont donné en tout dix petits-enfants. Pour toute visite importante, il sort du Pepsi et des verres dorés sur la table, prêt à raconter l'histoire de son succès.

Même si on parle de microprojets - et du fait que les Roms socialement intégrés représentent moins de 1 % du nombre total de Roms du pays -, les personnes concernées sont assistées en permanence par les ONG. Visites régulières et aide dans le dialogue avec les autorités. Aucune somme d'argent n'a été remise directement aux Roms, elle a toujours fait l'objet de transactions. "Lorsque nous leur avons acheté des animaux, l'argent est allé directement sur le compte du vendeur", ajoute Petersel. Elle note également qu'il n'est pas du tout facile de travailler avec eux : "Nous parlons quand même d'une population nomade, cherchant à vivre le plus facilement possible." Officiellement, la Roumanie compte 537 000 citoyens roms. Mais le nombre réel pourrait avoisiner les 2 millions. Actuellement, les ONG attendent le rapatriement des Roms de l'Hexagone : ceux qui sont rentrés doivent être réintégrés socialement et motivés à se sédentariser. Confrontées brusquement au rapatriement imminent de centaines de familles, les autorités roumaines - qui ne disposent pas d'une stratégie cohérente - s'en remettent aux ONG. "Les Roms sont aussi discriminés en Roumanie qu'en France ou n'importe où en Europe. La différence est qu'il y a plus de pauvreté ici que dans d'autres pays", déclare Letitia Mark, présidente de l'association des femmes tsiganes Pour nos enfants de Timisoara.

Leonard Bebi, le président de l'ONG Parudimos, qui travaille aussi pour la réinsertion sociale des Roms, poursuit l'idée : "Ils sont victimes de discrimination sur le marché du travail parce qu'ils ne sont pas qualifiés et que, en général, les employeurs ne leur font pas confiance. De nombreux Roms se sont présentés pour un travail et n'ont pas été acceptés, sous prétexte que la place était prise, et afin que, ultérieurement, à cette place soit engagé un non-Rom." Une première stratégie nécessaire est de faire rentrer les Roms dans la légalité, donc qu'ils aient des papiers d'identité. Les représentants de la minorité soutiennent que, pour être sans papiers, il faut soit être né de parents qui n'en avaient pas, soit les avoir égarés. "Certains d'entre eux les ont détruits pour ne pas payer d'impôts", ajoute l'un d'eux.

MONDE

LE TEMPS

Matières premières Nestlé investit 500 millions de francs dans le café

[Bastien Buss](#) samedi 28 août 2010

La multinationale suisse veut davantage assurer son approvisionnement mondial

Améliorer la qualité et augmenter la quantité du café. Tels sont les objectifs de Nestlé, qui a lancé vendredi à Mexico City une vaste opération dans ce sens, dévisée à 500 millions de francs. Le leader mondial de l'alimentation, connu sur ce segment avec entre autres les marques Nescafé, Nespresso ou Dolce Gusto, va former des milliers d'agriculteurs ces prochaines années tout en leur offrant, de manière non désintéressée, 220 millions de nouveaux plants de café, qualifiés de «hautement productifs et résistants aux maladies». La multinationale, établie à Vevey, ne possédera pas directement ces plantations et ne signera pas davantage de contrats exclusifs ou contraignants avec ces fermiers. Mais le directeur général de la société, Paul Bulcke, espère que ces relations privilégiées, passant aussi par de l'assistance technique avant, pendant et après les récoltes, les conduiront à livrer en premier lieu Nestlé. «Nous ne devons pas simplement être le plus grand acheteur mondial de café, mais aussi nous engager plus en amont.» Moins prosaïquement, le Nescafé Plan, nom de cette offensive, comporte un ensemble d'objectifs qui doivent aider Nestlé à optimiser davantage sa chaîne d'approvisionnement en café. Cette initiative fait partie des efforts soutenus que fournissent les géants mondiaux de l'alimentation à l'image de Kraft Foods, Unilever ou Danone pour un meilleur contrôle de certaines matières premières essentielles à leur production (cacao, café, sucre, lait, etc.). Nestlé avait récemment lancé un programme pour encourager la production à grande échelle de plants de caféiers robusta, de qualité et de rentabilité supérieures en Afrique. Il en avait fait de même avec le cacao en Côte d'Ivoire.

16 000 plants de café distribués

Cette sécurité de l'approvisionnement est devenue encore plus cruciale ces dernières années, en raison de la très forte volatilité des prix des matières premières. Les tarifs des grains de café ont récemment atteint un plus haut en treize ans en raison du mauvais temps et, de facto, de récoltes moins abondantes. Il y a deux semaines, lors de la publication de ses résultats semestriels, Nestlé affirmait s'attendre à un second semestre «plus difficile» que le premier, notamment en raison de l'évolution erratique des prix de ces matières. Au cours des cinq prochaines années, Nestlé doublera ses achats directs de café Nescafé aux producteurs et leurs associations, représentant au final 180 000 tonnes de café par année auprès de quelque 170 000 cultivateurs. Sur les dix dernières années, Nestlé a distribué plus de 16 millions de plants de café au travers de partenariats publics et privés dans certains pays, notamment le Mexique, la Thaïlande, les Philippines et l'Indonésie. Dans le détail, le géant vaudois, attaqué récemment par des génériques sur son modèle Nespresso, investira 350 millions pour le Nescafé Plan et 150 millions pour Nespresso.

4600 tasses de Nescafé bues chaque seconde

Le café revêt une importance fondamentale pour le groupe. Rien que la marque Nescafé a généré des ventes de plus de 10 milliards de francs en 2009. Il s'en consomme dans le monde quelque 4600 tasses par seconde. Vingt-six sites de production sont nécessaires pour répondre à la demande, dont douze sont implantés dans des pays producteurs de café. Le chiffre d'affaires de Nespresso s'est quant à lui élevé à 2,77 milliards l'an passé, soit avant l'arrivée des concurrents. Mais, sur les six premiers mois de l'année, sa progression n'en a pas pâti, avec une hausse annoncée de 25%. Les premiers effets se feront peut-être sentir lors de la deuxième partie de l'exercice. Au final, le café représente plus de 10% de l'ensemble des ventes de la multinationale.

TOGO

CVJR	Contribution société civile à réconciliation durable au Togo : Le CACIT organise une table ronde	27.08.2010
CVJR	Le volet justice préoccupe CACIT-Togo	24.08.2010
COOPERATION	CHINE Le ministre chinois Affaires étrangères s'engage à renforcer les relations avec le Togo	20.08.2010
COOPERATION	Major LETONDOT n'agissait pas seul, l'armée française et sa femme le couvrent !	27.08.2010
COOPERATION	Insoutenable violence coloniale militaires français Afrique Togo-Gabon, à quoi servent-ils vraiment?	13.08.2010
DIASPORA	Une Commission politique indépendante au Togo... Une Nécessité	15.08.2010
DIASPORA	CMAF-TOGO : conf téléphon Samedi 21 Août 2010	18.08.2010
DIPLOMATIE	Faure Gnassingbé au Soudan	30.08.2010
DROITS HOMME	Silence sur les interpellations en cascade au sein de l'opposition togolaise...	25.08.2010
DROITS HOMME	RÉPRESSION - Depuis l'élection truquée de mars, situation droits humains s'aggrave au Togo	25.08.2010
FEMMES	La deuxième édition de « Femme Leader » officiellement lancée au Togo	22.08.2010
HISTOIRE	Vestiges allemands au Togo: Eviter l'oubli par la communication	28.08.2010
JUSTICE	Colloque Internat évaluation Jurisprudence CCJA 24- 25 septembre 2010 à Lomé au TOGO	27.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Triste sortie de Djimon ORE, Le ministre de la Communication par défaut menace la presse privée	30.08.2010
MEDIAS-PRESSE	La HAAC, une obsession	30.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Cascade de procès contre la presse, la liberté en danger	30.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Constat au Togo Assignation de Journaux devant les tribunaux, Faure Gnassingbé bat le record	30.08.2010
MEDIAS-PRESSE	le photojournaliste Didier Ledoux brutalisé par gendarmes, un journal condamné à forte amende	27.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Analphabétisme numérique	27.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Au moins une dizaine de journaux ont un procès en justice	27.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Interview : Mey voulait juste avoir la tête de Tribune d'Afrique...	27.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Didier Ledoux molesté Incident ou zèle des forces de sécurité ?	25.08.2010
MEDIAS-PRESSE	un photojournaliste brutalisé	26.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Lettre de M. Patrick Le HYARIC Député Européen à Bernard KOUCHNER	26.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Un journal condamné au profit du demi-frère du président	26.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Journal proche de l'Opposition	21.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Fenêtre sur l'Afrique - Métier de journaliste en Afrique: Togo, un métier à haut risque	21.08.2010
MEDIAS-PRESSE	Affaire Letondot Atteinte au renom de l'Armée française...la belle affaire !	18.08.2010
MEDIAS-PRESSE	La FIJ condamne les menaces et intimidations contre les journalistes au Togo	13.08.2010
OPINION	TOGO : Un scénario-catastrophe en perspective !	29.08.2010
POLITIQUE	les forces de l'ordre tirent sur le pare-brise arrière de Jean Pierre Fabre.	28.08.2010
POLITIQUE	Fabre raconte l'attentat contre sa voiture	28.08.2010
POLITIQUE	Fabre caillassé, Gilchrist se repose à Londres, TCHIAKPE rejoint sa famille à Paris	28.08.2010
POLITIQUE	Les voyages de Faure Gnassingbé au centre de révélations	28.08.2010
POLITIQUE	Atcha TITIKPINA n'a pas encore retourné 600 millions à l'Etat togolais	26.08.2010
POLITIQUE	Les idiots utiles du RPT ont-ils la solution?	27.08.2010
POLITIQUE	Gilchrist : Fabre avait des discussions avec Pascal Bodjona	26.08.2010
POLITIQUE	TOGO : un piège sans fin	26.08.2010
POLITIQUE	Propositions du CAR pour une refondation de la République	25.08.2010
POLITIQUE	Contestation de la gouvernance Et si les pros-Fabre créent enfin leur parti !	22.08.2010
POLITIQUE	Marche empêchée du FRAC: la gendarmerie tire des grenades lacrymogènes sur journalistes	21.08.2010
POLITIQUE	Un comité Gilchrist Olympio-RPT pour des élections locales aménagées !	18.08.2010
POLITIQUE	Y a-t-il un Ministère de la Défense au Togo ?	18.08.2010
POLITIQUE	L'Accord Olympio-RPT en marche ? Togo Voici la stratégie 2010-2012	18.08.2010
POLITIQUE	PSR : « Si le gouvernement devient si virulent c'est parce que nos actions portent coups durs »	18.08.2010
POLITIQUE	Dis-moi qui te gouverne, je te dirai ...	18.08.2010
POLITIQUE	Mémoire sur la situation actuelle au Togo	13.08.2010
POLITIQUE	Retour aux années de plomb	16.08.2010
POLITIQUE	La gendarmerie pourchasse Jean-Pierre Fabre et tire des gaz lacrymogènes sur sa voiture	12.08.2010
RELIGIONS	Islam et injustices sociales En plein carême, musulmans Togo, sortez de votre mutisme coupable!	20.08.2010
SANTE	Six Etats africains en conclave à Lomé pour combattre la grippe aviaire	16.08.2010
SOLIDARITE	Les Enfants de Kara sont rentrés du Togo – Valognes	19.08.2010
SOLIDARITE	De la Hague au Togo : une expérience hors du commun - Vasteville	12.08.2010
SPORTS	Football et politique Ces messieurs et dames assassins de destins de sportifs	26.08.2010

CVJR Contribution de la société civile à une réconciliation durable au Togo : Le CACIT organise une table ronde

[8/27/2010] - **Le Collectif des associations en lutte contre l'impunité au Togo (CACIT) a organisé ce mardi 23 août 2010, une table ronde sur l'accès à la justice au Togo dans un contexte de justice transitionnel. Placée sous le thème « Réconciliation durable au Togo : quelle justice pour une réparation en faveur des victimes ? », cette activité a été possible grâce à l'appui financier de Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH-Lyon France). Elle a regroupé des praticiens du droit (magistrats de Lomé, Amlamé et Atakpamé, des avocats...), des députés à l'assemblée nationale, des représentants des forces armées togolaises et de la gendarmerie nationale, des autorités religieuses et traditionnelles, des défenseurs des droits de l'homme...**

La rencontre qui vise à établir une jonction entre la justice conventionnelle et la justice telle que préconisée par la commission Vérité-Justice et Réconciliation (CVJR) entend aussi à réfléchir sur les voies et moyens pour consolider la paix sociale et en même temps répondre au besoin de réparation en faveur des victimes des violences dans le contexte de justice transitionnelle dans notre pays.

Cette table ronde se propose aussi de remédier à cette situation d'inaction. Ainsi les participants à la rencontre réfléchiront sur les questions de savoir : « quel sort réserver aux plaintes déposées devant les tribunaux ? », « Quelles appréciations les tenants de l'option judiciaire doivent-ils avoir du travail fait par la CVJR ? », « Doivent-ils retirer les plaintes déposées en justice et s'en tenir seulement aux dépositions devant la CVJR ? », « Le maintien de ces plaintes serait-il de nature à entraver le travail de la Commission ? », « Quel type d'interaction existera-t-il entre l'appareil judiciaire et la CVJR ? » Les victimes peuvent opter, à la fois, pour la justice pénale et la CVJR ? »

Les travaux de cette table ronde ont été ouverts ce matin à la salle de conférence du ministère de l'Environnement par Madame Nakpa POLO, représentant la ministre des droits de l'Homme en présence du président du CACIT, Me Zeus Ajavon. Deux principales communications ont été présentée respectivement par Monseigneur Nicodème BARRIGAH, Président de la CVJR et Me Sylvain ATTOH-MESSAN, avocat défenseur des droits de l'homme et rapporteur de la Commission Nationale des Droits de l'homme (CNDH). La modération des débats a été assurée par Me Joseph Kokou KOFFIGO, ancien premier ministre, ancien président de la Commission nationale spéciale d'enquête.

Voici les recommandations adoptées par les participants à cette rencontre :

« Les participants à la table ronde organisée par le CACIT, soucieux de favoriser une implication de tous les acteurs dans un processus de réconciliation durable et créer ainsi de meilleures conditions pour la réussite du travail de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), les participants à la table ronde :

- Réaffirment la complémentarité des actions entre la CVJR, l'appareil judiciaire et les organisations de la société civile:

- Recommandent :

Au pouvoir judiciaire :

- Que les magistrats saisis de plaintes fassent en sorte que les dossiers soient rapidement instruits pour être transmis aux juridictions de jugement le cas échéant;

- Que les cautions fixées pour la recevabilité des plaintes avec constitution de partie civile soient modestes et raisonnables afin d'assurer un accès effectif des victimes à la justice ;
- Que les magistrats saisis des dossiers bénéficient d'une garantie en ce qui concerne l'indépendance de leur action.

- Aux organisations de la société civile :

- Que le CACIT réactive la Plateforme justice transitionnelle des OSC et des médias qui est un cadre de réflexion et d'actions concertées de la société civile ;
- Que le CACIT identifie et associe d'autres avocats engagés pour la défense des dossiers de plaintes déposés devant les tribunaux ;
- Que les organisations de défense des droits de l'homme accompagnant les victimes élargissent leurs actions à d'autres villes et localités afin de toucher les victimes dans leur globalité ;
- Mettre à disposition de la CVJR les plaintes déjà déposées auprès des tribunaux afin de mieux éclairer le travail de cette Commission ;

- A la CVJR :

- De renforcer le cadre d'implication des organisations de défense des droits de l'Homme ;
- Solliciter et prendre en compte les contributions des organisations de défense des droits de l'homme qui accompagnent les victimes ;
- la prise en compte rapide des cas des victimes qui entraînent des séquelles graves.

- Au gouvernement, au parlement et à la classe politique :

- De respecter l'indépendance et l'impartialité des magistrats dans l'instruction des dossiers de plainte ;
- de créer les conditions pour l'apaisement politique dans le pays ;
- d'accélérer le processus des réformes constitutionnelles et institutionnelles ;
- de mettre en confiance les populations en prenant des mesures idoines assurant pour la garantie de non répétition des actes de violations de droits de l'homme observées par le passé ;
- Faire en sorte que la portée d'une éventuelle loi d'amnistie soit conforme au droit international, en veillant notamment au respect de l'article 6.5) du protocole II des conventions de Genève de 1949, et soit aussi limitée que possible en ce qui concerne :

- ♣ Les crimes et les actes susceptibles d'être amnistiés ;

- ♣ Les personnes susceptibles d'être amnistiées ;

- ♣ Les conséquences juridiques expresses de l'octroi d'une amnistie pour son bénéficiaire.

- La ratification du Statut de Rome portant création de la Cour pénale internationale.

- Aux partenaires :

- D'accompagner la société civile afin qu'elle puisse elle aussi jouer efficacement son rôle d'accompagnement du travail de la commission. »

Il faut rappeler que le CACIT qui a été créé au lendemain de la présidentielle de 2005 apporte un appui « juridique et judiciaire » aux victimes de ces violences. Il a déjà déposé près de 72 plaintes de ces victimes auprès des tribunaux du Togo mais pour l'heure aucune de ces plaintes n'est instruite. Au contraire, le siège de l'association a été cambriolé déjà trois fois dont deux fois pour la seule année 2009.

LOMECITE

Commission VJR Le volet justice préoccupe CACIT-Togo

Mardi, 08.24.2010, 12:51pm (GMT)



Zeus Ata Ajavon

La phase décisive entamer par la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR), qui est celle des dépositions, préoccupe le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT). L'association pour apporter sa contribution, a initié une table ronde ce mardi à Lomé autour du thème : « réconciliation durable au Togo : quelle justice pour une réparation en faveur des victimes » ?

Cette assise qui réunie, société civile, judiciaire, les membres de la commission de Mgr Barrigah, se veut une occasion pour le CACIT de plancher sur le volet justice.

«Je ne suis pas convaincu que la CVJR pourra s'occuper effectivement et efficacement du volet justice. Il n'y a que le judiciaire qui pourra s'occuper réellement du volet justice », a déclaré Zeus Ajavon du CACIT. Selon lui, il faut une interaction entre la CVJR au niveau des dépositions sur ce volet justice, afin qu'un travail en synergie soit fait incluant le judiciaire, les officiers de police judiciaire. La table ronde du CACIT vise à mener une réflexion sur l'équilibre des voies et moyens pour consolider la paix sociale mais en même temps répondre au besoin de réparation en faveur des victimes dans le con en faveur des victimes dans le contexte de justice transitionnelle actuellement en cours au Togo. Elle va essayer de trouver des réponses adéquates aux questions suivantes : quel sort faut-il réserver aux plaintes déposées devant les tribunaux par les victimes à travers le CACIT ? Quelle appréciation les tenants de l'option judiciaire doivent-ils avoir du travail fait par la CVJR ? Doivent-ils retirer les plaintes déposées en justice et s'en tenir seulement aux dépositions devant la CVJR ? etc...

Pour rappel, au lendemain des violations, le gouvernement avait mis sur pied une commission nationale d'investigation. Cette mission avait la lourde responsabilité d'enquêter sur les événements de l'époque et dans la mesure du possible, situer les responsabilités. D'après cette commission, il y aurait eu près de 150 morts contrairement à la Ligue Togolaise des Droits de L'homme (LTDH) qui parle de 811 morts tandis que la mission d'enquête des Nations Unies dégage un chiffre de 511 morts. Les dépositions vont permettre de faire un "état des lieux des violences électorales et des violations des droits de l'homme et en même temps "favoriser le soulagement et la libération des victimes et des auteurs présumés de leurs angoisses et traumatismes", Ces dépositions vont commencer les jours à venir dans les différentes antennes régionales ouvertes par la CVJR. Au total huit antennes régionales basées à Aného, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong et Lomé (pour les 5 arrondissements de la capitale) recevront les dépositions des plaignants auprès des chefs d'antenne ou des équipes mobiles basées elles au chef-lieu de préfecture. Pendant quatre mois, les huit antennes régionales basées à Aného, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong et Lomé (pour les 5 arrondissements de la capitale) recevront les dépositions des plaignants auprès des chefs d'antenne ou des équipes mobiles basées elles au chef-lieu de préfecture, souligne un communiqué de la CVJR Il faut noter que la CVJR a été installée en mai 2009 en vue de faire la lumière sur les actes de violences à caractère politique commis entre 1958 et 2005 et d'étudier les modalités d'apaisement des victimes. Installée en mai 2009, la Commission "vérité, justice et réconciliation" est chargée de faire la lumière sur les actes de violences à caractère politique commis entre 1958 et 2005 et d'étudier les modalités d'apaisement des victimes. Le Togo a été secoué par une série de violences, notamment lors des scrutins présidentiels.

Association CVU-Togo-Diaspora
 Les Services du CVU-Diaspora-International
 Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

COOPERATION CHINE Le ministre chinois des Affaires étrangères s'engage à renforcer les relations avec le Togo

LE 20.08.2010 À 12:45 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Jiechi, s'est engagé à renforcer la coopération commerciale et économique entre la Chine et le Togo, lors d'une rencontre vendredi à Shanghai avec le président togolais, Faure Gnassingbé.

Yang Jiechi a apprécié l'adhésion du **Togo** à la politique d'une seule Chine. Selon lui, la Chine travaillera avec le **Togo** pour renforcer la confiance politique mutuelle, promouvoir la coordination dans les affaires internationales et dans les sujets touchant aux intérêts fondamentaux des deux pays.

La Chine élargira la coopération avec les pays africains dans le cadre du Forum de coopération sino-africaine, a souligné le ministre chinois.

Qualifiant la Chine de "bonne amie", M. Gnassingbé l'a remerciée pour son soutien à long terme. Le **Togo** est disposé à promouvoir la coopération avec la Chine dans les domaines du commerce, de la construction d'infrastructures, de l'agriculture et de la santé, a-t-il ajouté.

Le **Togo** renforcera également sa coopération avec la Chine dans le cadre du Forum de coopération sino-africaine et dans les affaires mondiales importantes, a promis le président togolais.

M. Gnassingbé était en visite à Shanghai pour la journée du **Togo** à l'Exposition universelle 2010 de Shanghai.

COOPERATION Le major LETONDOT n'agissait pas seul, l'armée française et sa femme le couvrent !

Vendredi 27 août 2010 5 27 /08 /2010 10:48

Vous vous souvenez tous du major **Letondot** ? Le si coopérant militaire français perdu au Togo. Le pas **Bardamu** du tout major Letondot. Qui avait si peu envie de se faire photographier là où il se trouvait qu'il en perdit les pédales et se crut autorisé, l'espace d'une perte de contenance incongrue, à s'adresser en commandant de cercle à des citoyens togolais, autorisés, eux, à attendre d'un Français, fut-il militaire, en visite la courtoisie, la volonté de s'intégrer et l'apprentissage de la culture locale.

Letondot n'agit pas seul ! Non seulement la république et l'armée française le couvrent (et le recouvrent même d'un parodique accablement, assorti d'une mise aux arrêts sans commune mesure avec la portée symbolique de son méfait) ; mais il a, sans doute pour ultimement protéger ses arrières, aussi... une moitié.



<http://www.grigriinternational.over-blog.com/article-togo-le-major-letondot-n-agissait-pas-seul-l-armee-fran-aise-et-sa-femme-le-couvrent-56050413.html>

1. Mme Letondot, Nanabenz à Lomé

*"Les Togolais conduisent en évitant les trous, vous doublent sur votre droite, ne s'arrêtent pas aux feux, ni au stop. À cela, il faut ajouter les "zems", mobylettes-taxis, la conduite devient sportive, conduite en zigzag de rigueur. Il faut être très attentif au volant, **on finit par faire comme eux, griller les feux et s'imposer.**"*

Déviniez de qui sont ses propres avenants sur les Togolais ? De Mme Letondot ! Si, si, la chère et tendre épouse du conseiller français terreur des journalistes togolais. Pour s'imposer, il faut dire que le digne mari de Mme Letondot sait s'imposer. Question : est-ce que c'est pour faire comme les Togolaises que Mme Letondot a fait avec son mari 5 gamins ? Trois filles et 2 garçons, le dernier a 6 ans, n'est-ce pas, Madame ? Vous n'allez quand même pas pousser le bouchon jusqu'à aller vendre des pagnes au grand marché de Lomé comme les Togolaises ? **Texte - Théau Mbemba vidéo - Noël Kokou Tadeignon**

Association CVU-Togo-Diaspora
 Les Services du CVU-Diaspora-International
 Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



COOPERATION L'insoutenable violence coloniale des militaires français en Afrique Togo, Gabon, à quoi servent-ils vraiment ?

Le Mouvement Civique du Gabon se félicite de la réaction du Parti socialiste français concernant la situation inacceptable faite envers l'opposition au Togo.

Il estime tout à fait justifiée la protestation se rapportant à l'attitude du militaire français face à un journaliste togolais.

Le Mouvement civique du Gabon ne peut que déplorer ce genre de comportements répandus sur le continent africain, notamment au Gabon, pays dans lequel règne un clan illégitime qui appuie sa présence au pouvoir sur des forces militaires autochtones plus ou moins légales, et joue de la présence d'une base militaire française pour terroriser les populations qui ne peuvent prendre le risque de la révolte.

Les multiples conseillers français, payés à prix d'or, sont souvent utilisés pour exercer la répression des populations, renseigner les pouvoirs en place et assurer, sur le mode colonial, que rien ne puisse changer. Postés en second niveau de façon ne pas être pris en défaut, ils assurent la logistique militaire, la coordination des opérations et la surveillance rapprochée des opposants.

Ainsi, le Gabon comme le Togo demeurent des colonies françaises gérées comme telles.

L'occupation militaire française génère avec la complicité des putchistes du parti-Etat contrebandes (alcools, cigarettes et marchandises de toutes sortes) et prostitution organisée dans les quartiers.

C'est pourquoi, le Mouvement Civique du Gabon estime que la présence française sur le sol gabonais ne se justifie pas pour un pays souverain, si ce n'est pour maintenir la délinquance d'Etat du clan.

Il faut donc pour le moins revoir les accords de défense .

Puisque M. Morin, ministre de la Défense, indique qu'il est « scandalisé » par le militaire français au Togo, il est évident que la peine de 10 jours de suspension est une insulte face à la gravité du comportement de ce militaire.

Le Mouvement Civique du Gabon demande sa révocation pure et simple de l'armée française en guise d'avertissement pour tous les autres qui pratiquent quotidiennement le mépris des Africains, démocrates gabonais, togolais ou d'autres peuples en lutte pour la démocratie et l'alternance.

Paris, le 13 août 2010,

Mengue M'EYAA

Présidente du Conseil exécutif

MOUVEMENT CIVIQUE DU GABON

<http://mouvementciviquedugabon2009;unblog.fr>

Voir également la vidéo de l'agression sur:

<http://www.youtube.com/>

COMMUNIQUE DU PARTI SOCIALISTE FRANCAIS

Jean-Christophe CAMBADELIS, Secrétaire national à l'Europe et aux Relations internationales

Togo : opposition interdite ?

Le Parti socialiste désapprouve les manoeuvres d'intimidation menées à l'encontre de Jean-Pierre Fabre et de ses amis politiques à l'occasion de la tenue du congrès extraordinaire de leur parti. En effet, il paraît absurde de critiquer la légitimité de Jean-Pierre Fabre, candidat de l'UFC à la dernière élection présidentielle, à animer son mouvement politique. L'entrée au gouvernement de plusieurs ministres historiquement membres de l'UFC ne doit en aucune manière limiter le droit de ceux qui ont fait un choix différent à participer à la vie politique de leur pays.

Par ailleurs, le PS regrette l'image donnée par le militaire français intervenant de manière déplacée auprès de journalistes togolais, pour leur demander de détruire des photos et vidéos des manifestations d'avant-hier. Le PS s'interroge en conséquence sur l'impartialité du gouvernement français et du ministère de la défense en particulier quant à la vie démocratique au Togo.

Il serait en effet inacceptable, en cette année de commémoration des indépendances, de donner l'impression que la France pourrait mettre les moyens de l'État au service de l'un ou l'autre des partis et de s'immiscer ainsi dans les affaires intérieures d'un pays souverain

Paris, le 13 août 2010.

DIASPORA Une Commission politique indépendante au Togo... Une Nécessité

L'histoire des peuples est souvent émaillée de grandes périodes d'incertitude et de désarroi. C'est en ces moments que le génie créateur des uns et des autres se met en branle, aidé des expériences universelles ayant traversé le temps, afin d'imaginer des solutions ou des approches honorables qui restitueraient la noblesse de la chose publique sans brimer celle des citoyens. Dans un monde où nous est servie l'illusion quotidienne que nous connaissons tout et survolons l'univers entier sans avoir quitté le confort de nos fauteuils, il devient urgent d'appeler la pensée pure et la sagesse collective à l'aide de nos désillusions, appeler les Togolaises et les Togolais à l'aide du Togo politique qui se noie littéralement sous nos yeux. Le temps est venu pour une Commission politique ouverte sur l'avenir du Togo; tant, les lendemains des élections présidentielles et des grands rendez-vous se suivent et se ressemblent. Le Togo a mal à lui-même. Et les citoyens doivent pouvoir nommer ce mal et être écoutés respectueusement. Et ce mal doit être adressé et soigné; ce que manifestement aucun dirigeant politique n'a pu faire seul, qu'il soit-il. Encore une fois : « Il est trop tard pour être pessimiste! » Le temps est alors à la créativité politique dans la réflexion et dans l'action.

À Barack Obama dernièrement, il était demandé de faire un tour dans les bibliothèques, confrontés qu'il était à de nombreux défis : espions russes, déficit, chômage, Général McChrystal, marée noire, baisse de popularité, etc. Un mois plus tard, le 9 août 2010, je prenais appui sur ce texte de Daniel Freedman dans Forbes, en élaborant un autre au titre symptomatique : « Elizabeth II lit Cicéron... Que lit Faure Gnassingbé? »... C'est encore affiché sur mon carnet de note virtuel. Que lit Faure Gnassingbé et que lit Jean-Pierre Fabre pour faire face aux tourments actuels et porter le Togo autrement? Parce qu'il faut s'appuyer désormais sur du solide et sur l'universel, avant de prétendre stopper l'enlèvement de ce particulier Togo.

En effet, la confusion générale qui règne au Togo pousse encore et davantage à la réflexion. De nos discussions de ces derniers jours et des rares confidences disponibles, il ressort que la nature du défi incite à poursuivre dans la voie de la réflexion pratique. C'est le constat que les solutions sont encore voilées et hors de nos regards humains. Où en est le Togo? Où en est notre pays?

Dans le clair-obscur actuel, on voit bien tout de même le pouvoir présidentiel et son parti le RPT. On distingue aussi le parti de Gilchrist Olympio qui pour le pouvoir est l'UFC officielle. Tous les deux, le RPT et l'UFC tendance Gil –les fameux AGO, sont logés à la même enseigne du « Partage du pouvoir ». En face, dans ce qui reste de l'opposition togolaise –car il existe bel et bien une opposition au Togo, il y a l'UFC tendance Fabre qui doit se fabriquer un portrait intégrateur avec ses alliés dont essentiellement Agbéyomé Kodjo de l'ancienne OBUTS et autre candidat malheureux aux dernières présidentielles contestant toujours la victoire de Faure Gnassingbé.

Ces deux pôles s'affrontent aujourd'hui et chacun possède ses forces et ses faiblesses portant sur deux considérations : la légalité et la légitimité. Ce qui manque à l'un réside abondamment chez l'autre. Le Togo en est là en ce milieu d'août 2010... très divisé, très affaibli, très incertain. La légitimité de Faure Gnassingbé demeure hautement contestable et son élection n'aurait pas été acceptée dans aucune démocratie qui se respecte, qu'elle soit africaine ou autre. Il est indéniable toutefois que Faure a l'avantage de la légalité que

lui confère l'exercice effectif du pouvoir. C'est ce qui manque à Jean-Pierre Fabre, qui plus est miné par la crise interne de l'UFC dans laquelle il a bénéficié d'une adhésion populaire sans équivoque et non instrumentalisée.

En réalité ce portrait politique n'est pas nouveau au Togo. Il est donc à exclure la possibilité d'une victoire définitive prochaine d'un camp sur l'autre. Les questions de fond n'étant toujours pas réglées, l'apaisement ne pourrait donc pas surgir comme par enchantement. Cet apaisement ne pourra d'autant pas surgir en ces moments que la démonstration de force et la gratuite brutalité ainsi que les arrestations arbitraires sont les méthodes prisées par le pouvoir présidentiel aux côtés des fréquentes humiliations des adversaires.

À un moment ou un autre au Togo, il va falloir sortir du piège de la force dans lequel est pris le pouvoir togolais pour emprunter les longs chemins de la raison, de la délibération et de l'argumentation politique. Plusieurs fois plutôt qu'une, mais de bonne foi dorénavant.

Rabelais reste Togolais

La pratique de l'argumentation politique n'est pas le côté qui fait la force de Faure Gnassingbé, digne héritier des habitudes militaires d'obéissance servile et qui n'est pas la règle en politique telle qu'elle se pratique sur des bases démocratiques par ses principaux concepteurs et acteurs modernes qui sont des civils. Les méthodes militaires, généralement loin de la démocratie, ne sont rien d'autres que des approches abjectes dont la pâle copie conforme offerte par le militaire français en service au Togo, le fameux Romuald Létondot, a d'ailleurs été sanctionnée comme contraire aux valeurs de son armée-mère, la française. Mais en bons Togolais même, on sait offrir la copie originale de ces pratiques, et de vraies démonstrations de force ont été faites depuis : qui en chassant un autre journaliste ne partageant pas son avis, qui en pourchassant d'autres citoyens.

Il y a donc lieu de penser à autre chose que le déploiement de la force répulsive et de mettre aussi hors d'état de nuire à la démocratie et à la réconciliation les adeptes connus et cachés de cette approche brutale et dégradante d'une autre époque. À la place, le dialogue dont nous parlons toujours dans le cas du Togo et que nous espérons encore serait un dialogue respectueux, conçu et conduit dans la bonne foi et le respect des autres. Il peut prendre toutes les formes, certes. Mais les choses sont allées trop loin pour que ce dialogue s'enclenche tout de suite sans l'indispensable écoute des Togolaises et des Togolais par une Commission politique indépendante.

Une Commission politique nationale indépendante, c'est une pratique très anglo-saxonne, loin des habitudes du Togo. C'est justement ce grand changement d'approche qui est susceptible de produire un choc et des effets heureux. On est loin de cette mission tout à fait respectable confiée à Mgr Nicodème Barrigah –pour laquelle aucun Togolais ne semble pas être prêt pour l'instant; on y reviendra plus tard de toutes les façons, et au bon moment.

Faure Gnassingbé doit innover politiquement après avoir pris la juste mesure des choses. Du chaos actuel doit sortir une Commission et, éventuellement par la suite, un type de dialogue que les Rapports de cette Commission auront suggéré. La proposition en soi ne m'est pas nouvelle... J'en parlais dans trois textes différents, il y a quelques semaines, en mai 2010 essentiellement : « La Commission nationale sur l'avenir du Togo », « La postguerre partisane togolaise : l'envers des égos » (texte destiné à une clientèle non togolaise) et « Il est trop tard pour être pessimiste. Quoi faire alors? ». C'était à la suite de l'analyse sociopolitique du Professeur Yao Assogba dans « La raison historique : la voie pour la renaissance du Togo

» ; l'idée de la Commission était alors largement diffusée. J'avais reçu le commentaire sollicité d'un compatriote de la diaspora à ce sujet, et plusieurs autres avis spontanés m'étaient également envoyés. Une Commission qui n'écouterait donc que le Togo politique, de l'intérieur comme de la diaspora, serait un marchepied nécessaire vers une forme de dialogue qui resterait à définir dans un délai raisonnable, pour le bénéfice de tout le Togo.

Je crois que plus que jamais Faure Gnassingbé doit faire preuve d'innovation politique s'il veut réellement assumer le Togo autrement que dans le déploiement et l'exercice de la force et de l'humiliation. N'oublions pas que Rabelais est Togolais. Avec lui, nous pouvons dire que « Politique sans éthique n'est que peine perdue », comme en son temps il disait « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». C'était donc largement prévisible et clairement écrit il y a quelques jours à peine : « Faure, Pascal, Gil et consorts s'apprêtent à sabler le champagne d'une réussite mouvante et momentanée sur les FIDO, certes. Mais le Togo reste toujours ensablé. Et à la tête du Togo, un pays si mal en point, Faure doit être en mesure de s'éloigner des attributs et des approches politiques du passé, être en mesure d'offrir mieux et beaucoup mieux en ces temps différents et naturellement exigeants. »

La balle est dans le camp de Faure Gnassingbé, toujours dans son camp depuis des mois maintenant. Il n'avait pas voulu appeler Jean-Pierre pour amorcer un dégel politique, désamorcer un autre duel politique. Soit ! J'espère qu'il acceptera dans la bonne foi de créer une nouvelle Commission adaptée à la situation nouvelle et prévisible, une Commission capable d'apaiser les esprits. Une personne au Togo, à forte ascendance politique, pourrait bien mener cette Commission et faire des propositions ; sa stature et ses capacités politiques et intellectuelles fourniront l'indépendance et l'autonomie à la Commission qui engagerait sa propre réputation devant l'avenir et l'histoire du Togo.

De nouveau, Faure Gnassingbé doit assumer le Togo autrement. Il doit « avoir la certitude de ce qu'il risque » : les Togolais tels qu'ils sont et non tels qu'il voudrait qu'ils soient ; il doit ainsi faire l'hypothèse que la solution au drame togolais – parce que c'est un drame, pourrait venir de partout à la fois, et pas forcément des cercles habituels devenus traditionnels et ronronnant. C'est véritablement ce pari franc sur l'intelligence collective et la délibération qui donnera de la valeur différentielle et saura procurer une valeur ajoutée fédérative par le biais de cette Commission politique sur l'Avenir du Togo. Un chemin convergent demeure encore possible dans ce Togo. L'inaction politique coûte cher et le refus d'agir n'est pas inopérant : ils font des ravages au Togo.

Même avec une idée si claire, poursuivons la réflexion... Car, ce qui est là, sous nos yeux, demeure toujours inapproprié et ne rend honneur à qui que ce soit en commençant par les plus hautes autorités du Togo, celles-là qui ont le devoir premier de faire évoluer le pays. Et aussi, cette évolution ne se fera nullement sans l'adhésion des Togolaises et des Togolais, ceux-là mêmes qui ne partagent pas la vision largement perçue comme dominatrice actuellement, et qui use et abuse de la force pour s'enraciner. À défaut d'une audacieuse perspective, une réelle innovation politique, ce pays risque de toujours tourner en rond.

15 août 2010

Pierre S. Adjété

Québec, Canada



DIASPORA CMAF-TOGO : conférence téléphonique ce Samedi 21 Août 2010 à partir de 17h00 heure de New York ou 16h00 heure de Chicago

Mercredi, 18 Août 2010 01:56 - La diaspora togolaise aux États Unis est cordialement invitée à une conférence téléphone ce Samedi 21 Août 2010 à partir de 17h00 heure de New York ou 16h00 heure de Chicago.

Le but de cette conférence téléphonique de relancer la mobilisation pour des actions ciblées pour le changement rapide au Togo. Voici l'ordre du jour de la rencontre :

- 1- Déchirements internes à l'UFC – Comment faire triompher la vérité?
- 2- L'Affaire Lt-Col Romuald Letondot – Comment libérer le Togo du joug français ?
- 3- La crise sociale au Togo – Quel avenir pour notre peuple ?
- 4- Plan d'Action pour la relance de la lutte en Amérique du Nord.
- 5- Divers

Numéro d'accès : 1-218-936-4141

Code d'accès : 547790

Fait à Greensboro (USA) le 17 Aout 2010

CMAF-TOGO

Le Coordinateur
Pour CMAFTogo,
Le Porte-Parole

Issifou Moussa



DIPLOMATIE Faure Gnassingbé au Soudan

Lundi 30 Août 2010 - 14:09 - Le président du Togo Faure Gnassingbé s'est rendu dimanche à Khartoum, au Soudan, révèle Republifoctogo.com. Il a rencontré des responsables de la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour les possibilités d'investissements du Togo. Il a joint sa voix à celle de l'Union Africaine qui condamne les mandats lancés par la Cour pénale internationale contre le président soudanais Omar el-Béchir.

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

letogolais.com

DROITS HOMME Silence sur les interpellations en cascade au sein de l'opposition togolaise...

Les arrestations et les interpellations au sein de l'opposition togolaise commencées avant les élections présidentielles du 04 mars 2010 ne faiblissent pas. Elles se sont multipliées au cours des dernières semaines dans les rangs des militants et sympathisants de Jean-Pierre Fabre. Les veillées et les marches hebdomadaires de mercredi et de samedi sont les occasions où ces rafles s'opèrent sur les lieux des manifestations et dans les rues avoisinantes.

Les autorités ont tout fait pour annihiler les ardeurs défensives des activistes des droits de l'homme au Togo. Si ce n'est pas une complicité qui ne dit pas son nom, c'est en tout cas un mutisme assourdissant qui augure des jours et des mois sombres pour les libertés publiques au Togo. Des manifestants aux mains nues sont poursuivis et violentés dans les rues, des revendeuses aux abords des lieux de manifestations accusées de mettre à la disposition des manifestants de la nourriture et de l'eau sont bastonnées, des passants et des badauds habillés en jaune sont arrêtés et jetés dans les véhicules des forces de sécurité, la répression des activités des militants et sympathisants de l'UFC qui soutiennent Jean-Pierre Fabre a pris une nouvelle tournure qui s'apparente à de l'intimidation et des harcèlements d'un passé récent où sévissait la dictature. Face à toutes ces dérives, les associations de défense des droits de l'homme, dans leur grande majorité, se taisent et peinent à les dénoncer. Quant aux structures internationales installées au Togo à l'instar du Haut Commissariat des Nations unies pour les Droits de l'homme (HCDH) et de quelques chancelleries, le refrain est le même, à savoir « *nous suivons de près la situation et discutons avec le gouvernement* ». Pendant ce temps, les interpellations et les arrestations se multiplient. Plus inquiétant, c'est le mutisme des associations locales de défense des droits de l'homme qui, pour des raisons inavouées, se murent dans le silence. Malheureusement, la raison est toute simple : presque toutes ces associations ont été coptées et intéressées par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) pour l'accompagner dans sa mission de vulgarisation, de dissémination et de plaidoyer auprès des populations sur la mission et le mandat de la Commission à cette étape cruciale des dépositions. Plus grave enfin est le silence de la conférence épiscopale, surtout la haute hiérarchie de l'Eglise catholique qui ne veut plus frustrer le régime togolais qui l'accuse souvent de supporter l'opposition togolaise. En commandant des messes de triduum auprès des archevêchés pour le jubilé de l'indépendance du pays et en confiant le poste de président de la CVJR à un évêque, le régime a joué gros pour rentrer dans les bonnes grâces de la haute hiérarchie de l'Eglise catholique qui en a pris acte...

Hier, Fulbert Attisso, Guillaume Coco et autres... !

Les sorties médiatiques de Fulbert Attisso et de ses amis du Mouvement Citoyen pour l'Alternance (MCA) se sont soldées par l'interpellation et l'emprisonnement de ces jeunes togolais qui n'ont pour toutes armes que leur aptitude à mobiliser et à convaincre la jeunesse de la justesse de leur combat. Fulbert Attisso, Guillaume Messan Coco, Eric Solewossi et Yao Chéché Abobi croupissent depuis plus de cinq mois à la prison de Kara. Si le premier s'accroche aux bouquins pour passer ses journées, le second vient de guérir d'une fièvre typhoïde qui l'a fortement secoué ; les deux derniers, plus jeunes, ne comprennent toujours pas les raisons de leur internement. Sans jugement, presque oubliés à plus de quatre cent kilomètres de leurs familles, ils gardent pourtant le moral et ne désespèrent pas car ils savent que leur cause est juste. Nicodème Habia, député UFC-pro Olympio, qui était avec eux aux premières heures de la création et de l'implantation de ce mouvement, et qui a retourné casaque de manière bizarre et inopportune à quelques jours de leur arrestation, se pavane à Lomé dans ses nouveaux habits d'Ami de Gilchrist Olympio. Pourquoi ne peut-il pas intervenir auprès de son mentor pour demander l'élargissement de ses amis d'hier auprès du pouvoir ? Que font les associations de défense des droits de l'homme dans ce dossier ? La récente arrestation en pleine rue et en plein jour de Kofi Folikpo participe donc à la répression aveugle qui s'abat à nouveau sur les Togolais, surtout ceux qui veulent porter une autre voix que celle du pouvoir. Quarante-huit heures après son interpellation, Kofi Folikpo fut aussitôt déféré à la prison de Lomé pour « outrage aux forces de l'ordre ». Belle trouvaille pour envoyer au gnouf les manifestants téméraires qui battent les pavés mercredi et samedi pour demander justice et dignité pour ce pays. Et si le régime demande aux Togolais de réessayer à nouveau un parti unique ? On n'en est plus loin, à ce rythme où sévit la répression... **La Rédaction letogolais.com**

LE COURRIER

DROITS HOMME RÉPRESSION - Depuis l'élection truquée de mars, la situation des droits humains s'aggrave au Togo.

ANTOINE VENCESLAS AYIKUTU*



«Tu enlèves la photo! Tu sais qui je suis? Je suis le conseiller du chef d'état-major de l'armée de terre. Tu veux que j'appelle le RCPG (Régiment commandos de la garde présidentielle) pour foutre un peu d'ordre là-dedans? Alors, je demande d'enlever les photos.» Voilà les propos

tenus le mardi 10 août par le lieutenant-colonel Romuald Letondot. Cet officier français en mission au Togo s'adressait au reporter du quotidien togolais Liberté, qui venait de le prendre en photo. Le journaliste le soupçonnait d'encadrer la répression d'une manifestation de l'opposition par la gendarmerie. Bien que condamnés par Paris, les errements de son officier suscitent bien des questions à propos des relations qu'entretient la France avec ses ex-colonies. Surtout, cet incident dont la vidéo circule sur YouTube1 confirme que malgré le décès du dictateur Gnassingbé Eyadema en 2005, la nature du régime n'a pas changé sous le règne de son fils.

Depuis sa réélection lors de la présidentielle truquée du 4 mars dernier, Faure Gnassingbé procède par la corruption et la terreur pour mettre le Togo sous sa botte. Et pourtant, après le massacre d'au moins cinq cents personnes lors des élections de 2005, il avait parcouru le monde avec de beaux discours, la promesse de réconcilier les Togolais et d'engager le pays sur la voie de la démocratie. Il mena d'interminables et stériles discussions avec l'opposition, et mis en place de façon unilatérale une Commission vérité justice et réconciliation (CVRJ). De la poudre aux yeux de la communauté internationale, notamment de l'Union européenne visiblement lassée par la crise politique togolaise.

Autocrate décomplexé

Le 4 mars dernier, Faure Gnassingbé s'est donc octroyé un second mandat au terme d'un processus électoral contrôlé en amont et en aval par le tout puissant ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona. Tout a été fait pour qu'il n'y ait plus de morts et plus besoin d'envoyer les militaires et les milices du pouvoir saccager ou emporter les urnes comme en 2005. Ceci a été la seule avancée de ce processus électoral sur lequel bien des observateurs ont choisi de fermer les yeux. Les bourreaux se sont une fois encore proclamés vainqueurs, et le peuple togolais se retrouve seul avec l'impression d'être victime d'un complot.

Aurolé donc du satisfecit de la France et de l'UE, Faure Gnassingbé croit désormais disposer de la totale légitimité qui lui avait manqué au cours de son premier quinquennat. Il s'emploie donc à réinstaller pleinement un système basé sur le non-droit et la répression. La situation des droits de l'homme se dégrade de façon sensible au Togo. Pour étouffer la contestation populaire née du scrutin du 4 mars 2010, le régime togolais procède à la répression brutale avant d'envisager des solutions plus pernicieuses. Les censures et menaces contre les journalistes, de même que les interpellations arbitraires de militants d'opposition sont devenues fréquentes. Dernier exemple en date, l'enlèvement le 11 mars dernier de Komdédzi Kofi Folikpo. Coordinateur et porte-parole de l'organisation citoyenne panafricaine basée en Suisse Pyramid of Yeweh, il était venu à Lomé soutenir la mobilisation de l'opposition.

Les bourreaux convoquent les victimes

Le processus de réconciliation promis par l'héritier d'Eyadema n'est pas crédible, car il a été décrété par des bourreaux qui règnent toujours sur leurs victimes. Contrairement à ce qu'ont connu d'autres pays africains, cette prétendue réconciliation chemine au Togo de concert avec des dissolutions de partis, des emprisonnements, des enlèvements et des intimidations.

La CVRJ que préside Mgr Nicodème Anani Barrigah-Bénissan relève du cynisme politique. Après l'époque de la «complicité» de l'ancien archevêque Casimir Dosseh-Anyron, vis-à-vis des crimes du général Eyadema, l'épiscopat togolais est accusé de fermer les yeux sur les dérives autocratiques du régime de Faure Gnassingbé. La composition même de la commission trahit les intentions de ses initiateurs. A part le prélat, les dix autres membres sont des inconditionnels du RPT, le parti au pouvoir. A commencer par la vice-présidente Kisseem Tchangai-Walla, qui avait, à la tête de la commission électorale, validé la mascarade de 2005.

En somme, on voit des responsables de massives violations des droits de l'homme qui, sans aplanir les sujets litigieux, sans faire le moindre geste de repentance, et surtout, sans mettre un terme à leurs actes de brutalité sur les populations civiles, s'arrogent le droit de convoquer leurs victimes pour un processus de réconciliation placé sous leur contrôle.

Cette Commission vérité justice et réconciliation est un pur artifice destiné à flouer la communauté internationale. Mais une chose est sûre, ce projet, introduit de façon cavalière, est voué à l'échec. C'est une certitude car aucune issue harmonieuse ne peut s'offrir à l'ensemble de la société togolaise tant que les pratiques du déni de droit et du mépris de la personne sont érigées en système de gouvernance politique, économique et sociale. I

Note : * Journaliste togolais exilé en Suisse.

Titre et intertitres de la rédaction.

1http://www.youtube.com/watch?v=wcVvyhgu_2M&feature=related



FEMMES La deuxième édition de « Femme Leader » officiellement lancée au Togo

[8/22/2010] - La deuxième édition de « Femme Leader » a été lancée vendredi dernier à l'hôtel sarakawa à Lomé par une conférence de presse. Femme Leader est une initiative de l'agence de communication, La Com.tg. Elle vise à mettre d'avantage en lumière la lutte des femmes, leur engagement dans les combats de développement et à travers cet évènement, susciter des vocations pour la culture de leaderships chez les jeunes filles.

Cinq (5) femmes vont être désignées cette année par vote sms (short message system). Celle qui aura le plus d'audience portera le trophée de Femme Leader et les quatre autres les trophées de l'excellence.

Femme Leader vise à vanter les mérites des femmes battantes qui par leur engagement contribuent au développement de la nation. Elle vise aussi la culture du leadership féminin. La première édition a été remportée par Mme Makafui Abitor, artiste de la chanson.

mo5-togo.com



HISTOIRE Vestiges allemands au Togo: Eviter l'oubli par la communication

[8/28/2010] - La première liaison radio sans fil en Afrique est partie du Togo plus précisément de Kamina dans l'Ogou. Malheureusement cet évènement suscite aujourd'hui peu d'intérêt et c'est pour éviter qu'il ne tombe définitivement dans l'oubli que l'Association Initiative Afrique Communication a organisé hier une conférence de presse dont le but est de valoriser ce qui était un exploit à l'époque.

Pour cette Association, l'évènement a une valeur historique et il faut l'immortaliser. L'Association compte améliorer, approfondir les recherches sur les vestiges de Kamina et ce qu'on peut en faire, qu'est-ce qu'on peut en tirer pour l'améliorer notre communication ou notre système de communication aujourd'hui.

Quand la communication avait commencé dans ces années au Togo beaucoup de pays n'étaient pas au niveau du Togo et nous pensions que c'est une prouesse qu'il faut valoriser, qu'il faut mettre à profit et à partir de cela faire un sursaut d'orgueil national et améliorer les performances technologiques en matière de télécommunication et de l'information », a déclaré le président de l'Association Initiative Afrique Communication.

C'est le 20 juillet 1914 que la première communication en l'Afrique et l'Europe via Berlin à partir de radio Kamina a eu lieu. Mais cette radio sera détruite un mois plus tard par les Allemands car sentant leur défaite imminente.

mo5-togo.com

JUSTICE Colloque International sur l'évaluation de la Jurisprudence de la CCJA les 24 et 25 septembre 2010 à Lomé au TOGO.

Sous le haut parrainage de SEM **Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), le Projet d'Appui à la Réforme de la Justice et à la Promotion des Droits de l'Homme (PAJDH/UE) et la Commission Nationale OHADA du Togo, organisent un colloque d'évaluation de la jurisprudence de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA.

THEME : « Les tendances jurisprudentielles de la CCJA en matière d'interprétation et d'application du Traité OHADA et des actes uniformes dérivés ».

Organisé les 24 et 25 septembre 2010 à Lomé dans le cadre de la présidence du Conseil des ministres de l'OHADA par le Togo, ce forum scientifique s'adresse aux acteurs de l'appareil judiciaire et praticiens spécialistes du droit uniforme africain ainsi que les universitaires et juristes issus des 17 Etats de l'espace OHADA. Sont également attendus des experts et spécialistes d'autres espaces (notamment la Cour Européenne de Luxembourg) et traditions juridiques dont les contributions aux débats peuvent être utiles en termes de droit comparé.

Au programme, des communications en plénière, des tables rondes et ateliers thématiques qui permettront aux participants de revisiter les arrêts et avis de principe dégagés par la Haute Cour en 10 ans de fonctionnement et qui doivent servir de référentiel aux Juridictions nationales dans la mise en œuvre du droit OHADA.

Le colloque bénéficie du soutien de l'Union Européenne, du ministère de la justice du Togo, des institutions d'appui à l'OHADA, du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Togo, du Conseil Supérieur du Notariat notamment.

La participation est gratuite et l'inscription est obligatoire (nombre de places limité)

[Télécharger le dossier de participation](#)

Contact pour plus d'information :

CH CONSULTING

Monsieur **Michel AKOUE**

Email : colloqueccja2010@ohada.com / michakue@ohada.com

Tél : +228 996 88 81 / +228 225 25 52



MEDIAS-PRESSE Triste sortie de l'opportuniste Djimon ORE, Le ministre de la Communication par défaut menace la presse privée

Le ministre de la Communication, « diplômé de la Fondation Konrad Adenauer », Djimon Oré, a encore fait une malheureuse sortie en fin de semaine dernière. Le ministre par défaut a chargé la presse en l'accusant d'écrire des « bêtises ».

Dans les années 2007, un individu venait à notre siège pour se plaindre des exactions dont étaient victimes les populations, surtout les militants de l'UFC de la préfecture de l'Est-Mono dont il est originaire. Tout ce qu'on savait à l'époque, c'est qu'il est un militant et ce fut l'un des responsables du parti qui l'avait dirigé vers nous. Après recoupement, on ne cessait de dénoncer la misère que faisaient le préfet et les autres représentants du pouvoir central aux militants de l'UFC. Il était un élément négligeable au point que nous n'avons pas cherché à connaître son nom.

Ainsi, quand le Premier ministre Houngbo a rendu publique la composition de son gouvernement, nous avons, comme tous les Togolais, entendu au poste de ministre de la Communication un nom : Djimon Oré. Un ministre choisi sur la liste des Amis de Gilchrist Olympio. Au départ, on croyait avoir affaire à un vrai ministre ayant tous les attributs possibles. Mais quand nous avons découvert dans le journal de 20 heures sur la télévision nationale le nouveau ministre, nous avons pouffé. « Tiens, ce n'était pas cet homme qui venait chez nous avec les problèmes de l'Est-Mono ? Comment a-t-il fait pour devenir ministre ? C'est le deuxième homme le plus chanceux du Togo après Abass Bonfoh en 2005 », s'est écrié un journaliste.

Passer de la fonction d'enseignant dans un collège privé ou de répétiteur à celle d'un ministre, ça n'arrive pas tous les jours. Surtout avec le diplôme de la Fondation Konrad Adenauer et ses vestes new look, Djimon Oré se considère comme le centre de l'univers. En fin de semaine dernière, il s'en est pris aux médias qui refusent de caresser dans le sens du poil les nouveaux « podocrates » (politiciens du ventre) de la République.

« A Lomé, il y a de l'intoxication de la part des journalistes, de certaines radios, de certaines presses. Nous connaissons les sources et nous connaissons les tenants. C'est ça qui fait croire à cette minorité de gens qui s'agitent. Ils font croire à l'opinion qu'il y a la majorité de l'autre côté. Je vous dis, je suis le responsable chargé des fédérations sur toute l'étendue du territoire et nous sommes très bien suivis. Sinon Fabre et son groupe n'auraient pas évité le congrès légal. S'ils savaient qu'ils sont soutenus et qu'ils ont des militants qui pourraient voter pour Fabre pour qu'il soit président légal, ils n'allaient pas fuir ce congrès. C'est parce qu'ils sont très minoritaires. Mais dans la vie, vous savez que dans un pays on a tout, on peut avoir des bandits qu'on peut manipuler à dessein. Mais ça prendra fin », s'est emporté le ministre par défaut dans un entretien avec « Légende FM ». La suite, ce sont des menaces qu'il a proférées : « Je dis très bien, je suis ministre de la Communication. Dans les jours à venir, il y a de l'ordre qui sera restauré dans ce pays. Il y a des journalistes qui n'écrivent que des bêtises. La liberté, ce n'est pas le libertinage. La liberté c'est respecter l'opinion de l'autre. La liberté, ce n'est pas insulter l'autre pour son choix. Nous demeurons un parti de l'opposition qui participe à la gestion du pouvoir ».

Djimon Oré au poste de ministre de la Communication, c'est comme demander à un aveugle de conduire ceux qui n'ont pas de problème de vision à franchir un mur cyclopéen. Dans ce cas, l'aveugle va

complètement abîmer ses orteils parce que ne connaissant pas l'univers dans lequel il évolue. De mémoire d'homme, c'est avec l'entrée au gouvernement des amis de Gilchrist Olympio que le Togo a eu son pire ministre de la Communication. Voilà quelqu'un qui postule que « la liberté, ce n'est pas insulter l'autre pour son choix », qui traite ses compatriotes de « bandits ».

Pour le ministre AGO, « il y a des journalistes qui n'écrivent que des bêtises ». En réponse, on est tenté de dire qu'« il y a des ministres de la trempe de Djimon Oré qui ne racontent que des balourdises ». A-t-il une fois écrit un article de journal ? A-t-il oublié que ce sont ceux qui à ses yeux écrivent aujourd'hui des « bêtises » qui étaient dans un passé récent la voix des populations de sa préfecture ? Des faits qu'il rapportait étaient-ils des « bêtises » ? Honte à vous !

En tout cas, le ministre veut restaurer l'ordre dans les prochains jours. En quoi faisant ? Nul ne le sait. Mais une lettre signée par Brim Bouraïma-Diabacté circule ces derniers temps dans toutes les rédactions pour informer les journalistes que certains n'ont plus le droit de parler au nom du parti. « L'Union des Forces de changement (UFC) a tenu son congrès extraordinaire le jeudi 12 août 2010 à l'Hôtel Ibis de Lomé à l'issue duquel il a été procédé au renouvellement de son bureau directeur. Mais force est de constater que certains individus continuent toujours d'intervenir sur les médias en se prévalant de titres qui ne leur sont plus reconnus par le parti. A cet effet, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, pour toutes fins utiles la liste complète des membres du nouveau bureau directeur et vous informer par conséquent qu'ils sont dorénavant les seules habiletés (sic) à parler et à agir au nom du parti », indique la lettre. Une autre pitrerie des AGO.

On ne le dira jamais assez, Djimon Oré n'impressionne guère avec ses menaces. On en a vu plus coriace que lui. S'il y a des problèmes à l'UFC, c'est à eux de les régler. Il ne peut pas nous empêcher de donner la parole aux autres. En plus, le congrès du 12 août ne s'impose pas à nous comme une vérité d'évangile.

R. Kédjagni

MEDIAS-PRESSE La HAAC, une obsession

« Certains ont des malheurs; d'autres des obsessions. Lesquels sont les plus à plaindre ? » (Emile Michel Cioran, De l'inconvénient d'être né)

Après la supposée victoire de Faure Gnassingbé reconnue par la communauté internationale, ce qui n'arrive pas souvent quand on se remémore la tragédie de 2005, le pouvoir RPT est dans la logique d'imposer la loi du silence et par contrecoup la pensée unique.

Dans cette dynamique, il a fait feu de tout bois pour dissoudre l'OBUTS après une parodie de procès et consacré la division de l'UFC. Aujourd'hui, c'est le pouvoir lui-même qui choisit son opposition à l'image du vieil opposant et des autres opportunistes qui l'accompagnent. Après les partis, ce serait le tour des journaux qui refusent le fait accompli et qui s'échinent à donner la parole à ce peuple étouffé, désabusé et affamé. C'était d'ailleurs l'une des décisions prises lors du dernier séminaire gouvernemental à Kara. A défaut de mettre le pied dans le Code de la presse et de la communication considéré comme l'un des meilleurs sur le « Noir continent », les gouvernants et leurs tentacules ont décidé de se replier sur l'appareil judiciaire pour faire disparaître les empêcheurs de magouiller en rond. C'est ça la réalité mais les responsables d'organisations et les régulateurs maison feignent de l'ignorer. Ils ne sont jamais posé la question de savoir pourquoi les incriminés ont abandonné la voie de la conciliation pour prendre celle du tribunal. Le projet est mis donc mis en branle. C'est dans cette optique que plusieurs journaux étaient devant les tribunaux le mercredi 25 août 2010. C'est dans cette dynamique que s'inscrit la plainte du chef de l'Etat en personne contre « L'Indépendant Express ». C'est dans cette logique que les plaignants ne s'empêchent pas de demander jusqu'à 100 millions FCFA à titre de dommages et intérêts. Et l'Observatoire togolais des médias (OTM) ne pouvait pas dire qu'il n'était pas au fait de ces procès plusieurs fois annoncés par les journaux. Non, dans cette structure, chacun poursuit ses intérêts, l'élection à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) en ligne de mire. Les 700 000 ou les 500 000 FCFA payés aux membres de la HAAC font tourner la tête à certains membres de l'OTM qui veulent grimper sur les malheurs de leurs confrères pour se retrouver au pinacle. Les « dérives » qui ont conduit ces journaux devant les tribunaux sont déjà commises, on n'y peut rien changer. Et un observatoire sérieux aurait dû initier une rencontre pour tenter de recadrer les professionnels des médias et proposer des pistes de solutions pour les dossiers qui sont pendants devant les tribunaux au lieu de faire ce communiqué pour se donner une importance dans la perspective de la désignation des nouveaux membres.

La HAAC ancienne n'est pas du reste. Elle a aussi pondu un communiqué pour se faire entendre et impressionner les puissants ministres, les faiseurs de roi, récemment écorchés dans certains journaux. Elle lance un « vibrant et pressant appel à tous les professionnels de la presse pour qu'ils exercent le métier dans le respect de la loi et de la morale qui le régissent en privilégiant le sentiment national au détriment des manipulations, des vendeurs d'illusions ». D'où viennent alors les « manipulations » ? Qui sont les « vendeurs d'illusions » ? Questions pour Philippe Evégnon et son bureau. Nous sommes en outre d'accord qu'il faut « privilégier le sentiment national ». Mais il faut que les premiers responsables du pays montrent la voie à suivre. Ils ne peuvent pas continuer à cultiver l'injustice, à violer les droits de l'Homme, à emprisonner des innocents, à mentir au peuple, à affamer les populations et demander à la « voix des sans voix » de se taire. A chacun de jouer sa partition. **Zeus Aziadouvo**

LIBERTE HEBDO TOGO

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

MEDIAS-PRESSE Cascade de procès contre la presse, la liberté en danger

Le 30 Août 2010 - Le journaliste, Didier Ledoux, a été successivement malmené par l'armée française et la gendarmerie togolaise. Il témoigne en exclusivité des atteintes à la liberté de la presse dans son pays. Le pouvoir entend museler les médias indépendants. Lomé, correspondance.

Les faits et gestes du pouvoir RPT (Rassemblement du peuple togolais, parti au pouvoir depuis plus de quarante-trois ans sans partage) confirment sa volonté d'en finir avec une presse jugée gênante. Pour atteindre ses objectifs, à en croire les professionnels des médias, le pouvoir se sert de la justice comme instrument de musellement de la presse. La preuve : dans la seule matinée du mercredi 25 août, sept procès contre des organes de presse étaient prévus.

Dès le matin, les journalistes, les responsables de médias et les défenseurs de la liberté de la presse étaient présents au tribunal de Lomé. Devaient comparaître les organes suivants : Tribune d'Afrique, l'Indépendant Express, Magnan libéré, Forum de la semaine, Chronique de la semaine. Seul le journaliste Prosper L'Allemand, de Radio Victoire, personnellement cité, n'avait pas fait le déplacement, mais il était représenté par son conseil. Outre ces organes précités, le quotidien Liberté, Le Correcteur sont aussi dans le collimateur de la justice, comme Golf Info, condamné à une amende de 80 millions de FCFA.

Contre la Tribune d'Afrique, il s'agit d'une plainte de M. Mey Gnassingbé, chargé de mission à la présidence de la République et demi-frère de Faure Gnassingbé, « président de la République ». Le journal se voit reprocher la publication de l'article intitulé : « La poudre blanche qui noircit les palais présidentiels, trafics de drogue au sommet de l'État, le Togo dans un réseau, Mey Gnassingbé indexé, comment la cocaïne embastille les hommes du président. » Le tribunal a condamné le magazine à une amende de 63 millions de FCFA (l'équivalent de 96 185 euros), soit 60 millions de FCFA (91 603 euros) à verser à Mey Gnassingbé et 3 millions de FCFA (4 581 euros) pour frais divers. Au terme de ce procès, qui n'a duré que 15 minutes, Max Carmel, ancien directeur de publication de Tribune d'Afrique, s'est insurgé contre un verdict inadmissible et scandaleux. « Nulle part nous n'avons indexé directement Mey Gnassingbé comme trafiquant de drogue », s'est-il défendu. Pour lui, il y a des mains politiques derrière ce procès qui illustre une instrumentalisation de la justice. Max Carmel, chargé de la gestion de cette crise au sein du journal, a indiqué vouloir interjeter appel et pense user de toutes les voies de recours au Togo et même sur le plan international, au cas où le droit ne serait pas dit. L'homme se dit indigné de cette condamnation. « Avec tout le respect que j'ai pour la justice togolaise, je ne m'attendais pas à ce qu'une plainte aussi curieuse aboutisse à une amende de 60 millions de FCFA. Je trouve ça énorme. Je suis vraiment scandalisé. On ne peut plus faire confiance à cette justice. Cela ressemble à une expédition politicienne », a-t-il lâché dans sa colère.

A ensuite comparu le directeur de publication de l'hebdomadaire l'Indépendant Express, qui a reçu une citation directe à la requête de M. Faure Gnassingbé, à la suite d'un article traitant d'une affaire de mœurs. La publication mettait aussi en cause Adébayer Shéyi, l'ex-capitaine des Éperviers (équipe nationale du Togo), joueur du Manchester City, qui a assigné le journal en justice il y a quelques semaines. Accusé de diffusion de fausses informations, de diffamations et injures, d'atteinte à l'honneur, le journal pourrait devoir payer la somme de 100 millions de FCFA (152 671 euros) à titre de dommages et intérêts. Le procès a été renvoyé au 29 septembre. Le directeur de publication de l'Indépendant Express, Carlos Komlanvi Kétohou, assure pouvoir apporter des éléments de preuves. Mais il reste sceptique sur le déroulement du

procès. « Si ce procès n'est pas un procès politique qui a pour objectif de museler un journal qui dérange, nous pensons que les responsabilités seront établies. Mais si c'est un procès politique, nous redoutons une procédure viciée. La liberté de la presse est mise à rude épreuve en ce moment », a souligné le requis, qui est aussi président de Jdho (Journalistes pour les droits de l'homme), une association de protection des journalistes.

On note également la citation directe à l'encontre du journal Magnan libéré, qui, lui, a été assigné par une société privée à la suite d'un article qu'elle estimait diffamatoire et attentatoire à son honneur, sa dignité et sa réputation. Dans sa réquisition, le procureur a reconnu coupable M. Abass ISSAKA, directeur de publication, et l'a condamné à payer 5 millions de FCFA (7.867 euros) de dommages et intérêts à la requérante. Il a également ordonné la suspension du journal.

Au vu de ces procès en cascade contre la presse privée, de nombreux professionnels des médias s'interrogent sur l'avenir de la liberté de la presse au Togo. Les journalistes, eux, s'inquiètent des violences, intimidations et menaces dont ils sont la cible au quotidien dans l'exercice de leur profession.

L'exemple qui reste gravé dans les esprits est l'enlèvement de l'auteur de ces lignes par les éléments de la gendarmerie nationale togolaise, alors qu'il couvrait ces procès pour l'Humanité : après avoir été tabassé et piqué par un corps étranger, j'ai été conduit vers une destination inconnue avant d'être abandonné à mon sort dans une ruelle, loin du lieu du kidnapping.

Pour rappel, sous pression de l'Union européenne, qui fait du respect des droits de l'homme et des principes démocratiques une condition sine qua non de la reprise de la coopération entre elle et le Togo, les autorités togolaises ont apporté une touche au Code de la presse. Le 30 août 2004, naissait un nouveau Code dépenalisant de délit de presse, à la grande joie des journalistes togolais.

Aujourd'hui, les journalistes craignent une remise en question de ce nouveau Code de la presse.

Démocratie

Didier Ledoux

LOMECITE

MEDIAS-PRESSE Constat au Togo Assignation de Journaux devant les tribunaux, Faure Gnassingbé bat le record



Lundi, 08.30.2010, 02:23pm (GMT) - Le Palais de Justice de Lomé a trouvé de boulot ces derniers temps. Et pour cause, de nombreux Journaux en lieu et place de leur rédaction respective, ont à faire les va et vient entre leur boulot et le « putain » de justice togolaise pour répondre aux interrogations des juges. Ils sont nombreux à être devant les tribunaux. Qu'est-ce qu'ils ont fait réellement ?

Difficile de le dire, car seuls les juges dudit tribunal sauront situer les responsabilités.

Ce qui est grave, c'est que, tout donne l'impression à une tragi-comédie sans fin. Ce qui amènent certains togolais à se demander si cela ne ressemble pas à une autre stratégie, qui au lieu que le peuple ne consacre leur temps pour regarder le ciel attendant le vrai vent de la démocratie descendre des cieux, sont obligés de tourner leur regard vers la justice.

Cette réflexion, selon bons nombres d'observateurs, cadre bien avec la réalité au Togo, puisque, aujourd'hui, ce qui préoccupe le peuple togolais, c'est comment faire pour joindre les deux bouts en attendant la démocratie. Mais, voilà, pendant que la faim, la galère, le chômage ont élu domicile au sein des populations, pendant que les gaz lacrymogènes pleuvent samedi et mercredi, c'est maintenant qu'on dirige toute l'attention des togolais vers la Justice comme si la solution viendrait par là.

Des assignations en cascades, la presse togolaise en connaît ces derniers. Des citoyens simples et l'exécutif même sont parmi ceux qui ont déposé les plaintes.

Cependant, si on peut compter les nombres des journaux qui sont devant les tribunaux, il faut aussi reconnaître parmi les plaignants, le titre record doit être décerné à un Togolais pas comme les autres : Mr Faure Gnassingbé. La liste des journaux qui sont dans les viseurs du Président des Togolais est longue.

Il y a des journaux qui sont doublement assignés à qui on demande une exorbitante somme, 100 à 150.000.000 millions. « Liberté », « Indépendant Express » et la listing est longue. Selon des analystes, en un temps record, Faure Gnassingbé a devancé de très loin

, Feu G Eyadema en matière de bras de fer avec les journaux ? Vrai ?

Jamais, le défunt prégo des togolais n'a déposé autant de plaintes devant la justice. Sacré prégo togolais. A cette allure, il va falloir que ceux qui organisent les AWARDS pensent sérieusement à organiser un Award dans ce sens pour décerner un Prix « Spécial » à ce Togolais qui a battu le record sur le plan assignation. Et au moment de décerner le prix, il faut inviter les fous rires de Dahico, Gohou Michel pour qu'ils fassent rire un peu. Ce serait une soirée de fair-play où on verrait les accusés serrés la main à leur plaignant. C'est ça aussi la Vérité Justice et Réconciliation. Après tout, le Togo est une colonie modèle. selon les Colons. La rédaction

On revient bientôt. **lomecite.com**

MEDIAS-PRESSE le photojournaliste Didier Ledoux brutalisé par des gendarmes, et un journal condamné à une forte amende

Mis en ligne samedi 28 août 2010 par [jesusparis](#)

Reporters sans frontières déplore la violente interpellation dont a été victime Didier Ledoux, le 25 août 2010, devant le palais de justice de Lomé où se déroulait le procès de plusieurs médias. Le photojournaliste avait déjà subi, deux semaines auparavant, des menaces de la part du lieutenant-colonel français Romuald Letondot. "Quinze jours après avoir été violemment pris à partie par un officier français en marge d'une manifestation, il est déplorable que Didier Ledoux ait été cette fois victime de la brutalité des gendarmes togolais. Nous appelons les représentants de l'Etat à cesser de traiter les journalistes en ennemis. Faut-il rappeler que celui-ci ne fait que son travail lorsqu'il prend une photo d'un bâtiment public ?", s'est interrogée Reporters sans frontières. Le 25 août, Didier Ledoux, photographe pour Liberté Hebdo, est sorti du palais de justice pour photocopier la citation à comparaître d'un journal. "A mon retour, j'ai pris en photo un angle du palais pour illustrer mon article, tout comme un confrère cameraman. Avant d'entrer dans le palais, un gendarme m'a apostrophé et a tenté de me traîner vers son véhicule pour me dire quelque chose", a expliqué Didier Ledoux à Reporters sans frontières.

Estimant avoir été pris en photo, les gendarmes ont voulu faire effacer l'image. Face au refus du journaliste, ils l'ont traîné de force vers une Toyota 4x4 de la gendarmerie, l'ont roué de coups et l'ont embarqué à destination de leur camp. "Ils m'ont frappé au cou et aux côtes et me poussaient sous leur banquette. Dans le véhicule, ils me disaient que je constituais une 'merde' pour eux depuis 2007", a déclaré le journaliste. Dans les minutes qui ont suivi, l'Union des journalistes indépendants du Togo (UJIT) et un Comité des patrons de presse ont joint par téléphone le commandant de la gendarmerie, qui a aussitôt promis de faire libérer le confrère. Une demi-heure après, Didier Ledoux réapparaissait au palais de justice de Lomé. "Ils m'ont largué juste avant d'atteindre le camp de la gendarmerie (au cœur de la ville de Lomé). Ils n'ont pas retiré mon appareil ni réclamé la photo incriminée", a expliqué le journaliste. Celui-ci se plaint d'avoir été blessé par les agents, et a consulté un médecin. Il attend les résultats de l'analyse. [\[1\]](#)

Peu avant l'interpellation de Didier Ledoux, le bimensuel régional Tribune d'Afrique, publié au Bénin, avait été condamné à payer 60 millions de francs CFA (plus de 90 000 euros) de dommages à Mey Gnassingbé, demi-frère du chef de l'Etat togolais, accusé par le journal d'être impliqué dans un trafic de drogue. Le journal est interdit de distribution et de mise en vente sur le territoire togolais. Il doit payer, en outre, trois millions de francs CFA pour "diffusion de fausses nouvelles" et "diffamation". Tribune d'Afrique affirme vouloir faire appel de la décision. L'article incriminé s'intitulait "Traffics de drogues au sommet de l'Etat, le Togo dans les réseaux, Mey Gnassingbé indexé". Enfin, le procès pour "diffamation" opposant le chef de l'Etat togolais à l'hebdomadaire privé L'Indépendant-Express a été renvoyé au 29 septembre 2010. Le président de la République, Faure Gnassingbé, réclame 100 millions de francs CFA (plus de 150 000 euros) au journal "au titre de dédommagement pour avoir cité son nom dans des articles évoquant une affaire de mœurs". Dans son édition du 22 juin 2010, l'hebdomadaire avait soutenu que le président de la République et l'ancien capitaine de l'équipe nationale de football, Emmanuel Adebayor, se disputaient les faveurs de Miss Togo 2004.

Notes

[\[1\] Lire le communiqué de Reporters sans frontières sur l'incident qui a opposé Didier Ledoux au lieutenant-colonel Romuald Letondot, le 10 août dernier.](#)

MEDIAS-PRESSE Analphabétisme numérique

Publié le 27 août 2010 par [philoticus](#)

Le site de désinformation de la république bananière du Togo a sorti dans une de ses dernières vomissures que « *Le Top 5 des pays les plus sécurisés est constitué par la Sierra Léone, le Niger, le Japon, le Togo et la Namibie. L'excellente performance de ces pays africains s'explique par un parc informatique encore très limité et par un accès réduit à Internet.* »

[Pardonne moi Maman, je t'avais promis de ne plus m'aventurer sur ce site mais cette fois-ci, c'est le lien partagé par un ami qui m'y a attiré. Pour ma repentance, je répéterai dix fois l'acte de contrition après avoir écrit ce billet.]

Il paraît donc que l'on doit se féliciter d'être parmi les derniers pays du monde en matière d'accès à l'informatique et à Internet! Rien d'étonnant de la part de ce régime et de ce site qui le représente puisqu'au Togo règne le culte de la médiocrité personnifiée par le président Faure Gnassingbé (ministre des télécommunications en son temps) et bon nombre de sa garde rapprochée! Soyez médiocres et ce régime fera de vous des bienheureux!

Pour la petite histoire, le Togo était l'un des tout premiers pays de l'Afrique sub-saharienne à avoir accès à Internet par liaison satellite dans les années 1990 grâce à l'initiative privée de pionniers togolais de l'informatique qui ont créé et développé l'une des premières sociétés informatiques de la sous-région. Depuis cette époque, la situation n'a quasi pas changé et à plusieurs reprises on a raté le train de la modernité par la faute de ce régime! Dans ces années 1990, le régime de Gnassingbé Eyadema avait même refusé la participation du Togo au premier projet de déploiement d'un câble sous-marin de fibre optique alors que le Bénin voisin s'y est joint. Aujourd'hui nous ne devons notre accès Internet qu'à une liaison avec le Bénin! Résultat, la connexion est lente et le coût exorbitant. Lorsqu'on parle dans certains pays de fracture numérique du fait de l'inégalité de l'accès à Internet, au Togo il s'agit plutôt d'analphabétisme numérique de nos dirigeants.

Pensez-vous que l'histoire nous ait servi de leçon? Ah que nenni! En Juin dernier, nous apprenions que le Togo était encore absent du nouveau projet ACE (Africa Coast to Europe) qui reliera par fibre optique l'Afrique du Sud, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Espagne (Tenerife), la France, le Gabon, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Portugal, le Sénégal. Y a-t-il des gens compétents dans l'administration des télécommunications de ce pays? A voir la fameuse prétendue panne du système VSAT prévu pour la transmission des résultats lors des récentes élections présidentielles de Mars 2010, il faut croire que... ce serait plutôt une dictature numérique!

MEDIAS-PRESSE Au moins une dizaine de journaux ont un procès en justice

Lomé - Pana 27/08/2010

Au moins une dizaine de journaux au Togo passeront dans les prochains jours devant la Justice pour répondre de délits de presse, a appris la PANA de sources proches des associations de médias. Selon des informations recoupées par la PANA ce vendredi, la plupart de ces délits concernent la diffamation et publication de fausses information.

Ces journaux sont : **'L'Indépendant Express'** dont le procès prévu pour le 25 août dernier est reporté au mercredi prochain. Ce journal est poursuivi pour atteinte à l'honneur et diffamation à l'égard du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, qui réclame 100 millions de FCFA (environ 200.000 dollars US) à l'hebdomadaire.

'Tribune d'Afrique', lui, a été condamné le 25 août dernier à payer 60 millions de FCFA, soit 120 000 dollars US à Mey Gnassingbé, demi-frère de Faure Gnassingbé, pour diffamation et atteinte à l'honneur.

'Liberté', 'Forum de la Semaine' et 'Le Correcteur' sont en procès depuis juin sur plainte de la Police nationale. Ces trois journaux ont accusé des éléments de la police d'avoir causé l'accident d'un conducteur de moto-taxi qui en a perdu la vie. La police a démenti l'allégation et a assigné les journaux en question à la justice.

L'affaire est pendante devant la Cour d'Appel de Lomé.

Prosper Lallemand, chroniqueur sportif à Radio Victoire, a une affaire pendante en justice sur plainte de l'international togolais de football, Emmanuel Shéyi Adébayor pour diffamation et fausses nouvelles.

'Le Magnan Libéré' et 'Flambeau des démocrates' sont poursuivis sur plainte des sociétés privées à Lomé pour publication de fausses informations.

De sources proches de l'Observatoire togolais des média (OTM), certaines affaires ont été réglées à l'amiable, sinon les cas en justice devraient dépasser vingt.

Outre les cas en justice, de sources proches des médias, il existe une liste de journalistes à éliminer à cause de leurs critiques acerbes vis-à-vis du pouvoir en place.

Depuis la présidentielle du 4 mars 2010, le ton de la presse vis-à-vis du pouvoir a changé. Les journaux accusent le pouvoir de ne pas œuvrer pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, et surtout de ne rien faire pour le développement du pays. Des critiques que ne digère pas le pouvoir qui, depuis juin, attaque les journaux en justice.

MEDIAS-PRESSE Interview : Mey voulait juste avoir la tête de Tribune d'Afrique...



Jeudi, 26 Août 2010 17:52

« Je ne comprends pas pourquoi Faure veut gouverner dans le silence et la clandestinité, ils doivent rendre compte au peuple à mon avis » **Aurel Kedoté** : Directeur de Publication de Tribune d'Afrique

Lynx.info : C'est Tribune d'Afrique qui a raconté des histoires fausses sur Mey Gnassingbé ou c'est la justice qui a été excessive par sa condamnation ?

Aurel Kedoté : Ce n'est en tout cas pas la première hypothèse. Tout le monde sait ici que quand nous écrivons quelque chose à Tribune d'Afrique, c'est bien sérieux, nous ne plaisantons pas. Nous n'avons aucunement raconté de fausses histoires sur Mey Gnassingbé, bien au contraire, nous faisons plutôt notre travail le plus convenablement possible à mon avis. Je crois que cette affaire est une usurpation d'écrits pour obtenir la tête d'un journal qui ne plaisait plus au régime en place. Pourtant, l'article était dans un français courant, je veux qu'on nous relise et qu'on nous comprenne, pour ne pas nous accuser sans raisons. C'était au départ la Haac qui nous a poursuivis très longtemps l'an dernier où nous avons eu plus d'une vingtaine de convocations. La condamnation aussi a été excessive, je m'attendais au relaxe parce que si on lit de près l'article, il n'y a rien à nous reprocher et nous pouvions apporter la preuve de tout ce que nous avons affirmé. Mey voulait juste avoir la tête de Tribune d'Afrique, il y est arrivé malheureusement, mais c'est une courte victoire. Derrière cette condamnation, je ne vois que des manipulations politiques et les impressions et menaces que nous avons reçues ces derniers jours nous conforte dans nos impressions. Le Togo est devenu un pays dangereux pour les journalistes et de récents événements concourent à corroborer ce que je dis.

Lynx.info : Il paraît que vous aviez approché Mey pour en savoir plus. Que vous a-t-il dit ?

Nous étions dans la dynamique d'un travail professionnel et impeccable. Nous nous sommes rapprochés de lui par plusieurs fois. Il a reçu chez lui, en son domicile, Max Carmel et David Cudjoe, notre correspondant au Togo qui a été lui aussi condamné, nous en avons parlé avec lui. Nous avons eu plusieurs entretiens téléphonique à propos parce que nous voulions, à partir des publications de la presse locale et des rumeurs, éclaircir une situation qui à mon envie s'empirait. Je ne comprends pas pourquoi Faure veut gouverner dans le silence et la clandestinité, ils doivent rendre compte au peuple à mon avis. Et Mey Gnassingbé n'est pas que son frère, c'est aussi le chargé de mission de la présidence. Pour revenir à votre question, il nous a dit qu'il ne voulait pas gérer les rumeurs, que c'était des histoires sans têtes et qu'il croit que ce sont ses détracteurs qui lui compliquent la vie. Je lui ai demandé si cette affaire portait atteinte à ses relations avec son frère de président et il m'a dit que Faure Gnassingbé a compris que c'était une blague. Il nous a juré aussi qu'il n'avait jamais rencontré Eugène Attigan, journaliste arrêté dans cette affaire. L'auteur de l'article à qui j'ai transmis toutes les informations a exploité tous ces propos dans la mesure du raisonnable et nous avons ainsi donné la parole à Mey pour se défendre.

Lynx.info : Finalement Mey Gnassingbé a gagné dans la même histoire son procès contre Golfe info et Tribune d'Afrique. La justice, semble avoir plus d'arguments que vous. C'est ça ?

Les juges n'ont pas de couilles, ce sont des faiblards qui n'ont voulu faire aucun effort d'objectivité et de bon sens. Je ne sais pas si c'est sous le coup de la corruption ou de la pression politique. Sinon aussi bien pour Golfe Info que pour Tribune d'Afrique, il a eu un excès de zèle qui n'a pas rendu service à l'image du Togo. Le pays était cité comme démocratiquement déficitaire et alors que la liberté de presse au Togo servait de temps à autre d'exemple pour d'autres pays d'Afrique, la justice jette une portion de discrédit sur tout le processus. Notre condamnation est une honte pour le Togo et sans justice, nous sommes traumatisés et en colère.

Lynx.info : On reproche aux journalistes togolais de ne pas respecter la déontologie du métier. C'est ça aussi avec Tribune d'Afrique ?

Il peut avoir quelques ratés comme il en a partout, même en Europe et aux Etats Unis, mais dans l'ensemble, la presse togolaise se professionnalise de plus en plus. Il suffit de comparer les journaux d'aujourd'hui à ceux de 2005. Je mets quiconque au défi pour nous apporter la preuve que Tribune d'Afrique ne respecte pas la déontologie. Nous sommes l'un des journaux les plus vendus au Togo et la presse étrangère la plus lue. J'en suis déjà fier. En plus, nous avons importé une forme nouvelle de journalisme d'investigation, qui allie littérature et journalisme et qui est bien accueillie au Togo. Moi je veux rester objectif sur la presse en Afrique et son avenir, le Togo fait beaucoup d'efforts.

Lynx.info : Revenons un peu sur cette affaire de drogue. Comment aviez vous travaillé pour enfin citer Mey Gnassingbé ?

Nous sommes partis de divers rapports qui indexent sans cesse le Togo. Nous avons mené une longue enquête sur les personnes arrêtées avec Eugène Attigan et avons réussi à avoir une copie de la déposition d'Eugène et de deux de ses co-arrêtés. Nous avons eu aussi accès à une multitude d'informations grâce à nos sources au sein de la gendarmerie et même au gouvernement. Il fallait ensuite confronter ces informations et passer ce qui est vérifiable, sinon vérifié. Ce fut un travail de fourmis et nous n'avons, aujourd'hui encore, rien à nous reprocher.

Lynx.info : Vous êtes interdit de publier désormais au Togo. Y a t-il au Bénin les mêmes difficultés entre les pouvoirs et la presse ?

Nous allons continuer à paraître pour les autres pays que nous couvrons... Il y a au Bénin des difficultés, mais d'un autre genre. Le pouvoir ne poursuit pas de cette manière acharnée la presse. Il faut dire que la presse béninoise est une vieille presse, qui date de deux décennies et plus dans sa diversité actuelle. Plusieurs journaux au Bénin datent des années 1970, il y a eu de l'expérience. Au Togo, c'est la Haac qui ne joue pas son rôle et qui se croit une cellule de communication du président de la République. Le 17 juin dernier, les conseillers de la Haac ont traumatisé un envoyé togolais de Tribune d'Afrique qui a dû se plaindre aux organisations des droits de l'homme. LA Haac est irresponsable et liberticide.

Lynx.info : Je vous remercie

C'est moi qui vous remercie pour votre promptitude et votre confraternité.

Interview réalisée par Camus Ali Lynx.info

MEDIAS-PRESSE Didier Ledoux molesté Incident ou zèle des forces de sécurité ?



Komi Agbédivlo alias Didier Ledoux, Journaliste-reporter

mercredi 25 août 2010 par [Francis AMOUZOU](#), [@ AfriSCOOP](#) - ([AfriSCOOP Lomé](#)) — Après avoir été victime d'une agression verbale le 10 août dernier (de la part du lieutenant-colonel français Romuald Letondot), notre confrère Komi Agbédivlo alias Didier Ledoux du quotidien « Liberté » a une nouvelle fois subi, ce matin, une curieuse bavure d'hommes en treillis à Lomé. Inconduite de trop des forces togolaises de sécurité à l'égard d'un représentant de la corporation des journalistes ou incident isolé ?

Didier Ledoux était venu couvrir la série d'audiences programmées ce mercredi matin au tribunal de Lomé tout comme un grand nombre de confrères. L'objet de cette inhabituelle forte présence médiatique aux abords du palais de justice de la capitale togolaise était la suivante : deux publications devaient comparaître ce 25 août devant les juges locaux. Vu que le dossier qui a attiré les journalistes au palais de justice de Lomé traînait à être traité, certains des hommes de média présents sur place ont improvisé des discussions, alors que d'autres faisaient des va-et-vient entre l'entrée du tribunal de Lomé et la rue au bord de laquelle il est situé. Après avoir pris une vue générale du palais de justice de Lomé en compagnie d'un confrère d'une télévision locale (Tv2), Didier Ledoux a reçu l'injonction des forces de sécurité positionnées dans les alentours, injonction lui demandant d'écraser la photo qu'il venait de prendre.

Face à la surprise affichée par le photo-reporter de « Liberté » devant la teneur des mots qui venaient de lui être adressés, il a été très rapidement embarqué manu militari dans un véhicule de la gendarmerie stationné derrière la clôture du palais de justice de Lomé. Les protestations des responsables des organisations professionnelles de presse présents sur place n'y feront rien !! Ce véhicule, confiera Didier Ledoux, fera mine de se diriger vers le Commissariat le plus proche (Commissariat central) avant de s'arrêter non loin du principal bureau de poste de la capitale togolaise. Injonction lui sera donnée, à ses

dières, de descendre du véhicule de la gendarmerie et de s'en aller ; entre-temps, des insultes ont été lancées à M. Ledoux à sa descente de l'automobile.

Une courte arrestation si peu curieuse...

Quel est le profond mobile qui a gouverné l'écart de conduite des gendarmes togolais en cette matinée du 25 août ? Pourquoi les hommes du lieutenant-colonel Damehane Yark se sont-ils arrangés à « piquer le photo-reporter Ledoux » durant sa brève arrestation comme le journaliste lui-même l'a dit après avoir été relâché ? Le 18 août dernier, dans un communiqué officiel sur « l'affaire Letondot », le ministère de la Défense dirigé par Faure Gnassingbé lui-même a estimé que les journalistes togolais ont fait une « exploitation abusive » de cette affaire en donnant dans des « supputations malveillantes ».

Au cours de la même sortie médiatique, Faure Gnassingbé a qualifié « Liberté » de « journal proche de l'opposition ». Les forces de sécurité du Togo seraient-elles en train de mettre en exécution des plans anti certains journalistes togolais comme beaucoup de confrères le disent officieusement en ce moment au Togo ? Didier Ledoux qui arborait son habituelle tenue de reportage (qu'il portait déjà quand il a été verbalement agressé par l'officier Letondot) a visiblement été reconnu par les gendarmes positionnés devant le palais de justice de Lomé. Quelles que soient les réponses à l'interrogation sus-citée, une chose est sûre, c'est que l'acte posé par les gendarmes togolais est si peu curieux !

A travers une réaction, Rsf (Reporter sans frontières) a condamné l'attitude des hommes en uniforme du Togo. Aucune réaction officielle des autorités togolaises n'a vu le jour depuis le regrettable incident de cette matinée du 25 août 2010...

LE FIGARO

MEDIAS-PRESSE un photojournaliste brutalisé

AFP 26/08/2010 | Mise à jour : 07:10

Didier Ledoux, photojournaliste au quotidien privé Liberté, a été brutalisé mercredi devant le Palais de justice de Lomé, alors qu'il prenait des photos de la façade de l'Institution, lors du procès de certains journaux, selon un communiqué de Reporters sans frontières transmis à l'AFP.

Le 10 août, ce même photojournaliste avait été vivement apostrophé par un officier français, en marge d'une manifestation de l'opposition à Lomé.

"J'ai pris en photo un angle du Palais pour illustrer mon article, tout comme un confrère caméraman. Avant d'entrer dans le palais, un gendarme m'a apostrophé et a tenté de me traîner vers leur véhicule pour me dire quelque chose", a-t-il expliqué.

Didier Ledoux a raconté avoir été « frappé au cou et aux côtes » par des gendarmes qui l'ont « poussé sous leur banquette ». « Dans le véhicule, ils me disaient que je constitue une +merde+ pour eux depuis 2007. Ils m'ont largué juste avant d'atteindre le camp de la gendarmerie (au centre de Lomé). Ils n'ont pas retiré mon appareil ni réclamé la photo incriminée », a-t-il souligné.

Le 10 août, un officier français, le lieutenant-Colonel Romuald LETONDOT, avait notamment menacé de « mettre un coup » sur son appareil et de le faire mettre « en taule ». La scène filmée par un témoin, avait été largement diffusée. L'officier a été rappelé par Paris et s'est vu infliger une sanction disciplinaire de dix jours d'arrêt. Didier Ledoux avait annoncé son intention de le poursuivre.

MEDIAS-PRESSE Lettre de M. Patrick Le HYARIC Député Européen à Bernard KOUCHNER

Patrick Le Hyaric
Directeur de l'Humanité
Député au Parlement européen
Vice-président du Groupe GUE/NGL



PARLEMENT EUROPEEN

Monsieur Bernard Kouchner
Ministre des Affaires étrangères et européennes
37, quai d'Orsay
75551 Paris cedex 07

Saint-Denis, le 26 août 2010

Monsieur le ministre.

Je veux par la présente vous faire part de ma protestation et de mon indignation sur la manière dont est traité M. Didier Ledoux journaliste togolais. M. Ledoux avait été insulté par un officier de l'armée française ces temps derniers. Le commandement des forces armées et votre gouvernement, j'imagine, avez désapprouvé l'attitude du militaire français. Mais, comme par hasard, nous apprenons ce jour, que M. Didier Ledoux a été battu par les forces de l'ordre de son pays alors qu'il sortait d'un procès où étaient jugés certains de ses confrères journalistes. Je ne peux croire qu'il ne s'agit là que de pure coïncidence. Ces deux faits rapprochés l'un de l'autre, indiquent des pressions inadmissibles contre les journalistes, empêchés de faire leur travail

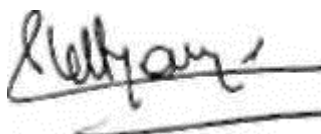
Dans ces conditions, on ne peut que mettre en doute la possibilité pour les journalistes du Togo d'exercer leur métier en toute liberté.

Je me permets de vous interpellier comme Ministre des Affaires étrangères et européennes sur cette inquiétante situation car. la France entretient des relations suivies avec le Togo. Elle a signé un accord cadre comprenant des objectifs sociaux et économiques avec ce pays. Ces faits sont de nature à remettre en cause ces accords, s'ils ne sont pas assortis d'un minimum de garanties, notamment celle de la liberté de la presse et des progrès de la démocratie.

C'est pourquoi je vous saurai gré, Monsieur le ministre, de nous fournir plus d'informations sur ces faits, de vous inquiéter du cas de M. Didier Ledoux et de demander au gouvernement togolais de faire cesser ces insupportables répressions policières indignes d'une démocratie dont vous-même vous êtes félicité, il y a quelques jours. Selon l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'Organisation des Nations-Unies : « tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions ».

Nous vous serions reconnaissants, Monsieur le ministre, d'user de toute votre autorité et de celle de la France pour protéger ce journaliste et l'ensemble de ses confrères et de réclamer de la Présidence togolaise que les forces de l'ordre de ce pays cessent toute intimidation et arrestation à son égard.

Je vous prie de bien vouloir agréer. Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération



Patrick Le Hyaric
Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

MEDIAS-PRESSE Un journal condamné au profit du demi-frère du président

Lomé - Pana 26/08/2010 - **Le bimensuel sous-régional 'Tribune d'Afrique' a été condamné mercredi à payer 60 millions de FCFA (environ 120.000 dollars américains) de dommages et intérêts à Mey Gnassingbé, demi-frère du président togolais Faure Gnassingbé, selon le verdict du Tribunal de première instance de Lomé, a constaté la PANA.**

Le 14 juillet dernier, Mey Gnassingbé, demi-frère du chef de l'Etat et chargé de mission à la présidence de la République, a saisi le tribunal sur requête pour atteinte à l'honneur, diffamation et fausses nouvelles, accusant le journal d'avoir associé son nom à des affaires de trafic de drogue et avait porté plainte.

Dans sa parution du 2 mai, rappelle-t-on, 'Tribune d'Afrique', bimensuel de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), paraissant au Bénin et au Togo, a intitulé un article à la Une : 'Traffics de drogue au sommet de l'Etat : le Togo dans le réseau, Mey Gnassingbé indexé'.

Le tribunal qui a rendu public le verdict dans cette affaire, outre la condamnation à payer 60 millions de FCFA pour dommages et intérêts, ordonne l'interdiction de parution de ce journal au Togo.

Il est également ordonné le retrait et la destruction des exemplaires mis en vente ou distribués au Togo, la publication de la décision rendue dans trois journaux de large diffusion sous astreinte de 100.000 FCFA par jour de résistance (188 dollars américains).

Il inflige le paiement de 1 million de FCFA (1.887 dollars américains) au journal pour délit de diffamation, 1 million de FCFA pour délit de fausses nouvelles et 1 millions de FCFA pour sanctionner le responsable du journal au Togo (le journal étant publié au Bénin et au Togo).

Lors du jugement le 14 juillet dernier, Mey Gnassingbé avait réclamé la somme de 100 millions de FCFA (188.677 dollars américains) de dommages et intérêts, revue à la baisse par le tribunal dans son verdict ce mercredi.

Une autre affaire qui oppose Faure Gnassingbé lui-même au journal L'Indépendant Express', prévue pour être jugée ce mercredi, a été renvoyée.

Le président togolais qui affirme avoir été diffamé par le journal qui l'accuse de disputer une femme avec le footballeur Emmanuel Shéyi Adébayor (Manchester City, Angleterre), réclame 100 millions de dommages et intérêts (188.677 dollars américains).

MEDIAS-PRESSE Journal proche de l'Opposition

« Ils ont voulu que l'opposition puisse exister. Je trouve que c'est une réaction saine, et je dirais même utile » (Nicolas Nagy-Bocsa Sarkozy)

Journal proche de l'Opposition, c'est ainsi qu'un communiqué diffusé la semaine dernière a cru devoir qualifier le quotidien « Liberté ». Si être un journal proche de l'Opposition ou d'Opposition, signifie ne pas être d'accord avec la conduite rétrograde d'un peuple par un petit groupe d'individus qui a privilégié ses intérêts personnels au détriment de ceux du peuple et cyniquement choisi de plonger et maintenir sans fin les masses populaires dans la misère par un système de gouvernance opaque et moyenâgeux d'une République, alors nous convions adversaires et partenaires à désigner désormais ainsi et plus que de coutume notre organe d'information et le ranger résolument dans cette catégorie. Car, c'est bien ce qui lui conviendrait d'ailleurs le mieux et rien d'autre.

Il y a quelque temps, notre journal était à deux doigts de devenir presque le seul organe de presse écrite dans le pays, susceptible de mériter une telle catégorisation de la part du Pouvoir en place. Tellement, la course effrénée à l'achat des organes critiques d'une part et celle au gain facile, au sacrifice de la défense des intérêts du peuple, à la trahison de la lutte populaire à l'instar de certains dirigeants politiques, de l'autre, semblaient prospérer et battre en brèche le bon sens et la raison qui devraient caractériser tout être humain équilibré et ayant la tête sur les épaules. A tous les confrères qui ont compris que dans la vie d'un être humain, rien ne vaut l'honneur, nous disons bon courage et demandons de s'inspirer de l'exemple de la grenouille et de la cigogne en n'abandonnant jamais la lutte, même dans les situations les plus difficiles. Une presse neutre, ça n'existe pas; le reste se résume à de l'hypocrisie. Dieu merci, ces derniers temps, bien d'autres confrères, dont on pouvait, à tort ou à raison, craindre la désertion du combat, à la recherche des biens mal acquis, avec lesquels le peu recommandable et hideux régime a réussi à déstabiliser ceux qui n'ont pas la tête sur les épaules, et qui n'ont qu'une vague compréhension de la lutte populaire, ont démontré et continuent de démontrer, surtout après la dernière présidentielle volée, qu'on peut compter avec eux. Nous profitons de l'occasion pour leur faire un clin d'œil amical. Ils se reconnaîtront tous autant qu'ils sont. Nous n'avons pas le droit de décevoir ces politiques qui ont refusé de faire comme Gilchrist, l'Antéchrist en se maintenant aux côtés de Jean-Pierre Fabre.

Entre-temps, dans le courant de cette année, de nouveaux organes de presse écrite, sont venus grossir les rangs des organes togolais que l'on pourrait cataloguer comme proches de l'Opposition, parce que leur sens de la lutte ne semble pas éloigné du nôtre. Dieu, merci, aujourd'hui, nous ne sommes pas seul. Plus d'une dizaine de parutions sont dans notre sillage. Même si demain, nous devrions être seul sur le terrain dans le sens de ce que nous faisons, nous n'abdiquerons pas. Il y en a qui étaient dans la lutte et qui, pour une raison ou une autre, s'étaient éclipsés pour réapparaître avec la même verve, le même punch. Il y en a qui ont refusé de devenir le dindon de la farce, de se faire montrer du doigt demain et sont venus grossir les rangs des « journaux proche de l'Opposition » avec leurs propres organes. A tous, nous saisissons l'opportunité pour souhaiter la bienvenue. A un confrère qui, tout en appréciant le travail du journal, nous demandait de ne pas peindre le régime tout le temps en noir et de mentionner aussi ses bonnes réalisations, voici ce que nous lui avons répondu il y a quelques jours: « Il ne s'agit pas de redonner vie au Monument de l'Indépendance en réaménageant ses jardins, pour qu'on se mette à lancer des fleurs au Pouvoir. Montre-moi ce qu'on peut vanter en ce moment sur ce régime ! Compare Faure à Ali Ben Bongo par exemple ! C'est le jour et la nuit. Si demain, on voit que le Pouvoir répond aux attentes du peuple, on sera le premier à apprécier positivement. Promis; pour l'heure, rien à se mettre sous la dent. N'oublie pas les rues latérisées de la capitale ! ».

Alain SIMOUBA LIBERTE HEBDO TOGO



MEDIAS-PRESSE Fenêtre sur l'Afrique - Métier de journaliste en Afrique: Cas du Togo, un métier à haut risque (audio)

Fenêtre sur l'Afrique du 21 août 2010 sur Radio Kanal en Suisse Thèmes - Métier de journaliste en Afrique: Cas du Togo, un métier à haut risque - Andoch Bonin : « Gilchrist a été toujours un traître depuis 1977 »

<http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=3&idnews=16042>

Sont intervenus dans cette émission: Paul Heuting, journaliste écrivain camerounais, Ferdinand Ayité de l'Hebdomadaire „ Alternative“, Abass Issaka du journal „ Le Magnan Libéré, Noël Tadeignon journaliste et Yves Kpeto ancien journaliste de Radio Nana FM à Lomé résidant à Dublin en Irlande. Tous ont déploré les menaces que subissent les journalistes africains et surtout togolais.

Fabbi Kouassi correspondante de 'fenêtre sur l'Afrique' est intervenue sur l'actualité politique au Togo après l'élection présidentielle du 04 mars 2010.

C'était au Micro de Sylvain Amos en collaboration avec Romain Koudjodji

« Fenêtre sur l'Afrique » est une émission hebdomadaire de Radio Kanal K à Aarau en Suisse.

MEDIAS-PRESSE Affaire Letondot Atteinte au renom de l'Armée française...la belle affaire !

18/08/2010 - A la lecture d'un post du blog de la famille Letondot qui circule sous le manteau à Lomé, il y a lieu de se demander laquelle des deux fautes professionnelles commises par le conseiller militaire indélicat constitue l'atteinte au renom de l'armée française sanctionnée à la fois par la hiérarchie militaire et par le ministère des affaires étrangères. Laquelle des bourdes a fait finalement pencher la balance vers les sanctions de la hiérarchie militaire puis diplomatique : l'intimidation d'un journaliste dans l'exercice de ses fonctions ou plutôt les épanchements embarrassants sur la toile mondiale?

Minimisant l'incident dans un premier temps, la hiérarchie militaire a fait preuve d'un revirement spectaculaire en infligeant un arrêt de rigueur de 10 jours à l'élément indélicat. Comme si une goutte d'eau avait brusquement fait déborder le vase ! Le Ministère (français) des Affaires étrangères a rajouté une couche, le rappel immédiat à Paris. La portée de cette deuxième sanction est certes symbolique, le Lieutenant-colonel étant à la fin de son séjour au Togo. Mais tout de même ! Si le porte-parole adjoint dudit Ministère s'est fendu d'un communiqué, en plein mois d'Août et à quelques jours à peine de la fin de mission du conseiller militaire, c'est que le post qui a fuité n'est pas une goutte d'eau, mais une averse tropicale qui pouvait emporter sur son passage le voile pudique dont la France couvre sa coopération militaire coupable avec certaines dictatures africaines, répressives et sanguinaires.

Le blog qui a fuité constitue une bourde bien plus grave que la banale remontrance administrée à un...Auvergnat par le conseiller blanc de l'illustre CEMAT togolais (Chef d'Etat-major de l'armée de Terre). Ce post de Madame Letondot, d'une sincérité débonnaire suscite une foule de questions embarrassantes sur la réalité de la coopération militaire française avec certains régimes dictatoriaux africains. Il ruine sur plusieurs points l'argumentaire développé par le conseiller militaire dans l'interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire l'Express, pour sa défense. Il met enfin en évidence une série de mensonges institutionnels au nom desquels des organismes respectables et des agents marketing douteux ont justifié la reprise de la coopération civile et militaire, le financement à grands frais de mascarades électorales aboutissant à l'élection et à la réélection du fils après le père, sur la base de bilans économiques et des droits humains fictifs que les partis d'opposition et les organisations de la société s'époumonent à dénoncer, en vain, depuis des années.

Opacité de la coopération militaire française

Les coopérants militaires du comité d'accueil... Combien sont-ils ? Quelles sont leurs affectations et leurs missions ? Quels sont les critères d'évaluation de leur activité ? Quelles relations ont-ils avec certaines unités de la garde présidentielle, de sinistre réputation, car impliquées dans les disparitions et les massacres de populations civiles, en 1990, 1993 comme en 2005 ? Cette proximité serait-elle la raison pour laquelle la justice internationale est restée muette dans le dossier togolais, malgré les multiples rapports d'établissement des faits et l'impunité garantie au plan national aux auteurs des exactions. Plus d'un an après sa signature, le nouvel accord de coopération militaire, non secret cette fois-ci semble-t-il, n'est toujours pas soumis à ratification de l'Assemblée Nationale.

A quels fournisseurs les togolais demanderont-ils des comptes lorsque les bombes lacrymogènes particulièrement toxiques tirées à tort et à travers et à bout portant, y compris dans les domiciles privés auront commencé à révéler les troubles de la vue, lorsque les bombes assourdissantes tirées sans discernement auront détruit les tympans fragiles des jeunes enfants, lorsque l'on se rendra compte que les lésions provoquées par les produits chimiques énigmatiques, nauséabonds et irritants ajoutés à l'eau utilisée lors de la dispersion des manifestations se révéleront moins bénignes qu'il n'y paraît, au premier abord ?

« Demandez et vous obtiendrez » telle est la devise du Togo

C'est tellement vrai Madame le Lieutenant-colonel.... Mais ces privilèges que confère l'Etat de non droit ne sont accessibles qu'aux tenants du pouvoir politique et à leurs amis. A la grande majorité des togolais, aux civils et pire encore aux civils-opposants (les parias dans la hiérarchie du pouvoir RPT), tout peut arriver, mais seulement dans le registre arbitraire, enlèvement, emprisonnement, disparition, assassinat. Oui, tout est possible au Togo et le crime de lèse-majesté est permanent, justifiant les foudres des militaires y compris dans les domiciles privés.

« On finit par faire comme eux, griller les feux et s'imposer » et foutre de pauvres journalistes en taule, parce qu'ils ont osé exercer leur profession. Délit de faciès en somme. Journaliste, reporter, c'est un faciès qui ne plaît pas là-bas, surtout ceux qui ont l'outrecuidance de vouloir rester indépendants. Oh Madame, ça fait désordre d'avouer des écarts pareils, surtout sur le web ; une fuite est si vite arrivée.

Le travailler plus pour gagner plus, même sous les tropiques

« Nous sommes dans le quartier administratif de Lomé. » ... « Il doit bosser le conseiller français ! Matin et après-midi, même le samedi matin, heureusement, il a son jeudi après-midi de libre... »

Voilà deux déclarations qui ruinent gravement l'alibi développé par le conseiller militaire dans l'interview de l'Express : « Ce mardi, j'ai simplement pris ma voiture pour aller payer mes impôts et m'acquitter de quelques formalités administratives... Soudain, alors que je me trouvais par hasard aux abords du congrès du parti d'opposition, mon véhicule a été caillassé par des militants de l'UFC ».

Les faits se sont produits un mardi donc pendant les heures de service du Lieutenant-colonel. De plus, Google Map ou toute personne connaissant Lomé peut attester que l'itinéraire du quartier administratif de la plage vers n'importe quel lieu pour des formalités administratives en ville ne passe par Nyekonakpoè, quartier résidentiel s'il en est. Non, il y a 99% de chances que la présence sur le lieu ne soit pas fortuite. En 2005, également, les témoins avaient évoqué la présence de militaires « yovo » parmi les forces de l'ordre qui ont massacré la population. Les autorités, togolaises comme françaises avaient à l'époque poussé des cris de vierges effarouchées et nié l'information. Et voilà qu'un instructeur expatrié se fait prendre, la main dans le cambouis, qui plus est à 15 jours de la fin de sa mission. Inacceptable.

Qui sont les gentils pro-français et qui sont les méchants anti-français ?

« Les togolais sont très sympathiques, gentils et souriants sans agressivité et ont de l'humour » selon Madame Letondot. Selon Monsieur aussi, « les Togolais sont très sympathiques et pro-français. Il n'y aucune animosité envers le Blanc, le Français, le militaire ». Mais, et il y a un mais ... « la France est régulièrement ciblée par l'opposition ». Contradictoire ? Non pas du tout, logique au contraire, je vous l'avais bien dit, le problème, c'est l'opposant, d'ailleurs, il n'est même pas togolais, car s'il l'était, il serait forcément sympathique, et pro français. Ah ! Ces opposants, leur place est décidément soit au cimetière, soit en taule.

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

D'ailleurs, nous n'en voulons plus comme immigrés clandestins ou pseudo réfugiés en France...puisque la démocratie, et les élections sans violence ont maintenant droit de cité au Togo où il fait si bon vivre.

Et le Lieutenant-colonel Letondot recadre la CENI et la Cour constitutionnelle

« Il faut comprendre la situation au Togo: l'UFC, qui n'a remporté que 20% des voix à la présidentielle est un parti où existent beaucoup de tensions internes ». Surprenant ! Non seulement la CENI puis la Cour Constitutionnelle ont plutôt parlé d'environ 33% et en plus l'opposition conteste activement depuis 21 semaines. Manifestement le CEMAT n'est pas d'accord ? La prochaine fois, le chiffre du CEMAT s'imposera à tous n'est-ce-pas ? Avant votre arrivée, il suffisait de mettre une « épouse de » à la tête de la CENI et le consensus était automatique. A bon entendeur salut !

« Lomé devait être une bien jolie ville dans les années 70, malheureusement comme beaucoup de ville africaine, rien n'est entretenu, les bâtiments ne sont pas repeints et certains s'écroulent... ». Là je suis tout à fait d'accord avec Madame, d'ailleurs, ce ne sont pas uniquement les bâtiments qui s'écroulent, les routes et les ponts aussi. Mais ce n'est pas gentil de faire un bilan aussi cru de 30 années de règne dynastique des Gnassingbé, toutes générations confondues. Mr Chirac a dû être fort peiné par ce que vous écrivez sur ses amis.

« ...avec nos yeux d'européen sensibilisés au beau et au respect de l'environnement, on est un peu choqué voir écoeuré... ». Rassurez-vous, nos yeux de nègres sont aussi sensibles au beau et au propre. Les togolais sont aussi choqués que vous par le délabrement des infrastructures et la déliquescence des services collectifs (ramassage des ordures, etc...). C'est d'ailleurs pour cela qu'il y a des opposants et contrairement à ce que dit Monsieur, ils représentent plus de 20% des électeurs.

« La ville est sale voir dégoûtante, gluante, visqueuse... surtout au moment des fortes pluies puisque les égouts n'existent pas....tout flotte, c'est indescriptible ». Vrai, mais alors où sont passés les satisfecit de la communauté internationale sur la bonne gouvernance et le bilan du Petit Faure Gnassingbé ? Où est passé l'argent que la Banque mondiale, l'UE, le PNUD et j'en passe n'ont cessé de débloquent depuis la reprise de la coopération ?

La rédaction letogolais.com



MEDIAS-PRESSE La FIJ condamne les menaces et intimidations contre les journalistes au Togo

Vendredi 13 Août 2010 - **La Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) a dénoncé aujourd'hui la récurrence des menaces et intimidations contre les journalistes au Togo. La Fédération déplore particulièrement l'incident survenu le 10 août 2010 au cours duquel un officier de l'armée française et conseiller du chef d'état-major de l'armée togolaise s'en est pris à un journaliste dans la capitale du Togo.**

« L'attitude de l'officier français envers le journaliste togolais est scandaleuse et démontre à quel point les journalistes continuent d'être pris pour des boucs émissaires dans cette crise politique », a déclaré Gabriel Baglo Directeur du Bureau Afrique de la FIJ. « Les journalistes n'ont pas besoin d'autorisation pour couvrir les événements publics dans le cadre de leur rôle d'informer les citoyens » a-t-il ajouté.

Dans des communiqués publiés les 10 et 11 août 2010 à Lomé, l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) affilié à la FIJ, constate avec amertume que « depuis un certain temps, les journalistes sont l'objet d'intenses intimidations, de menaces et même d'agressions physiques ».

L'UJIT a affirmé avoir été informé « d'un plan visant à éliminer physiquement des journalistes bien ciblés de la presse écrite et de la radio, jugés critiques pour leurs écrits et au cours de leur émission vis-à-vis du pouvoir en place ».

Le 10 août lors d'affrontements entre militants de l'opposition et forces de sécurité, le journaliste photographe togolais Komi Agbedivlo alias Didier Ledoux a été pris à partie par un colonel de l'armée française qui l'accusait de prendre des photos de lui sans son accord. L'officier de l'armée française a menacé de casser l'appareil du photographe s'il n'effaçait pas sa photo ou de faire intervenir les commandos de la garde présidentielle (RCGP) « pour foutre un peu d'ordre là-dedans » et a demandé à des gendarmes togolais de « me le foutre en taule », en parlant du photographe, selon la presse qui a diffusé la vidéo de la scène.

Dans son dernier communiqué, l'UJIT a appelé le gouvernement français à prendre des mesures adéquates pour que de tels incidents soient évités à l'avenir.

La FIJ soutient l'UJIT dans sa détermination de faire échec à ce projet machiavélique d'élimination des journalistes et a appelé tous les acteurs politiques à mettre un terme aux menaces et intimidations contre les journalistes et à créer les conditions permettant aux journalistes de travailler en sécurité.

[FIJ](#)

OPINION TOGO : Un scenario-catastrophe en perspective !

Par Dr David IHOUE, Ancien Ministre de la Santé et de la Population.

Le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), au pouvoir depuis sa création en 1969, peut dire aujourd'hui, un grand MERCI à Jean Pierre FABRE, Aimé GOGUE, AGBEYOME Kodjo, Koffi YAMGNANE, Isabelle AMEGAVI, Patrick LAWSON... et tous « les marcheurs du samedi » du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC)...

Tout ce beau monde a offert (sur un plateau en or) au RPT, l'arme fatale qui manquait à son arsenal de conquête du pouvoir. Connaissez-vous cette arme fatale ?

C'est tout simplement LA CONTESTATION D'UNE DECISION DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE !

En 2015, ou 2020, ou 2025 (que sais-je ?), quand la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) va proclamer Jean Pierre FABRE, ou Aimé GOGUE, ou AGBEYOME Kodjo, ou Kofi YAMGNANE, ou Isabelle AMEGAVI...élu (e) à l'élection présidentielle togolaise, et que la Cour Constitutionnelle Togolaise va confirmer cette victoire, le RPT va sortir l'arme fatale que ces Messieurs lui ont offerte gracieusement : la Contestation des résultats proclamés par cette Cour Constitutionnelle !

Le scénario-catastrophe se déroulera comme suit : le RPT va demander à toutes ses militantes et tous ses militants de sortir dans la rue, non pas tous les samedi, mais tous les jours de la semaine, non pas seulement à Lomé, mais à Dapaong, Kara, Sokodé, Atakpamé, Lomé, et dans toutes les villes et villages du Togo. Comme on le verra, ce ne sera pas sur un petit et court trajet de « KONDJINDJI à la PLAGE », qu'emprunteront « les marcheurs et les marcheuses » du RPT, mais toutes les rues et ruelles de Lomé, et de toutes les villes, les routes, les sentiers et les chemins des campagnes et des fermes du Togo...

Les Communautés Nationale et Internationale vont protester fortement en proclamant haut et fort que « les décisions de la Cour Constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours... »

Et les caciques du RPT vont répliquer très fort :

« Mais...c'est ce que Jean Pierre FABRE et ses FRACISTES ont fait pendant des mois, après l'élection du 4 Mars 2010 ! »...et de continuer leurs marches de plus belle !...

Alors, le nouvel élu crie à se rompre les cordes vocales aux forces de l'ordre, d'interdire les marches du RPT qui paralysent le pays ! Mais ni la Police, ni la Gendarmerie, ni l'Armée ne bougent, même pas d'un poil ! La passation de pouvoir n'ayant pas encore eu lieu entre le sortant et l'entrant, FABRE, GOGUE, AGBEYOME, YAMGNANE et les autres crient à leurs militants de descendre aussi dans la rue... Lomé et les villes de l'intérieur se mettent à flamber, suite à des violents affrontement entre les militants du RPT et du FRAC ...On compte des centaines de morts et des milliers de blessés ! ... L'Armée intervient « pour rétablir l'ordre ». Les paisibles populations du Togo et la Communauté Internationale applaudissent « le coup d'Etat salutaire des Forces Armées Togolaises et invitent les militaires à rendre le plus rapidement possible le pouvoir aux civils »... Jean Pierre FABRE, Aimé GOGUE, AGBEYOME Kodjo, Kofi YAMGNANE, Patrick

LAWSON, Isabelle AMEGAVI et quelques uns de leurs amis sont détenus dans des casernes des FAT... pour avoir donné l'ordre de contrer les marches pacifiques du RPT...

Les militaires tiennent leurs promesses et organisent une élection présidentielle transparente et crédible, neuf mois après leur coup d'Etat, et menacent de « mater toute personne qui contestera les décisions de la Cour Constitutionnelle »...

Le peuple togolais et la Communauté Internationale applaudissent à se rompent les doigts ... tandis que Jean Pierre FABRE et les principaux dirigeants du FRAC sont toujours détenus dans des camps militaires... Plusieurs variantes de ce scénario peuvent se dérouler, mais le schéma décrit plus haut semble la charnière principale du drame que les togolais pourraient vivre...

S'il y a quelqu'un qui doit se tourner et se retourner à se rompre les côtes dans sa tombe, c'est bien Sylvanus OLYMPIO, le premier Président démocratiquement élu du Togo, abattu le 13 Janvier 1963 par des putschistes. Depuis 1950, le Togo exportait sa matière grise partout en Afrique francophone et en Europe. On était fier, très fier même, d'être togolais. Tout le monde nous enviait. Soixante ans après, en 2010, on a envie de dire, devant certains regards scruteurs, qu'on n'est pas togolais !

On a tout simplement honte de nous regarder dans la glace ! Que des militaires « sac au dos » commettent un acte répréhensible en 1963, cela se comprend un peu, vu l'époque et le contexte, mais que des intellectuels commettent, en 2010, des parricides et des forfaitures politiques, cela dépasse l'entendement ! Ils sapent les textes fondamentaux qu'ils ont eux-mêmes écrits et qui sous-tendent toute démocratie. Ils « putainisent » les principes fondamentaux des chartes des parties politiques. Ils ne comprennent pas les fondements simples d'une vie démocratique, et surtout, manquent d'élégance politique. Ils veulent être élus « Président de la République » sans comprendre des textes juridiques qu'un médiocre étudiant de première année de Droit comprend !...

Ce qui fait pleurer les observateurs de la vie politique togolaise ces derniers jours, c'est la lutte fratricide au sein du principal parti d'opposition, l'Union DES FORCES DE CHANGEMENT (UFC). Ce qui se passe dans ce parti rappelle, étrangement le drame de CESAR, l'empereur romain. Poignardé par des comploteurs, le monarque ouvre les yeux, dans un dernier effort de vie et reconnaît son fils adoptif TITUS... Alors, il parvient à prononcer ces terribles mots : « Toi aussi, mon fils ? »... avant de rendre l'âme. C'est l'histoire de Gilchrist OLYMPIO et de son « fils adoptif » Jean Pierre FABRE. Mais le vieux leader, lui, n'est pas encore mort et le feuilleton FABRE-OLYMPIO, où les ingrédients de trahison, de parricide politique d'inélégance, de coups tordus se le disputent avec l'infantilisme, la malhonnêteté et l'amateurisme politique, et qui meubleront encore les salons politiques de notre capitales.

Un vieux leader du CUT (Comité de l'Unité Togolaise), a été secoué par les derniers développements de la crise au sein de l'UFC, et, méprisant, à lancé, à propos de Jean Pierre FABRE : « Ce gosse est fou du pouvoir. Il n'hésite pas à tuer son père Gilchrist OLYMPIO, pour le contrôle de la Présidence d'un Parti ! Que deviendra -t-il s'il accède un jour à la Présidence de la République ? »

Ce que moi, je me pose comme question est : « Pourquoi le quarteron d'avocats qui entourent Jean-Pierre FABRE ne lui conseillent-ils pas de lire attentivement les textes fondamentaux de la République et d'être moins obsédé par le pouvoir ? » La seule grande prière que nous pouvons faire, c'est que le Président Faure GNASSINGBE garde tout son calme et sa sérénité, pour que ceux qui veulent plonger encore le Togo dans la violence, se retrouvent le bec dans l'eau, et « foutent la paix » à ce peuple meurtri qui ne doit penser qu'au développement.

Dr David IHOU

Fabbikouassi's Blog

POLITIQUE les forces de l'ordre tirent sur le pare-brise arrière de jean pierre Fabre.

28 08 2010 - Encore un samedi bien chaud à Bè Kodjindji. Un festival de gaz lacrymogène. Jean pierre Fabre habitué à recevoir des pluies de gaz sur son véhicule tous les samedis et mercredis vient de voir sa voiture de député endommagée. Du moins la vitre arrière est partie en éclat.



Au cours d'une conférence de presse tenue juste après l'incident, le président de l'UFC, accusent les forces de l'ordre de vouloir le tuer, lui et les responsables du parti et ceux du FRAC.

Le chauffeur et quelques collaborateurs étaient dans le véhicule quand les forces de l'ordre ont tiré du gaz lacrymogène à bout portant sur le véhicule. Les membres du parti pouvaient y laisser leur vie... a soutenu le président de l'UFC.



Mais jean pierre Fabre se veut rassurant : « on ne m'impressionne pas avec ces genres de sauvageries. Nous allons y arriver, à prouver à cette communauté internationale qu'elle a affaire à un régime militaire et dictatorial ».

Tous les samedis et les mercredis je serai là. S'ils veulent m'abattre je suis là. Mais je tiens à leur dire qu'ils n'y arriveront pas, bien au contraire nous allons libérer le peuple togolais. Nous y arriverons. A déclaré en substance jean pierre Fabre il y a quelques minutes.

POLITIQUE Fabre raconte l'attentat contre sa voiture



Par Aghu | 28/08/2010 | 18:49:51

Koaci.com Lomé Ce matin, un grave incident a marqué la situation politique au Togo. La voiture du leader de l'opposition, Fabre (ph Laurent DESPAS) a fait l'objet d'un attentat.

Ce matin à Lomé, la répression policière des manifestations de l'opposition, a pris une autre envergure à Lomé. Relatant les faits, Jean-Pierre Fabre a fustigé une volonté de tuer de la part des éléments du Col. YARK. « Il y a eu volonté de tuer », a affirmé le candidat de l'Union des forces de changement (UFC), au cours d'une conférence de presse organisée en début d'après-midi à Lomé. Arrivé au lieu de démarrage des marches hebdomadaires de contestations de la réélection de Faure Gnassingbé, le nouveau président national de L'UFC a été agressé par les forces de sécurité.

« Un officier s'adressait à moi à mon arrivée en me disant, il y a pas match ou il y a pas marche », a dit M. Fabre qui a continué en précisant que alors qu'il avançait vers les journalistes, « un soldat a lancé une grenade qui a fait exploser la vitre de ma voiture », a déclaré M. Fabre, qui a précisé que son chauffeur ainsi que son garde de corps étaient à bord lors de l'attentat. « Ce n'est pas par hasard que je circule dans un véhicule de l'Assemblée nationale », a insisté le candidat de L'UFC à la dernière élection présidentielle. Le nouveau leader de L'UFC a indiqué qu'il va tenir informé, le Président de l'Assemblée nationale.

Alors que le gouvernement n'a pas réagi à une lettre d'information adressée aux ministres de l'Administration du territoire et à son homologue de la Sécurité, en vue de la tenue de la marche de protestation, le pouvoir comme il y a deux semaines, a déployé des éléments de la gendarmerie pour réprimer la marche. « Cela ne nous fait pas peur. Nous manifesterons tous les mercredis et les samedis. Je suis là et s'ils veulent m'abattre, ils n'ont qu'à le faire. Je suis prêt à donner de ma vie pour libérer le Togo », a affirmé M. Fabre, lors de la conférence de presse.

L'élue de la dernière présidentielle selon le Front républicain de l'alternance et du changement (Frac), a précisé que ses interlocuteurs lors de ses voyages d'informations, disent « que c'est de la provocation, ce que le pouvoir fait », en interdisant les manifestations du FRAC. « Personnes à l'extérieur ne croit en ce que M. Olympio fait. Ils ne représentent rien et vous verrez dans les prochains jours à venir ce que nous ferons », a-t-il insisté. Jean-Pierre Fabre était la semaine dernière au Burkina-Faso, où il a rencontré le Président Compaoré. Aucune information n'a filtré à l'issue de ce voyage.

Plus de 5 mois après l'élection présidentielle, de nombreux Togolais répondent toujours aux appels à manifester du Frac. Malgré le ralliement de l'opposant historique, Gilchrist Olympio, le pouvoir est fortement contesté. « C'est triste que Faure Gnassingbé se cache derrière les forces de l'ordre pour vouloir de cette façon étouffer la contestation » a pour sa part souligné l'ancien Premier ministre d'Eyadéma, Agbéyomé Kodjo, qui a lui aussi réaffirmé la détermination du Frac, de libérer le pays. Du joug de la dictature.

POLITIQUE Fabre caillassé, Gilchrist se repose à Londres, TCHIAKPE rejoint sa famille à Paris



Samedi, 28 Août 2010 19:27

Au Togo, Jean Pierre Fabre le politique, à qui on a volé la victoire, est caillassé.

A l'autre bout du monde, deux lardons se reposent, un devant sa femme et enfants, l'autre devant sa « putaine » de la République si nous empruntons les mots d'Andoch Bonin qui connaît le mieux la femme de Gilchrist. Ils sont revenus expressément l'un et l'autre de Paris pour servir de béquilles à la dictature qui en avait besoin pour son équilibre et pour sa survie. Officiellement, c'est pour sauver le Togo. Officieusement c'est pour rééquilibrer les comptes et se venger de ce Jean-Pierre Fabre qui leur barrait la route pour faire des affaires avec Faure Essozimna Gnassingbé. Même le philosophe, auxiliaire du Lycée de Créteil, Isaac Tchiakpé a fini par mettre la main dans le cambouis et est aussi venu à la rescousse des Gnassingbé. Dans une Europe où le salaire se réduit à payer maison et faux frais, le philosophe a pensé deux fois et a fini par choisir la voie qui mène à la prébende.

Au Togo, tout mot d'un politique a tout son sens et aucun coup de gueule n'est anodin, mieux innocent. C'est du haut de ses binocles de petit colon que le philosophe déversait sa verve avec des trémolos dignes de Pangloss : « Que ceux qui se prévalent d'une légitimité populaire aillent créer leur propre parti ». Et de finir sa vilainie par une petite leçon de morale : « Je les conseille vivement avec beaucoup de fermeté d'appeler très vite à la raison et à la modération les gens qu'ils excitent. Je les conseille très vivement d'appeler la population à comprendre que des choix stratégiques qui sont différents ne sont pas des choix de trahison et que ça n'incline pas à l'insulte, à recourir à la violence. Un homme averti en vaut deux ». Avant de prendre son avion pour Paris. La famille y attend et Isaac doit retrouver le chemin de son lycée, où ses élèves attendent ! C'est un peu dire à Claude Gueant d'enseigner au Togo et être conseiller Nicolas Sarkozy à Paris. Un tonnerre de menaces de plus ! Quand son maître pavane dans les rues de Londres, laissant les Togolais dans les mains d'un Elliot Ohin, que peut-on désormais reprocher encore à Jean-Pierre Fabre et à Patrick Lawson?

D'avoir refusé de travailler de travailler pour un éternel aventurier dont les souffrances du peuple lui sont inconnues? Qui peut arrêter désormais Isaac quand il est protégé de la tête aux pieds par les zébrures rouges de Faure, qui hier seulement avait passé plusieurs des militants de l'UFC aux électrodes ? Le problème du Togo est que le nerf de la guerre [ndlr, argent] est tenu par les Gnassingbé. Tous ceux qui veulent atteindre aux clopinettes doivent aussi devenir des petits zouaves, des danseurs de cirque. Au Lynx nous n'avons cessé de marteler que Gilchrist était un commerçant et qu'il avait besoin d'un espace commercial pour faire les affaires. Eyadema l'y en empêchait. Maintenant que le fils Faure n'est rien d'autre que lui pourquoi s'en empêcherait-il? Nous sommes allés jusqu'à révéler les accointances très dangereuses avec l'homme d'affaires Togolais Locoh Donou et le clan des prébendiers du Togo. Nous avons démontré comment Pascal Bodjona a dû pousser sa togolo-franco-libanaise dans les mains de ces «

malpropres » rien que pour s'assurer que désormais il pouvait compter sur Gilchrist pour des siècles et des siècles. Signe des temps, Gilchrist est le parrain de la femme de Pascal Bodjona. Bodjona est le plus proche de Faure et les intérêts de Faure et de Gilchrist se sont par endroit croisés jusqu'à devenir unis. Les conseillers financiers ont finalement lâché le morceau : « c'est encore mieux pour vous d'être amis que des ennemis ». Malheureusement au détriment d'un peuple meurtri ! Par articles interposés nous avons même révélé que depuis Paris et même avant la mort du dictateur l'économiste de l'université d'Oxford (Gilchrist) et celui de Paris- Dauphine (Faure) se traçaient un avenir sur le dos des Togolais. Deux économistes, l'un anglo-saxon et l'autre francophone, qui se mettent d'accord pour saigner un pays que les fonctionnaires de la Banque Mondiale disent être pourvu de richesses et mal géré, Dieu seul peut mesurer la force de frappe de ce mal.

Le problème de Gilchrist est son égo démesuré et tant qu'on aura pas le courage d'arrêter le fou dans sa folie, il ira jusqu'au bout de sa logique. Il va brader l'avenir de toute une jeunesse. Et il le sait et par refus de se faire vendre comme hier par des négriers dont on ne connaît l'origine, et dont les fils veulent reprendre le flambeau, les Togolais refusent au 21ème siècle cette fois-ci d'être à nouveau des métayers de cette nouvelle race...

Camus Ali Lynx.info

POLITIQUE Les voyages de Faure Gnassingbé au centre de révélations



Samedi 28 Août 2010 - Libye, Italie, Afrique du Sud, Botswana, France, Ouganda, Congo Brazzaville, Tchad, Chine et bientôt Genève et Etats – Unis d'Amérique. Depuis 4 mois, Le Chef de l'Etat togolais n'a plus passé 5 jours au Togo. Pour cette période qui coïncide avec celle de la contestation populaire de sa réélection, Faure Gnassingbé semble fuir le pays pour l'étranger. Mais à quel prix pour le trésor public ? Se demandent les Togolais qui portent en bandoulière, la pauvreté et la misère au quotidien. En 2006, Faure Gnassingbé s'était fait acheter par les services du mercenaire au col blanc, Charles Debbasch, un DC8 qui très tôt s'est avéré peu sûr. Pour cause, « son acquisition a été l'objet de toutes les magouilles de la part de ce professionnel en tripatouillages des constitution », confie une source proche de la Présidence. Désormais, pour ses voyages, le Chef de l'Etat fait recours à la location d'avion. Là aussi, c'est le véreux conseiller juridique français, qui s'en occupe. Sont prisés à cet effet, les Falcon de fabrication française ou Bombardier, de marque canadienne.

Le coût d'une location se chiffre entre 100 et 125 millions de francs Cfa par jour. Les séjours du Chef de l'Etat durant deux à trois jours voire plus, Il est facile d'évaluer le coût en location de ces aéronefs, pour lesquels, Debasch ne manque pas de percevoir ses commissions. En plus du coût de location, il convient de souligner que la prise en charge de l'équipage ainsi que le kérosène, sont à la charge du Togo. Pour un expert, le coût du kérosène pour un trajet de 1000 km s'évalue entre 15 et 20 millions de francs Cfa, pendant que celui du stationnement dans les aéroports, est d'environ 7 500 000 francs par jour. Selon nos informations, 45 personnes composaient la délégation togolaise pour le récent déplacement à Shanghai. Faure Gnassingbé y avait marqué de sa présence, la journée du 20 août, consacrée au Togo à l'exposition universelle 2010. Si la suite présidentielle avait pris l'avion loué pour le Chef de l'Etat, le reste de la délégation composé de directeurs de sociétés d'Etat, d'hommes d'affaires, de journalistes, de chefs traditionnels et d'artistes, a pris un avion commercial. Tous étant à la charge du trésor public (hébergement, restauration, primes diverses...).

On peut s'imaginer le coût total de cette sortie, surtout que le coût de location des stands pour l'exposition, varient entre 500 et 1 millions d'euros, selon un professionnel de la foire d'exposition, contacté à Lomé. Mais d'ordinaire, la délégation pour les voyages de Faure Gnassingbé comprend en moyenne 25 personnalités. Une partie prend le même vol que le Chef de l'Etat et la seconde, un vol régulier. Tous aux frais du contribuable. Ce qui amène bien de Togolais à se poser des questions sur ce que coûtent les incessamment voyage de Faure Gnassingbé, au contribuable. « Sur quelle rubrique du budget ces dépenses sont-elles effectuées? », s'est interrogé un comptable d'une société privée à Lomé. Pour justifier le dernier voyage sur la Chine, le porte-parole du gouvernement, Pascal Bodjona, a brandi un don de 6 milliards, octroyé au Togo ainsi que des projets de 4 ponts à construire. Reste à évaluer le montant dépensé pour en arriver à cette moisson. D'autant qu'en plus des dépenses déjà listées, des indiscrétions avancent à des centaines de millions de nos francs, le coût des suites présidentielles, qu'affectionne particulièrement Faure Gnassingbé, lors de ses sorties. Tout ceci fait énormément jaser dans un pays classé 165ème pays sur 183, dans le rapport Doing Business des données sur l'indice de développement et où 61% de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté. **Koaci**

POLITIQUE Atcha TITIKPINA n'a pas encore retourné 600 millions à l'Etat togolais



Vendredi, 27 Août 2010 20:49

A mettre à l'actif de Faure et sous son règne. Et au Lynx, la journaliste Igomzikpé Malika l'avait écrit blanc sur noir : « Quand un ministre de Faure monte le degré de son zèle au firmament, sachez que dans ses pantalons il a englouti les biens publics, sachez qu'il a la hantise de perdre tout ce qu'il a volé aux contribuables togolais ». L'histoire sous d'autres cieus aurait ameuté les procureurs et des juges indécis pour que la vérité jaillisse des ténèbres, mieux pour voir au fond de la jarre. Nous sommes au Togo et que valent 600 millions du pauvre contribuable si cet argent a servi à s'acheter 2500 coupe-coups pour trancher les têtes de 500 Togoais afin que le prince s'asseye sur ce fauteuil qui est devenu héréditaire.

Dans le total brouhaha, suite à la mort d'Eyadema en 2005, il y en a qui perdaient des familles et ceux qui ratissaient les deniers publics. Le colonel Atcha Titikpina, que le général Eyadema qualifiait « **d'officier inapte au commandement** », fut l'un de ceux qui ratissaient l'argent des Togoais. Pour atteindre ses fins, l'officier « sac au dos » met ses idées et son « savoir-faire » en route. Le commandant Boko François lors d'un grand déballage dans la ville d'Hambourg raconte sans pour autant citer le natif de Tchamba : « D'ailleurs faut-il le souligner, le zèle dans le maintien de l'ordre amena cet officier à solliciter et à obtenir 600 millions de F CFA afin d'acheter des canons à eau pour gérer les manifestations publiques en lieu et place des armes. L'intention est louable. Seulement voilà, une fois cette somme débloquée, ce matériel n'a jamais été livré. En lieu et place, ce sont 2500 coupe-coups qui ont été achetés ». Plus loin, le commandant voudrait que justice soit rendue à qui de droit : « Pourtant l'homme d'affaires chez qui ces canons à eau ont été soi-disant commandés est connu. Il s'agit tout simplement du beau-frère par alliance de ce colonel qui incessamment espère prendre le commandement des armées. On peut comprendre aisément alors le zèle de ce colonel qui, je l'espère pourra un jour retourner les 600 millions au Trésor pour éviter que le crime ne l'expose ».

Faure est un incapable

L'économiste de Paris-Dauphine est un voyou comme son ministre de l'intérieur. Il se rapporte qu'en 2005, il n'avait aucune motivation de changer quelque chose au Togo. Mieux sa fameuse phrase « lui c'est lui et moi c'est moi » était une reprise de Laurent Fabius, alors Premier Ministre de François Mitterrand dont les amitiés cachées avec le vichyste René Bousquet avaient été découvertes par la presse, ce que Charles Debbash lui aurait glissé à l'oreille pour le public togolais et international. Après des officiers corrompus, c'est la pègre en civile qui a pris le relais. Ferdinand Tchamsi fait dilater les caisses du Fonds d'Entretien Routier (FER), 12 milliards s'envolent dans la nature. Sam Pikassam engloutit 17 milliards dans des directions non encore élucidées. Ewovor confond les fonds de la Banque Mondiale et son porte monnaie propre. Au final, ce sont 250 millions qui s'évaporent. Les milliards des emprunts obligatoires ont chuté dans les poches de Pascal Bodjona et de Payadowa Boukpepsi.... La liste est longue, très longue. Mais en regardant avec un œil de Lynx on peut dire sans se leurrer que le prince assis au sommet de la République est un incapable. Et, Faure a montré que sur tous les leviers qui fondent une République moderne, il a échoué ! **Anicet Moutouari Lynx.info**

POLITIQUE Les idiots utiles du RPT ont-ils la solution?



Vendredi, 27 Août 2010 08:08

Nous avons volontairement choisi d'écrire ce papier en laissant de côté toute la rigueur formelle et rédactionnelle. Nous avons écrit au fur et à mesure que nous venaient quelques-unes des idées que nous voulons juste partager avec notre lectorat. Nous abordons certaines des grandes questions qui peuplent l'actualité et sur lesquelles beaucoup ne nous ont pas entendus. Notre silence ne veut pas dire inaction. Depuis un bon moment, nous élargissons notre horizon en allant travailler avec d'autres compatriotes qui se battent ailleurs pour la libération de notre continent.

Bonne lecture et à bientôt sur notre blog <http://lajuda.blogspot.com/>.

Ces grands inquisiteurs qui traquent les mauvais esprits

Ces derniers temps, sont apparus de grands inquisiteurs qui se sont donnés pour mission de traquer ceux qu'ils considèrent comme des mauvais esprits, des traîtres qui empêchent le changement de se réaliser au Togo. Ces grands inquisiteurs n'hésitent pas à lire dans le subconscient des individus. Lorsqu'ils n'y trouvent rien de consistant, ils inventent toute sorte d'histoires pour conclure que les sujets en question sont des traîtres, ils sont du RPT, ils mangent au RPT. C'est, selon eux, le coup fatal qui doit être asséné à ces esprits malfaisants qui se cachent derrière le masque de démocrates affirmés. Ici, dès qu'ils sont accusés, ces mauvais esprits sont sommés à coups de fouet verbal d'avouer et d'apporter la preuve de leur fidélité. S'ils ne le font pas, c'est qu'ils sont coupables et à ce titre, ils sont condamnés à reposer dans l'étang du feu éternel.

Les grands inquisiteurs, dans leur traque, sont allés jusqu'à faire admettre récemment que nous sommes tentés par le pouvoir et que l'envie nous a pris de devenir ministre. Rien que ça! Nous voulons offrir le ridicule en précisant que notre objectif est infiniment plus modeste. Il s'agit simplement d'entamer une opération de salubrité politique consistant à faire voir à notre peuple que nous allons en enfer si nous continuons par prétendre lutter contre ce système de cette façon. Voilà notre motivation. Elle est plus basse que ce qu'on avait imaginé. Cette fois-ci, ces grands inquisiteurs s'arracheront leurs cravates puis déchireront leurs vêtements car doivent-ils se demander « il appelait au changement de braquet rien que pour ça? Merde alors! ».

Des dizaines étaient celles et ceux qui nous avaient appelés à réagir et à publier un papier de mise au point. Mais, nous ne sommes pas de cette espèce d'individus à répéter ce que disent les gens pour contenter la foule. Nous ne réagissons pas sous le diktat de qui que ce soit. Ce n'est pas parce qu'une masse de commentateurs crie au scandale que nous allons nous mettre à courir dans tous les sens. Notre préoccupation n'est pas de ravir des tonnerres d'applaudissements de celles et ceux qui lisent nos écrits.

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Nous avons des problèmes; nous essayons de leur chercher des solutions. C'est là notre intérêt. Dans cette quête, nous pensons par nous-mêmes. Il ne s'agit pas pour nous d'un concours littéraire ni d'une simple joute oratoire dont l'issue serait de connaître le meilleur orateur. Notre problème est ailleurs. Il s'agit de sortir notre peuple définitivement d'un régime colonial pour bâtir une démocratie effective. Cette entreprise est suffisamment sérieuse pour ne pas être inscrite dans le registre de la démagogie et des incantations qui, une fois en face des réalités, se transforment en bégaiements et autres digressions. Un discours démagogique peut mobiliser les foules mais il ne suffit pas pour passer à l'action. Et c'est là les limites qu'on connaît dans ce territoire. Une fois les foules mobilisées, ne sachant dans quelle direction aller, on fait le dindon qui étale ses plumes, tourne en rond, perd des plumes puis revient dans ses proportions. C'est la doctrine des prétentions.

Une haine qui empêche de travailler ensemble

Une fois qu'ils reviennent dans leur lit telle une rivière après sa crue, les mêmes qui s'étaient montrés plus que prétentieux viennent prôner l'unité. C'est louable de parler d'unité. Seulement, la duplicité réside dans ce que ceux qui viennent entonner le chœur de l'unité sont ceux-là même qui la pratiquent le moins. Dans leur souci du « m'as-tu-vu? » et du « que mon frère tombe afin que moi, je prenne sa place », beaucoup parmi nous adorent secouer sur le seuil d'autrui la poussière de leurs souliers. Ils en arrivent à salir les autres et à colporter sur eux des mensonges les plus infâmes. Ils aiment casser du sucre sur le dos de ceux qu'ils appellent encore il y a quelques minutes leurs amis ou camarades. Notre prétendue « lutte jusqu'à la victoire finale » se déroule en réalité dans un climat délétère fait de détestation invouée, de petites calomnies entre « combattants » qui s'échangent des accolades en public pour mieux cacher les coups de couteaux qu'ils s'échangent à l'ombre. Il y a trop de haine entre nous, trop d'inimitié, trop de cynisme, trop de querelles de bas étage, trop de coups tordus, trop d'hypocrisie, trop d'alliances de circonstance juste pour torpiller l'autre ou les autres. Le camp des soi-disant combattants est miné de l'intérieur. Des sujets mineurs sont très souvent dramatisés et prennent des dimensions inédites. D'insignifiantes affaires de mœurs en viennent à séparer des gens qui se disent frères de combat de longue date. L'esprit de scission a élu domicile dans nos rangs. L'esprit de factions a triomphé. En résumé, on ne s'aime pas.

Cette ambiance négativement concurrentielle et ridiculement haineuse handicape notre marche commune. Elle étouffe également toute œuvre et réflexion collectives. Au lieu d'être tournée vers l'extérieur, la débauche d'énergie ruine à l'intérieur. Tant que ces actes et attitudes ne cesseront pas, c'est peine perdue de vouloir créer les conditions objectives pour une démocratie au Togo. Car, ce sont les hommes qui portent les idées et qui les font triompher. S'ils ne s'aiment pas, s'ils ne se supportent pas, s'ils se détestent en catimini autant oublier tout le reste.

L'enfermement dans une position figée et victimaire

Ce qui se passe est non seulement terrible pour nous mais il l'est aussi pour les générations à venir. Nous avons réussi tout seuls à nous enfermer dans une posture victimaire, pleurnicharde et sans issue. Cette posture nous pousse à ne voir la solution au mal togolais que par le viseur des armes à feu. « Aux armes! Aux armes! Seules les armes nous sauveront! » crie-t-on. Une fois ce postulat posé, on l'élève en doctrine inattaquable. Cette posture est sans issue tout simplement parce qu'elle nous enferme dans l'étau des armes à feu imaginaires et d'une rébellion armée mythique. Le fait - et nous sommes bien obligés de le dire - est que jusqu'ici nous sommes les mains vides dans un contexte géopolitique que visiblement nous ne comprenons pas du tout. Nous n'avons même pas un couteau suisse. Même pas une fronde. Et pourtant,

on entretient l'illusion que les armes nous seraient fournies un jour jusqu'ici hypothétique, par une main quasi divine.

Lorsque vous posez la question de savoir d'où viendraient les armes, on vous répond en grattant le crâne « Euh, euh, euh, on les aura. Vous allez voir! Un jour on les trouvera. N'y a-t-il pas au Libéria, au Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, au Nigeria des armes qui circulent? Eh bien on va en acheter de ces pays-là! » Et lorsque vous poursuivez la curiosité pour savoir d'où viendra l'argent pour cet achat, on vous dit « euh, euh, euh, euh, on va cotiser ou bien on s'adressera à des pays ou dirigeants amis ». « Ah bon, vous avez des alliés dans votre lutte? », « Oui bien sûr! ».. « Lesquels? »... « On va contacter x ou y et Al Qaida au Maghreb, les responsables de la rébellion Touareg... ». Là, on est partagé entre le rire et les larmes. A la fin de la conversation, on vous apprend que pour des raisons de stratégie, le reste du plan ne doit pas être déroulé à la place publique. Celle-là est la meilleure. Tout le monde en abuse y compris les plus « grands opposants » qui n'accouchent jamais leurs savantes stratégies en public. Et attendant ce « jour du seigneur », toute autre réflexion doit être bannie. Toute autre voie énoncée doit être considérée comme une astuce satanique menant à la collaboration avec la tyrannie des Gnassingbe et Alliés. Mais en agissant comme on le fait, l'on ne se donne pas tous les moyens pour affronter le mal. On se coupe de pas mal d'idées et de chemins qui croisant d'autres, pourraient nous amener à la solution. Et c'est cette façon bouchée, figée de procéder qui prolonge la vie de cette dictature effroyable. En prétextant la combattre, on la vivifie et la revigore. Celles et ceux qui enferment notre peuple sur ce territoire dans ce schéma, sont des idiots utiles de ce régime. Plus ces idiots utiles prennent de la place, moins le système se préoccupe de son avenir qu'il sait garanti d'office. Plus, ils utilisent leur arme de prédilection, c'est-à-dire le cri dans le vide, l'aboiement et les menaces qui ne dépassent guère la rhétorique illusionniste, ces idiots utiles du RPT maintiennent le système colonial en vie.

Dans toute entreprise, lorsque vous passez 20 ans ou 30 ans à ramasser de piteux résultats, il faut questionner vos méthodes et vos moyens. Or, chez nous c'est interdit. Il faut avancer au même rythme, mieux, il faut accélérer même si le ravin n'est pas très éloigné de nos pieds. Le bilan d'étape est interdit. Il faut foncer droit au mur et une fois au pied du mur, on se fait passer pour les Hébreux et on convoque, pour nous fortifier dans la bêtise, le mythe biblique des murs de Jéricho qui s'étaient effondrés par la simple volonté divine après le défilé sept fois autour de la cité pendant sept jours au son des trompettes. Cette naïveté est suicidaire. Au lieu d'être incessamment imaginatif et plus inventif, puisqu'étant seuls, on se met à imaginer des alliances. On se met à inventer des extraterrestres, des deus ex-machina qui viendraient livrer un jour le combat final pour nous et ravir le pouvoir des mains de ses détenteurs pour nous le remettre tranquillement. Et ce sera la fin de nos souffrances, la fin de l'histoire. Qu'elle est belle cette fin! Toutefois, elle n'est que trop belle pour être vraie. Ce rêve collectif c'est du pain béni offert sans frais aux apôtres du système.

Il faut donc redonner la confiance au peuple certes, mais cela ne peut être réalisé que si on l'éloigne des sentiers du Dieu représenté par cet homme blanc, à la barbe blanche et en tunique blanche dessiné dans « Réveillez-vous! » des témoins de Jéhovah. Cette confiance ne peut venir que d'un travail de formation citoyenne, militante et politique pur jus. Et si les religieux devraient s'en mêler, ils ne devraient le faire que si et seulement si la politique l'emporte clairement sur une simple expression de la foi semée en Afrique par le coran et la bible avec l'appui de l'épée et du fusil. Mais si la foi l'emporte, comme c'est le cas actuellement, cela signifie que nous ne sommes pas sortis de l'auberge. On est encore sous les ailes d'un père qui est aux cieux et qui ne nous aura pas délivré du mal pas plus qu'il ne nous aura fourni le pain quotidien vu le creux dans nos estomacs dans ce pays. Toute stratégie de regain de confiance populaire doit sortir notre peuple de toute tutelle. C'est d'une prise en main collective dont il est question. Penser par

soi-même, s'organiser par soi-même, tracer les axes du combat par soi-même et avancer par soi-même avec une intelligence redoutable qui aide à anticiper les erreurs, les fautes et les difficultés pour les corriger à temps. Voilà ce dont il est question.

Si Eyadema Gnassingbe nous a offert en héritage son fils sur le testament rédigé et validé par la France, c'est qu'il avait étudié méthodiquement la psychologie de notre peuple. La France et Eyadema Gnassingbe savaient la réaction du peuple africain au Togo. Ils l'avaient donc anticipée et défini la méthode pour la bloquer. Ils savaient que les émotions et les frustrations s'exprimeront mais qu'en revanche, rien d'organisé ne sera fait. Et comme attendu, nous avons répondu à leurs attentes. Nous n'imaginons plus d'autres alternatives. Nous mettons les sabots à nous-mêmes et il ne reste au système qu'à avancer tranquillement. C'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui.

La dilapidation imbécile des énergies

La politique, c'est comme les mathématiques. Si vous offrez un ami d'hier à vos adversaires, ils viennent de gagner un pion de plus et vous, vous en perdez un. Dans le jeu des rapports de force, la conséquence de cette générosité imbécile c'est qu'un camp tient l'avantage. Pour cela la dilapidation des énergies à laquelle on assiste à l'heure actuelle est un immense service rendu au système qui récupère des billes que nous perdons bêtement. Dans une situation comme la nôtre, si vous ne pouvez pas garder vos amis parce que vous estimez qu'ils vous ont trahis, au lieu d'en faire des ennemis tout emballés et expédiés dans l'autre camp, il faut les neutraliser. Et là aussi, il existe plusieurs méthodes, seulement il faut y réfléchir.

La question à l'origine, nous semble-t-il, de la scission est que certains veulent aller au gouvernement alors que d'autres veulent rester en dehors. Pour nombre de Togolais cette question est insoluble et donc, elle ne peut trouver de réponse que si on procède à une scission. Il faut qu'il y ait rupture et que chacun lave publiquement le linge sale partagé en intimité hier. Il faut qu'on se diabolise mutuellement. Peu importe ce que cela coûte en dommages. Pour nombre de togolais ce qui est en jeu c'est le titre de l'opposant absolu, du « vrai » opposant, celui-là qui sait faire dans les incantations et le discours démagogique de la stratégie secrète. Et comme n'importe quel titre, il faut le disputer. Il vaut mieux que rien. Même s'il est sans trophée. Or, pour empêcher une guerre supplémentaire – puisqu'on ne gagne aucune – dans le rang des démocrates, une autre solution était possible. Mais pour ce faire, il fallait parler stratégie.

Penser en des termes de stratégies les plus efficaces possibles

En termes de stratégie, on peut laisser ceux-là aller au gouvernement et les utiliser en notre faveur. On peut non seulement s'en servir pour conquérir quelques espaces mais aussi comme pions au lieu de les offrir gracieusement au RPT. Au contraire, on les voue aux gémonies afin qu'ils aillent rejoindre le pouvoir sous prétexte que là est leur destination puisqu'on vient de découvrir qu'ils sont des agents doubles de longue date. Ce qui du coup renforce le système contre nous. Devons-nous simplement rappeler aux idiots utiles du système que dans les guerres les plus sanglantes, chaque camp infiltre l'autre pour avoir des informations sur le déplacement de ses troupes, ses stratégies de guerre, son matériel, ses effectifs et toute chose pouvant aider à développer une contre-offensive efficace. La France rompue aux guerres coloniales qui en livre d'ailleurs une au peuple africain au Togo au travers du RPT, sait tout ceci. Ainsi infiltre-t-elle toutes les strates de la société pour s'offrir une base de données extraordinaire sur chaque groupement, amicale, association, syndicat et parti politique. C'est à ce prix qu'elle sait qui fait quoi, quand, avec qui et avec quoi. A ce coup là, pas besoin de traîtres parmi les « combattants » pour filer des informations au camp adverse qui sait ce qu'il fait, ce qu'il veut et s'est tout simplement donné la stratégie

qu'il faut pour gagner. Pendant ce temps, les inventeurs de la stratégie qu'on n'accouche pas en public dorment et attendent un combat dont ils ignorent tout. Ils n'ont aucune idée ni des forces en présence, ni du timing des hostilités, ni sur leurs propres forces et faiblesses.

Pour eux, la seule stratégie -si on peut l'appeler ainsi- viable et victorieuse consiste à garder toute distance de l'adversaire, à se vanter plus blanc que neige, à dire « Eh oooh! Vous nous voyez, nous avons toujours dit que seul le fusil est la solution. Donc nous sommes les vrais opposants. Les autres sont des faux, ils mangent avec le RPT. Ce sont des traîtres. » En somme, tant qu'il n'y aura pas d'armes à feu, vive le RPT. Et à cette allure, le RPT restera pour longtemps encore au pouvoir puisque les armes ne tomberont pas du ciel.

Ce qui peut davantage réconforter le RPT, c'est qu'il sait que l'évocation des armes comme incontournable solution est un vieux rêve sans cesse renouvelé. Des générations entières y avaient pensé mais n'avaient pu le réaliser faute d'un vrai travail d'organisation et de discipline. Toute chose qui n'a pas été corrigée à ce jour. Au final, si le système au Togo peut avoir de façon définitive une opposition toute catégorie confondue qui lui oppose rien que le discours de la révolution armée mythique ou de la prière, eh bien, il pourra même la promouvoir.

Pendant que le chaos se préparait, nous nous regardions le nombril

Les raisons qui ont conduit au chaos organisé dans les rangs de l'UFC étaient visibles et nous en avions parlé à l'époque. Mais personne n'a daigné écouter. On n'avait pas fini de se regarder le nombril pour lever la tête et prêter oreille attentive à ce qui s'annonçait. Le fait est qu'un certain nombre de togolais ont contribué activement à ce mélodrame. Ils avaient promu M. Fabre à la place de M. Olympio en suivant les autorités françaises qui leur avaient promis leur soutien en cas de victoire de leur joker. Dans ce scénario qui va conduire à la guillotine collective, deux capitales ont joué un rôle de premier ordre. Accra et Paris. Pendant qu'on coupait les herbes sous les pieds de M. Olympio à Paris en créant le FRAC nargué par la France à la fin du film, à Accra, Faure Gnassingbe lui-même s'était chargé de convaincre via les autorités ghanéennes, Olympio à faire autre chose. Tout ceci visait à confectionner un gilet pare-balle à Faure Gnassingbe. Cette opération superbement montée connaît une réussite foudroyante et implique deux considérations.

D'abord, aujourd'hui, pour pouvoir atteindre Faure Gnassingbe, la cible initiale, il faudrait qu'un camp vainque l'autre avant tout. Entre les deux branches de l'UFC, l'un doit terrasser l'autre d'abord. Faure Gnassingbe est hors de portée et il peut souffler- en tout cas pour un moment- car le centre du combat est déplacé. Le bout du canon n'est plus tourné vers lui. Grâce au coup de l'intercalaire, on a glissé entre Faure Gnassingbe et le FRAC, un écran que ce dernier pouvait éviter d'affronter s'il avait été un peu plus industriel.

Ensuite, les conséquences du succès de cette opération ne vont se faire sentir véritablement que lors de futurs vols électoraux du RPT. Pour expliquer ses « prochaines victoires », Faure Gnassingbe dira ou fera dire qu'il a réussi là où son feu père a échoué. Lui, il a réussi à casser l'opposition autrement que son père qui était incapable de le faire même à coup de fusil et de marteau. En conséquence de cette prouesse, le peuple lui témoigne sa reconnaissance et le gratifie de 65 à 70 sièges à l'assemblée nationale en 2012 et des années supplémentaires à la présidence après 2015.

Mais, il faut aller beaucoup plus loin dans l'analyse. Outre le système qui ne souhaite plus une UFC forte dans le pays, certaines personnalités du FRAC n'en voulaient pas non plus. Ces personnalités n'auraient pas trop pleuré de voir les anciens partis d'opposition s'offrir en ridicule. C'est comme au temps où la candidature de Yamgnane était rejetée. Beaucoup l'ont déploré en public mais n'en sont pas moins ravis

en coulisses. Ces gens qui savent qu'une UFC trop forte dans le pays écrase leur avenir politique eu égard à leur passé mitigé, ont intérêt à pousser à la bagarre interne à l'UFC. C'est cela la politique: le calcul permanent. En misant sur l'avenir, pousser la tendance UFC au sein du FRAC à affronter violemment le courant hors FRAC remet le compteur à zéro. Le terrain redevient vide et eux pourront s'offrir le beau rôle de nouveaux messies pour les années à venir. A ce niveau le courant UFC au FRAC aurait dû savoir qu'il perdait plus qu'il gagnait sur le moyen et long termes. L'unique leçon qu'on peut tirer de cette tragédie – et c'est valable pour les deux courants- est que lorsqu'on n'est pas autonome intellectuellement, on est influençable. Et plus on est influençable, plus on est susceptible de prendre des décisions qui vous font haïr vos amis et aimer vos ennemis. Peut-être devrions-nous passer par cet épisode pour enfin commencer une véritable théorisation de la lutte.

Si on avait accompli ce travail de théorisation, on aurait pu savoir gérer au mieux les opinions diverses au sein du mouvement lors de la prise d'une importante décision. De même, on aurait pu savoir l'attitude à adopter lorsqu'un membre est arrêté ou savoir à quel moment opéré un changement de méthodes. Car, il n'est pas un crime de changer de méthodes. Seuls l'objectif et la cible ne varient guère. Les méthodes, elles, pour arriver à atteindre l'objectif peuvent subir des modifications et des adaptations en fonction du temps, de la disponibilité des ressources et du développement par le camp adverse de nouvelles ou plus redoutables tactiques.

S'arrêter un moment pour évaluer les possibilités

Nous ne pensons pas que l'on puisse s'engager dans l'action politique sans s'arrêter à un moment pour analyser les possibilités de succès ou d'échec. Trop souvent beaucoup se jettent dans la politique de façon irréfléchie et émotionnelle, alors que la politique en particulier dans une situation coloniale est une affaire de sang-froid, de calculs froids et non de cœur. Il s'agit d'éliminer le colonialisme par tous les moyens, nous disons bien tous les moyens. Il faut donc que nous formions suffisamment bien les nôtres de sorte qu'ils aient une meilleure compréhension de ce qu'ils sont appelés à faire et comment le faire.

Rodrigue Kpogli
26 août 2010

POLITIQUE Gilchrist : Fabre avait des discussions avec Pascal Bodjona



Jeudi, 26 Août 2010 16:11

Par une décision qui a surpris bien des observateurs de la vie politique, des membres du principal parti de l'opposition, présidé par Gilchrist Olympio, sont entrés au gouvernement. Le fils du premier président s'explique sur les raisons de ce tournant stratégique.

Gilchrist Olympio, fils de Sylvanus Olympio, assassiné en 1963 ne veut pas jeter ses partisans dans une bataille perdue d'avance, préférant agir « de l'intérieur ». Pour un meilleur essor du peuple togolais. C'est sous ce titre qu'a été rendu public l'accord passé entre le Rassemblement du peuple togolais (RPT), parti au pouvoir à Lomé, et l'Union des forces de changement (UFC), son opposant traditionnel, conduit par Gilchrist Olympio.

Son premier effet, le plus visible, a été la reconduction du premier ministre Gilbert Houngbo par le président Faure Gnassingbé, réélu, et, surtout, l'entrée au gouvernement de sept ministres issus des rangs de l'UFC, au premier rang desquels se trouve un ancien secrétaire général, Elliott Ohin, dont le père fut ambassadeur du Togo aux États-Unis, qui a été nommé ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Le délicat portefeuille des Droits de l'homme revient à Léonardina Wilson, l'une des cinq femmes ministres, qui aura pour tâche de parfaire la réconciliation nationale. L'Enseignement technique et la Formation professionnelle ainsi que l'Enseignement supérieur reviennent également à l'UFC, avec à leur tête respectivement Brim Bouraïma-Diabacte et François Galley.

Pourquoi avez-vous accepté que votre parti, traditionnellement dans l'opposition, collabore avec le gouvernement de Faure Gnassingbé ?

Nous sommes devant une situation difficile. Nous avons combattu ce régime pendant quarante ans. Lors de l'élection présidentielle de mars 2010, il y a encore eu des fraudes, les listes électorales ont été à nouveau truquées. Cette fois-ci, l'Union européenne a déclaré que le scrutin était acceptable, même s'il y a encore des choses à améliorer. Le rapport de l'Union africaine n'a rien objecté. Nous étions contraints de vivre cinq nouvelles années avec un pouvoir qui exerce un monopole total sur toutes les institutions. J'ai donc convoqué mon état-major pour lui demander ce que nous allions faire.

N'y avait-il pas d'autres moyens d'action ?

Nous avons signé l'Accord politique global (APG) [1] au Burkina Faso, grâce à la médiation du président Compaoré, mais après la présidentielle ce dernier n'a plus de mandat réel. Ni peut-être la volonté de jouer un rôle dans cette crise que les grandes puissances, dont la France, considèrent globalement résolue.

Sur le plan de l'action politique intérieure, avez-vous épuisé toutes les ressources ?

La frustration est réelle dans le pays. Mais je ne crois pas que ce que nous appelons « Résistance au Togo »,

une marche de deux heures toutes les semaines, puisse bouleverser la situation. Je ne suis pas opposé, bien au contraire, à manifester le mécontentement de nos électeurs. Mais cela ne peut qu'égratigner le pouvoir. Les femmes au marché, les hommes de bonne volonté vont nous suivre puis chacun va rentrer chez soi. Nous n'avons plus de structures de résistance civile dans le pays. Tout a été détruit par Eyadéma. Nous n'avons plus de syndicats actifs. Nous pouvons faire des opérations « villes mortes », comme dans les années 1990. Mais aujourd'hui, nous avons beaucoup d'immigrés, des Ibo nigériens, des Nigériens, des Burkinabè qui vont ouvrir leurs magasins. L'effet sera donc limité. D'ailleurs, nous avons connu neuf mois de grève générale illimitée : médecins, magistrats, ingénieurs... Le président s'est installé dans son village, il a fait venir ses provisions de France et il a attendu.

C'est donc une solution de la dernière chance ?

Quarante ans d'attaques frontales n'ont mené à rien. Je suis comme le général qui dit : je ne peux pas jeter mes troupes dans une bataille que je suis sûr de perdre. Comme je vous disais, la résistance civile pacifique a ses limites. Certains jeunes de notre parti voudraient lutter les armes à la main, mais nous n'avons pas envisagé cela, d'autant que les conséquences d'une telle décision seraient imprévisibles et en tout cas catastrophiques pour le pays. J'ai longuement réfléchi et j'ai dit : puisque nous sommes invités à participer à ce gouvernement, il faut accepter afin de rééquilibrer, un tant soit peu, la représentativité populaire au sein de l'exécutif et faire des nouvelles propositions pour sortir le pays de l'impasse politique, mais aussi économique.

Jusqu'où allez-vous « accepter » ?

Participer à un gouvernement ne signifie pas être d'accord avec tout ce que fait le chef de l'État. Nous avons eu sept portefeuilles, dont un ministère d'État. Le plus important n'est d'ailleurs pas le nombre de ministres, mais les conditions dans lesquelles ils peuvent travailler. Nous en avons beaucoup débattu : nous avons signé un accord portant création d'un comité de pilotage, dirigé par moi-même, qui gère la présence des ministres UFC dans le gouvernement. C'est une commission de quatre personnes. S'il y a un problème, la majorité présidentielle ou nous-mêmes pouvons saisir cette commission. Si l'on n'arrive pas à se mettre d'accord, toute l'équipe UFC part.

Quelles garanties d'autonomie avez-vous ?

En effet, nous nous sommes posés la question, le problème étant que le président Gnassingbé contrôle toutes les institutions du pays : Parlement, exécutif, Cour constitutionnelle, Cour suprême, les médias, l'armée, la police... La Constitution est de type présidentiel, comme aux États-Unis. Faure Gnassingbé peut nommer et limoger les ministres comme bon lui semble. L'accord entre nous stipule cependant qu'il ne peut pas renvoyer nos hommes à sa guise. Sinon, tout le groupe quitte le gouvernement.

Tout s'est fait très vite...

Oui, pourquoi pas ? Il y a eu passation de pouvoir le dimanche 29 mai et le 30, le ministre des Affaires étrangères était dans l'avion pour Nice, pour assister au sommet Afrique-France. Il a toute liberté de venir en France, de voir son homologue Bernard Kouchner ou le président Sarkozy... Tous nos ministres sont autonomes, avec leur propre budget.

Est-ce le président Gnassingbé qui vous a sollicité pour cette ouverture ?

Oui. Par le biais du premier ministre. Je lui ai délégué quelques-uns de mes collaborateurs, dont Isaac Tchiakpé. Ils sont revenus porteurs d'un message : Houngbo voulait qu'on lui transmette une offre. Nous

avons travaillé toute la nuit pour établir une base de coopération. Je riais en la lisant, car on demandait à être présents partout : dans les entreprises d'État, dans les banques, pour la gestion du port franc de Lomé, de l'aéroport...

Qu'avez-vous obtenu ?

Ils ont dit qu'on n'était pas sérieux. Personne ne peut obtenir ce genre de choses, au Togo moins qu'ailleurs. Mais c'était à eux de nous dire ce qu'ils jugeaient acceptable. Vingt-quatre heures plus tard, ils nous envoyaient leur proposition : sept ministères, autonomes, avec des budgets propres, la liberté de choisir leurs directeurs de cabinet, etc. Ils voulaient maintenant les noms et les CV de nos ministres car certaines personnes sont considérées par eux comme « difficiles ». Faure a rejeté deux personnes, dont Djovi Gally, car il défend son demi-frère Kpatcha Gnassingbé.

Avez-vous vraiment été suspendu de l'UFC par Jean-Pierre Fabre ?

C'est une blague ! Comment un secrétaire général pourrait-il suspendre le président ? Les réunions du bureau politique ne peuvent se faire que sur convocation du président et les décisions ne sont valides qu'après sa signature. Lors de notre dernier congrès, les structures du parti ont été révisées pour mettre en place un nouveau bureau national mais les statuts n'ont pas été modifiés. De facto, ces changements sont devenus illégaux.

Selon l'ancien statut, il y a seize membres du bureau national et pas de clause de suspension.

Il n'y aura donc pas partition de l'UFC...

Chacun est libre de quitter un parti politique. Personnellement, je ne connais pas ce fameux Front républicain pour l'alternance et le changement au Togo (Frac). Quand j'étais malade, aux États-Unis, certains responsables de l'UFC sont entrés dans cette association mais ils ne m'ont pas consulté. La représentativité des partenaires de Fabre dans le Frac est très faible. C'est une enveloppe vide. J'ai demandé quels avantages et quelles contraintes nous aurions à nous associer avec eux. Pour le moment je n'ai pas de réponse.

Jean-Pierre Fabre semble quand même désapprouver totalement cette participation...

En fait, il y avait déjà des discussions entre lui et Pascal Bodjona, (porte-parole du gouvernement de Faure Gnassingbé). Donc son problème n'est pas d'avoir ou non des discussions avec le RPT, c'est qu'il les conduise lui-même, et non moi. S'il veut partir, il est libre.

Propos recueillis par Augusta Conchiglia et Valérie Thorin - Afrique Asie

POLITIQUE TOGO : un piège sans fin



Gilchrist Olympio a déterré une nouvelle hache de guerre

jeudi 26 août 2010 - Depuis l'entrée dans le gouvernement togolais de la faction de l'Union des forces du changement (UFC) favorable à son fondateur, Gilchrist Olympio, plus rien ne va dans ce parti, hier encore drapé dans la mystique de l'opposition véritable au pouvoir en place à Lomé. Les déchirements se succèdent sans fin dans ce petit pays de la côte Atlantique, exacerbant quelque peu le schisme politique que traîne le pays depuis le premier coup d'Etat d'Afrique, qui a coûté la vie à Sylvanus Olympio, père de Gilchrist Olympio.

En fumant, en mai dernier, le calumet de la paix avec le clan Gnassingbé, Gilchrist Olympio a décidément déterré une nouvelle hache de guerre et a profondément divisé son parti politique, dans un contexte où les frustrations de la dernière élection présidentielle n'avaient pas été soldées. En effet, alors que son lieutenant, Jean-Pierre Fabre, candidat à ce scrutin de la division, au lieu d'être celui de la réconciliation et de l'apaisement des cœurs, s'évertuait, avec son groupe de fidèles, à contester les résultats avalisés du vote, le père du parti a simplement scellé l'alliance avec l'adversaire d'hier. Une position que ne lui pardonnent pas une bonne frange de sa famille politique, ainsi que nombre de Togolais, qui perçoivent la nouvelle posture du « leader charismatique de l'opposition » comme une trahison.

De fait, la perplexité avait déjà gagné les cœurs de ses aficionados bien avant le scrutin du 4 mars 2010, lorsqu'il a dû jeter l'éponge, sans soutenir fermement et formellement Jean-Pierre Fabre, son suppléant dans la course au fauteuil présidentiel. La case UFC n'était alors déjà plus une force d'unité et de changement. Les fissures se sont ainsi progressivement fait jour, jusqu'à la conclusion de cette paix des braves, qui se sera nouée sans l'assentiment du parti en tant que structure organisée, avec un pouvoir de décision collégial.

Mais voilà que le régime en place, plutôt que de laisser le parti gérer ses contradictions et aboutir, tôt ou tard, à sa scission formelle -déjà de fait- ou à sa réunification, s'en mêle, supportant un camp contre un autre. La police togolaise a manifestement été mal inspirée de sortir ses gaz lacrymogènes pour empêcher la tenue, ce 10 août, du congrès de l'UFC, tendance Fabre, en faisant, assure-t-on, plusieurs blessés. Et prendra sans doute maladroitement fait et cause pour la tendance qui siège au gouvernement, et qui projette de tenir, elle aussi, un congrès extraordinaire jeudi prochain. « Je ne vois pas pourquoi, alors qu'il y a un conflit dans un parti, le pouvoir en place prend position. Il n'a pas à reconnaître une faction du parti », a affirmé, à juste titre, Jean-Pierre Fabre, stigmatisant le fait que le gouvernement joue une faction contre une autre. Le moins que l'on puisse dire en tout cas, c'est que le torchon qui brûle entre clans rivaux de l'UFC n'a pas besoin, en plus, du tison du pouvoir en place. En attendant, c'est le mercure de la tension qui monte dans le thermomètre sociopolitique de ce pays, qui n'aura finalement pas réussi à taire les rancœurs, au lendemain de la célébration du cinquantenaire de son indépendance. Quel dommage, et quel gâchis, si l'ultime sacrifice du fils du premier président du Togo s'alliant à l'adversaire d'hier pour effacer le péché originel, ne résout rien ! **Serge mathias Tomondji Fasozine**

POLITIQUE Propositions du car pour une refondation de la République

Mercredi, 25 Août 2010 15:15 –

Dans une déclaration rendue publique le 22 avril 2010 à l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance du Togo, le CAR a déploré que 50 ans après son accession à la souveraineté internationale, notre pays soit dans l'état actuel de délabrement et a estimé impérieux que des solutions appropriées soient trouvées pour l'en sortir. Et c'est à cet effet que pour clôturer la déclaration, il a lancé un appel pour la refondation de la République.

Le parti se réjouit des échos favorables que l'appel a eu et continue à avoir auprès de nos populations qui y ont vu à juste titre une raison d'espérer en cette période morose où ne cesse de croître dans les esprits le doute sur l'avenir du pays.

I- POURQUOI UNE REFONDATION DE LA REPUBLIQUE ?

La République est à refonder parce que l'idéal qui la sous-tend a été compromis. La République est en effet d'abord une idée à remettre en selle dans le processus de la refondation.

L'idée républicaine

La République, en tant que, "chose publique", c'est-à-dire le "bien commun", comprenant les biens matériels et les outils institutionnels appartenant à l'ensemble des citoyens au niveau national ou local, se distingue de l'espace des biens privés des citoyens ou groupes de citoyens. Pour reprendre la formule de Philippe Seguin : «l'idée républicaine découle du principe selon lequel il existe un espace commun aux membres de la cité, c'est-à-dire aux citoyens : la vie publique se distingue de la vie privée».

Le moment où les citoyens réalisent que les gouvernants n'ont pas le droit de confondre les biens et outils du peuple avec leurs propriétés privées et se montrent déterminés à les en empêcher, constitue un moment crucial dans l'évolution d'un pays.

Cette mutation va toujours de pair avec l'émergence du besoin de la démocratie. Aucun citoyen ou groupe de citoyens n'a le droit de décider seul des modalités de gouvernance des biens matériels et institutionnels d'une communauté. Cette prérogative est du ressort de l'ensemble des membres de la communauté. Et c'est en cela qu'elle fait du citoyen le pivot de la République et de la démocratie. Le dirigeant de la République ou d'un de ses démembrements n'est légitime autant qu'il émane du consentement des populations.

Cela dit, il y a lieu de se demander où en est à ce jour la concrétisation de cet idéal dans notre pays.

L'échec des quatre Républiques

Le peuple Togolais a solennellement proclamé son option pour l'idéal républicain en décidant le 27 avril 1960 de s'affranchir de la tutelle étrangère pour prendre en charge son destin en s'affirmant comme étant désormais la source du pouvoir.

De 1960 à ce jour le pays a connu, avec l'adoption des constitutions datées du 14 avril 1961 du 9 mai 1963, du 9 janvier 1980 et du 14 octobre 1992, quatre Républiques proclamées chacune au départ, dans un climat d'enthousiasme entretenu par des promesses d'un Togo démocratique et prospère.

Ces engagements ont été tour à tour sans lendemain. Aucune des quatre Républiques n'a tenu ses promesses. Elles ont été toutes émaillées de violations graves des droits de l'homme, des principes démocratiques et des règles de bonne gouvernance.

L'histoire du Togo aura été surtout marquée par le système de la troisième République que feu le président Eyadéma a incarné de fait à partir de 1967 sur une période de près de 40 ans, Le peuple a cru y avoir mis fin en entrant dans la IV^e République par l'adoption de la Constitution du 14 octobre 1992 à l'appel de tous les partis politiques. La nouvelle Constitution n'a malheureusement vécu que sur du papier et a même été enterrée purement et simplement par le toilettage de 2002. De sorte que jusqu'à son décès en février 2005, le Général Eyadema a gouverné le pays suivant le même système basé sur l'Armée et sa branche civile, le RPT, au mépris du consentement des citoyens.

Le système, loin de disparaître avec le décès de son géniteur, lui a survécu. Il s'est même aggravé avec l'intensification des pratiques irrégulières de conditionnement du choix des électeurs. L'achat des consciences persiste avec une ampleur sans précédent. Les électeurs subissent des pressions énormes à voter pour le candidat-président sous peine de ne pas avoir accès aux emplois et marchés publics, aux infrastructures communautaires et autres avantages de l'Etat. Et ce n'est pas un fait du hasard si malgré le satisfecit décerné par ses observateurs au scrutin présidentiel de mars 2010, la communauté internationale continue à avoir du Togo une très mauvaise perception.

La conséquence c'est que l'économie a du mal à prendre d'envol, faute d'investissements lourds dans l'agriculture, le secteur industriel et autres domaines qui sont en mesure de générer des emplois et richesses susceptibles de profiter au gros des populations. Les infrastructures routières, scolaires, sanitaires sont dans un état lamentable. Le pouvoir d'achat des agents de l'Etat, des travailleurs du secteur privé, du monde rural a considérablement chuté. La misère est effrayante dans toutes nos villes et campagnes. La situation sociale est devenue si préoccupante que le pays peut exploser à tout moment ainsi qu'on en a pris la mesure à la virulence des manifestations populaires provoquées en juin dernier par l'augmentation du prix des produits pétroliers. Et c'est là tout le danger car un peuple qui ne croit plus à la possibilité de voir ses souffrances allégées par des voies pacifiques, s'abandonne irrémédiablement à l'idée qu'il ne lui reste plus qu'une seule alternative : la voie des armes.

II- COMMENT EVITER LE PIRE ?

Les observateurs de la situation du Togo sont unanimes sur la racine du mal profond dont le pays souffre. Elle tient aux incertitudes qui ont plané et continuent de planer sur les lendemains politiques du Togo. La Banque Mondiale vient de confirmer ce diagnostic dans son rapport récent du 07 juin 2010 dont il convient de citer un passage à titre illustratif.

«En tant que la première contrainte signalée par les entreprises au Togo, l'instabilité politique est une entrave majeure au développement du secteur privé. L'instabilité politique et l'incertitude qui en résulte rendent l'exploitation et l'expansion des entreprises risquées et coûteuses du point de vue des investisseurs, en particulier des investisseurs étrangers. Parallèlement, l'instabilité politique influence la gouvernance et, en conséquence, la capacité du gouvernement à entreprendre des réformes». Les acteurs

politiques togolais sont ainsi interpellés à s'accorder sur les réformes dont le pays a besoin pour instaurer une stabilité politique qui rassure les investisseurs et favorise son développement économique et social.

Cette interpellation s'adresse en tout premier lieu à l'ancien parti unique, le RPT car c'est lui qui a créé la situation actuelle par sa gestion calamiteuse. Et il doit d'autant plus en répondre que si cette situation persiste, c'est parce que le régime s'est employé depuis les élections législatives de 2007 à utiliser toutes sortes de manœuvres pour contourner la réalisation des réformes constitutionnelles et institutionnelles prescrites par l'Accord Politique Global en vue de sortir le pays de la crise. Il est temps que le RPT s'ouvre aux propositions venant des autres acteurs politiques.

III- PROPOSITIONS POUR LA REFONDATION DE LA REPUBLIQUE

Le CAR, pour ce qui le concerne, a élaboré, dans le cadre de son plan d'action pour la refondation de la République, des propositions sur les divers aspects institutionnels du pays. Ces propositions

- vont du statut du Président de la République et de celui du Parlement, des dispositions concernant le fonctionnement de l'Etat, le cadre électoral, la démocratisation des démembrements de la République ;
- aux mesures institutionnelles à prendre pour lutter contre la corruption, l'impunité, le détournement des deniers publics et les traitements discriminatoires en matière de nominations à la tête des sociétés d'Etat et des administrations centrales, dans l'accès à d'autres emplois publics à des marchés d'Etat et aux infrastructures communautaires ;
- en passant par le régime de protection des droits humains et des libertés fondamentales et les règles de composition et de fonctionnement des institutions de protection de l'Etat de droit (la Cour Constitutionnelle, la Cour des Comptes, les Cours et Tribunaux, la HAAC ...).

Le CAR tient à faire observer que parmi les réformes les plus attendues par nos populations, l'une des plus décisives est celle concernant la durée du mandat du Président de la République. Il est indispensable que la classe politique trouve en son sein sur ce point une solution consensuelle de nature à décriper les esprits sur les lendemains politiques du pays.

C'est pour cela que le CAR juge inacceptable l'arrangement flou intervenu entre l'UFC et le RPT lors de leur réunion du samedi 14 août 2010 sur le sujet. L'arrangement consiste à dire sans autre précision que le mandat présidentiel est d'une durée de cinq ans renouvelable une fois. Cet arrangement a de quoi inquiéter parce qu'il ouvre à l'occupant actuel du siège présidentiel, la voie à deux nouveaux quinquennats. Il pourra ainsi par l'effet de cet arrangement passer vingt ans à la tête du pays après les quarante ans de règne de son père. C'est là un véritable scandale pour la gouvernance d'un Etat républicain.

Le CAR exposera sa position sur le consensus acceptable sur la question et ses propositions concernant les autres points de réformes une fois que le cadre des discussions sera défini et installé.

Dans ce premier document servant d'introduction à ses propositions pour la refondation de la République, le CAR voudrait souligner les principes qui doivent être au centre des réformes et indiquer sa position au sujet du cadre des discussions.

A- Principes directeurs des réformes à opérer pour la refondation de la République

1. Les réformes à entreprendre doivent tendre avant tout à traduire dans la pratique politique le principe

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

fondamental selon lequel la gouvernance des biens matériels et les outils institutionnels "du peuple" doit être assurée "par le peuple" et "pour le peuple" ; étant entendu qu'une fraction du peuple n'est pas le peuple.

2. Le principe fondamental ainsi rappelé, signifie qu'étant donné que les citoyens ont en commun les biens et outils républicains, ils doivent se sentir tous impliqués dans la gouvernance du pays, directement ou à travers leurs élus du côté :

- soit du pouvoir qui a pour fonction d'administrer les ressources et outils communs et d'en répondre devant le peuple et les institutions habilitées à cet effet ;

- soit de celui de l'opposition dont la participation à la gouvernance du pays consiste à œuvrer à ce que le pouvoir ne s'adonne pas à des abus et arbitraires dans l'accomplissement de ses missions. L'opposition dispose à cet effet des droits qui lui sont reconnus par la République, notamment des prérogatives dont doivent jouir ses élus au Parlement. Il en est ainsi du droit de contrôle et de critique de l'action gouvernementale, du droit d'approuver au préalable des nominations à un certain nombre de fonctions et emplois d'Etat ou d'autres actes du gouvernement.

3. La reconnaissance républicaine du rôle à jouer par l'opposition par le canal de ses élus, aux côtés de celui assigné au pouvoir, comporte d'importantes implications pour les réformes à opérer. C'est à la mesure du contenu de ce rôle à travers les prérogatives dévolues au parlement et par ricochet aux élus de l'opposition que doit s'apprécier l'effectivité de la démocratie au Togo.

C'est pour cela qu'il importe de renforcer, dans le cadre des réformes à mener, les pouvoirs du Parlement. Les élus de l'opposition pourront ainsi, entre autres innovations à promouvoir, juger de la compétence et de la probité des personnes appelées à gérer les biens et outils républicains. Ils pourront, dans la même logique, contribuer à lutter contre les traitements discriminatoires des citoyens et des localités en matière d'accès aux emplois ou marchés publics et dans le domaine d'implantation des infrastructures communautaires. Il en irait ainsi des nominations :

- des membres du Gouvernement,

- des directeurs et membres des conseils d'administration des sociétés d'Etat (Port, Togo Télécom, SNPT, CEET, etc.), - des administrations centrales (Douanes, Impôts etc.),

- des présidents et membres des institutions clés de la République (Cour Constitutionnelle, Cour des Comptes, Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, Cour Suprême, Cours d'Appel, etc.).

Il importe de revoir à cet effet, les conditions d'exercice des prérogatives parlementaires ainsi que les dispositions régissant la composition et le fonctionnement des commissions permanentes.

4. La consécration républicaine de l'idée que le pouvoir et l'opposition jouent des rôles différents mais complémentaires dans la gouvernance des biens matériels et des outils institutionnels du pays, doit culminer en outre des réaménagements institutionnels visant à améliorer dans l'intérêt du pays, les relations entre le pouvoir et l'opposition. Il faut reformer dans cette optique la charte et le régime du financement public des partis politiques.

5. Au titre des mesures d'assainissement et de stabilisation du climat politique, la co-gouvernance républicaine peut être renforcée en système de cogestion par l'inclusion de l'opposition dans l'administration du pays sur des bases à définir par des dispositions constitutionnelles.

6. Dès lors que les deux bords de gouvernance de la République ont par ailleurs en partage l'idée qu'ils œuvrent pour le bien commun et non pour des intérêts privés, ils doivent pouvoir régler par la voie du dialogue leurs divergences. Il faut donc promouvoir par des dispositions institutionnelles appropriées la méthode républicaine de règlement par le dialogue des conflits afférents au fonctionnement de la démocratie.

7. Le citoyen devant être le pivot de la République et de la démocratie en tant que faiseur des dirigeants, il importe qu'il soit formé et outillé pour assumer une telle responsabilité par des mesures nécessaires à cet effet notamment l'instruction pour tous, la promotion de la culture démocratique et politique, le soutien à la presse, aux organisations de la société civile et aux autres institutions de vulgarisation de l'idéal républicain.

Les principes directeurs des réformes une fois rappelés, il convient de passer à la détermination du cadre des discussions.

B- Le cadre de discussions

Le CAR considère qu'il faut, par respect de l'autorité attachée à l'Accord Politique Global revenir au Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC) tel qu'il a été mis en place par le décret pris le 14 mai 2007 par le Gouvernement d'Union Nationale en application de l'APG.

Le CAR ne trouve pas toutefois d'inconvénient à ce que le CPDC soit élargi sur la base de critères à arrêter d'un commun accord par les participants définis par le décret du 14 Mai 2007.

Le CAR estime que la structure d'échanges convenue par le RPT et l'UFC dans leur accord du 26 mai 2010 est de portée purement interne à ces deux formations et ne saurait en aucun cas se substituer au CPDC, seul qualifié pour connaître des discussions portant sur des questions d'intérêt national.

Fait à Lomé, le 19 août 2010

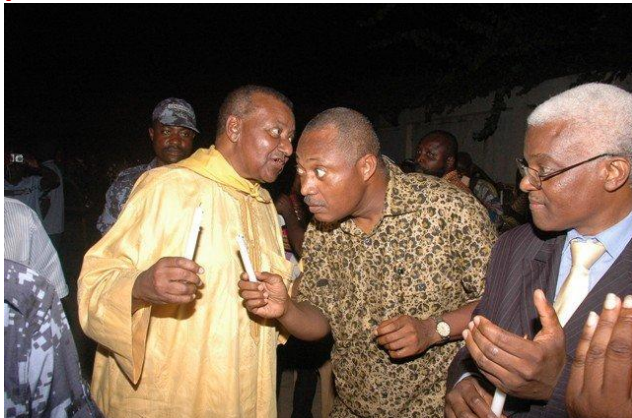
Pour le CAR

Le Président National,

Me Paul Dodji APEVON

© AFRISCOOP.COM

POLITIQUE Contestation de la gouvernance Et si les pros-Fabre créent enfin leur parti !



Gilchrist et Jean-pierre Fabre lors d'une veillée au domicile de Sylvanus Olympio le 26/04/2010

Dimanche 22 août 2010 par [Jacques GANYRA](#), © AfriSCOOP - ([AfriSCOOP Lomé](#)) — Les rumeurs politiques les “plus folles” à Lomé tournent actuellement autour de la probabilité du prochain lancement d’une formation politique par les pros-Fabre. Le sujet est loin d’être banal. Ce samedi, le parti au pouvoir a encore empêché la tenue de la 21ème marche de contestation du Frac (Front républicain pour l’alternance et le changement). L’alibi invoqué par le pouvoir de Lomé pour justifier cette démarche reste le même : l’Ufc tendance Fabre n’est pas reconnue par les textes qui organisent la vie des partis politiques. Sans le manteau de l’Ufc, ne peut-on pas contester la gouvernance du Rpt au Togo ?

Jean-Pierre Fabre et ses irréductibles doivent nager actuellement dans un dilemme : faut-il continuer à contester à Gilchrist Olympio et à ses acolytes la légalité de la recomposition du Bureau national de l’Ufc ou se démarquer une fois pour toutes de « Fo Gil » en créant leur propre formation politique ? Devant la position de plus en plus intransigeante du Rpt face aux contestations du Frac, la seconde option devrait davantage être mieux étudiée par l’ancien secrétaire général de l’Ufc et ses proches collaborateurs. Les raisons pour lesquelles le camp Fabre nourrira beaucoup de regrets en abandonnant définitivement le navire Ufc sont assez faciles à deviner : c’est au nom de cette formation politique emblématique que M. Fabre a pris part à la présidentielle du 04 mars dernier ; même s’il a au passage reçu l’onction du Frac qui rassemblait sous la même coupole l’association « Sursaut-Togo » de Kofi Yamgnane et divers partis politiques. Se départir du manteau Ufc équivaldrait essentiellement pour J.-P. Fabre de laisser tomber un majeur motif de contestation des résultats de la présidentielle du 04 mars comme le Frac l’a fait durant 20 marches hebdomadaires depuis la proclamation des résultats provisoires du scrutin présidentiel de mars dernier par la Ceni (Commission électorale). Bien évidemment, il n’est pas impossible d’appuyer sur l’accélérateur de la contestation précitée avec un nouveau parti. Mais de tels mouvements de revendication perdront forcément de leur superbe. Sans oublier que la plupart des marchandages politiques en cours au Togo se déroulent suivant l’esprit de l’Apg (Accord politique global du 20 août 2006) dont l’Ufc est l’un des principaux signataires. Tourner le dos à cet Apg, c’est aussi se fermer les portes des éventuelles négociations sous la férule du facilitateur du dialogue inter-togolais, B. Compaore.

Face à la machine Rpt qui a dorénavant donné son onction à l’Ufc des pros Gil, faut-il cependant réfléchir à longueur de journées avant d’opérer un choix stratégique ? L’époque de “l’inaction” du pouvoir de Lomé

face aux veillées et marches hebdomadaires du Frac est de toute vraisemblance passée. Le Rpt ne se met en réalité qu'au diapason de la nouvelle vision politique de M. Olympio qui a mis en veilleuse les pressions populaires au profit d'une négociation directe avec les tenants du parti des Gnassingbé. Une position que ne partage pas l'Ufc tendance Fabre qui n'est pas près de renouer le fil du dialogue avec « Fo Gil ». Entre le marteau de la poursuite des négociations politiques sous le voile d'un parti partie à l'Apg et l'enclume de la nouvelle intransigeance de M. Olympio, Jean-Pierre Fabre et ses complices sont bien dans une posture peu enviable... Face à la paupérisation qui reste statique en terre togolaise, il est à fort parier que les dizaines de milliers de Togolais des deux sexes qui se reconnaissent dans la contestation de la gouvernance de leur pays par le Rpt ne vont pas hésiter un seul instant avant de se ranger derrière l'éventuel nouvel étendard politique de M. Fabre. Car, non seulement les partisans de l'avènement hic et nunc de la démocratie en République togolaise continuent de voir en M. Fabre l'incarnation de leurs profondes aspirations, mais aussi l'Ufc version Gil n'est dorénavant qu'une coquille vide. L'organisation du congrès extraordinaire du 12 août par les pros-Olympio en a largement donné des preuves. Le feuilleton Ufc est ainsi loin de livrer son dernier épisode. Pour l'heure, son scénario est à l'avantage du fils du père de l'indépendance togolaise.



POLITIQUE Marche empêchée du FRAC ce samedi : la gendarmerie tire des grenades lacrymogènes sur des journalistes

[8/21/2010] - Ce matin, la gendarmerie a tiré à bout portant des gaz sur nous alors que nous étions en groupe pour la couverture. Heureusement pour nous que le gaz n'a pas explosé si tel était le cas on déplorerait des blessés parmi nous. Face à cette tournure, plusieurs confrères, sous la peur, ont décidé de rentrer, car nous sommes maintenant devenus la cible des forces de sécurité qui nous assimilent à des manifestants, alors qu'on ne voit plus les responsables politiques en tête du mouvement, confié un confrère. « Nos gaz ne vont plus faire de distinction entre les journalistes et les manifestants », disait-il en substance.

Les forces de sécurité togolaise ont mis en exécution leur menace en direction de la presse togolaise qui couvre les manifestations du FRAC, en tirant ce matin, des grenades lacrymogènes sur les journalistes alors que ces derniers étaient identifiables par leurs gilets. C'est depuis la semaine dernière que l'un des responsables de la gendarmerie avait menacé les journalistes de tir de grenades lacrymogènes arguant que notre présence excite les manifestants.

Pour pouvoir réprimer sans circonspection la population, la gendarmerie évite les yeux indiscrets et encombrants que nous sommes devenus, nous les journalistes et les agents du HCDH. Quand nous sommes sur une rue, elle fait preuve de retenue dans la dispersion des manifestants mais là où il n'y a pas de journalistes les bastonnades et autres abus en direction de la population double d'intensité. Autant nous contraindre à abandonner la couverture pour rendre les compte aux récalcitrants.

Si à la présence des leaders du FRAC sur les lieux des manifestations qui deviennent de plus en plus rares s'ajoutent l'absence des journalistes, doublée d'une forte répression des forces de l'ordre, on peut conclure sans risque de se tromper qu'on tend vers l'essoufflement de la contestation.

Ce matin, on n'a vu aucun leader à Bè Kodjindjin, lieu de départ de la marche. On nous a cependant signalé le passage de Me Abi Tchessa et une apparition éclair de Eric Dupuy.

Une source non officielle a estimé que Jean-Pierre Fabre n'est pas venu aujourd'hui à la manifestation, c'est parce qu'il n'est pas présent sur le territoire national. La source estime qu'il est en visite chez Blaise Compaoré. **mo5-togo.com**

POLITIQUE Un comité Gilchrist Olympio-RPT pour des élections locales aménagées !



Quarante-huit heures après le congrès controversé de l'UFC- section Gilchrist Olympio, ce dernier accompagné de trois de ses nouveaux lieutenants ont rencontré des responsables du RPT pour définir l'objet et la teneur des discussions bipartites qui doivent meubler les travaux du Comité de suivi de l'Accord du 26 mai 2010 entre Gilchrist Olympio et Solitoki Esso, secrétaire général du RPT dont le mandat à la tête de ce parti a expiré depuis quelques temps.

Par Daniel LAWSON-DRACKEY

Gilchrist Olympio, une caution pour les forfaitures électorales prochaines

[Les points inscrits](#) à l'ordre du jour des séances du comité de suivi de l'accord Gilchrist Olympio-RPT dénotent de l'incapacité des nouveaux amis du pouvoir à comprendre les stratagèmes de leur interlocuteur principal en la personne de Pascal Bodjona assisté de Fambara Natchaba rappelé à ses amours de bluffeur impénitent.

Les élections locales que la communauté internationale presse le gouvernement togolais à organiser au plus tard au premier trimestre 2011 sont perçues par le pouvoir RPT comme un tocsin pouvant confirmer davantage l'assise impopulaire du régime dans le pays. Pour troubler le jeu politique, le pouvoir n'a trouvé mieux que de vouloir imposer l'UFC qui reste le seul parti politique de l'opposition capable de s'imposer dans les locales. En semant la division au sein de l'UFC, les populations vont sûrement sanctionner les candidats amis de Gilchrist Olympio ; les partisans de Fabre n'auront pas le temps de s'offrir une visibilité politique propre en ce sens qu'ils ne pourront plus se présenter sous les couleurs de l'UFC, mais sans aucun doute sous la bannière d'un nouveau parti que le ministère de l'administration territoriale n'est pas prêt à accepter et à enregistrer avant ces élections. Dans tous les cas, le régime veut tout faire pour embrouiller les populations et démobiliser les électeurs de l'opposition, afin de profiter de la division, de la désaffection et du renoncement des électeurs de l'UFC.

Quant au Sénat qui sera mis en place après les locales, le pouvoir a déjà garanti la présidence à Gilchrist Olympio avec tous les honneurs, au grand dam d'un Edem Kodjo de la CPP qui attend ce poste avec

Association CVU-Togo-Diaspora
 Les Services du CVU-Diaspora-International
 Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

impatience. Presque tous les vieux leaders seront cooptés par la présidence pour siéger au Sénat. Une nouvelle guerre de chefs pointe à l'horizon, avec à la clé un président honoraire de la CPP rancunier et ne souffrant d'aucune humilité à se mettre en vedette là où il est appelé.

Pour le reste des attributions dévolues à ce comité, il est fort à parier que le CPDC ne se laissera pas abattre par un club de nouveaux amis qui cherchera à envoyer Savi de Tové et ses amis aux calendes grecques ; un partenariat de deux partis ne pouvant se substituer à un conglomerat de représentants de la société civile, de la chefferie traditionnelle, des partis politiques et des confessions religieuses.

Un Comité de suivi bancal et illégal

S'il est vrai que le Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC) auquel s'accroche Jean-Lucien Savi de Tové n'est qu'un rassemblement qui s'illustre plus pour les jetons de présence que pour des idées judicieuses pouvant sortir le pays du marasme socio-politique, il est aussi vrai que le comité de suivi de l'Accord RPT-UFC est un club d'émeutiers et de faussaires rompus aux échafaudages politiques grossiers et nauséabonds. Que Fambaré Natchaba du RPT retrouve enfin la lumière, c'est avant tout pour narguer Gilchrist et ses amis. Quant à Me Djovi Gally qui veut plaire au RPT pour qu'on lui laisse la mairie de Lomé, le pouvoir n'a pas encore oublié ses insultes et ses invectives dans l'affaire Kpatcha Gnassingbé, et attend de voir jusqu'où il peut aller dans ses turpitudes. L'on s'attendait à le voir inscrire ce dossier à l'ordre du jour du Comité, mais il a aujourd'hui d'autres soucis. Le protubérant Elliot Ohin s'affuble de nouvelles charges, dépouillé qu'il est par son prédécesseur commis à ses vraies fonctions de ministre des affaires étrangères. Isaac Tchiakpé, ancien majordome de Gilchrist Olympio devenu porte-parole et enfin conseiller spécial du président déchu de l'UFC, n'a jamais été membre de ce parti. Ce beau-fils de feu Yaya Malou a attendu son heure et a joué un véritable rôle d'indigène pour le pouvoir dans l'entourage de Gilchrist Olympio. Ayant juré d'avoir la peau de Jean-Pierre Fabre, il se complaît aujourd'hui dans des forfanteries couplées de vulgarités qui illustrent la simplicité et l'étroitesse d'esprit d'un personnage abonné aux dessous de table.

Ressentiments et murmures au RPT

Comme à l'UFC avec les derniers remous, le RPT n'est pas en reste : des voix, non pas des moindres, à défaut de s'élever pour réclamer un réaménagement des instances du parti par un congrès, murmurent en catimini l'accaparement du parti par certains barons qui ne veulent pas passer la main et s'accrochent impunément aux privilèges avec de faux espoirs et discours à l'endroit d'une jeunesse de ce parti condamnée à ronger son frein dans les salles d'attente des ministères. Nommé ministre d'Etat, Solitoki Eso est aujourd'hui désavoué par certains cadres et jeunes du parti qui n'ont pas digéré le rappel de ce vieux briscard ainsi que son compère Andjo Tchamdja dans le gouvernement. L'on se demande dans les coulisses du siège s'il n'y a plus d'autres compétences au RPT que ces deux messieurs qui se sont beaucoup sucé sous Gnassingbé père. Pire encore, le mandat de Solitoki Eso est arrivé à expiration depuis quelques mois, mais le Bureau politique miné par des luttes de leadership et de clans autour de Faure Gnassingbé se terre dans un mutisme. Plusieurs jeunes du parti sont désabusés d'avoir battu campagne pour le RPT malgré l'environnement socio-politique qui ne leur était pas favorable. Ils se disent déçus d'avoir bravé railleries et hostilités à travers le pays pour soutenir un parti vomé et décrié par toutes les populations sur toute l'étendue du territoire national.

Par Daniel LAWSON-DRACKEY
La rédaction letogolais.com

POLITIQUE Y a-t-il un Ministère de la Défense au Togo ?

« Le savant n'est pas l'homme qui fournit les vraies réponses ; c'est celui qui pose les vraies questions » (Claude Levi-Strauss ; Le Cru et le Cuit)

Dans la nuit du mercredi 18 août, le journal de 20 heures de la TVT a présenté un communiqué relatif à l'incident qui s'était produit huit jours plus tôt à l'occasion du Congrès extraordinaire du Bureau national de l'UFC, entre un militaire français et un reporter du quotidien « Liberté ». Ce communiqué était signé du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.



En effet, depuis le temps d'Eyadéma, il existait un Ministère de la Défense qui sera étendu plus tard aux Anciens Combattants. Eyadéma en a été pendant quelques années le titulaire, avant de le céder à quelques civils, notamment Aboudou Assouma et Bouraïma Inoussa. A l'arrivée de Faure en 2005, son frère Kpatcha Gnassingbé sera nommé Ministre de la Défense et des Anciens Combattants. Au bout de deux ans, un remaniement ministériel le bouterait hors du Gouvernement et le département sera rattaché à la Présidence de la République, c'est-à-dire que jusqu'à la formation du dernier Gouvernement, Faure Gnassingbé sera le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants cumulativement à son poste de Président de la République. Depuis le 28 mai 2010 que le Gouvernement Hounbo II a été formé, les Togolais ont constaté qu'il n'y a plus de Ministère de la Défense et des Anciens Combattants au Togo. Nulle part sur la liste officielle des nouveaux Ministres publiée par le quotidien national, on ne peut trouver de titulaire d'un tel département, bien qu'il y ait une armée chargée de la défense du Territoire. La grande question pour nous aujourd'hui est de savoir, qui est ce Ministre invisible de la Défense et des Anciens Combattants tapi dans l'ombre. Ensuite, on aimerait savoir qui a imaginé et conçu un tel texte signé tout simplement de la dénomination d'un Ministère fictif. Ce qui nous préoccupe pour notre part dans le présent texte, c'est de saisir cette opportunité pour montrer par A+B, comment ceux qui prétendent être aux affaires, dirigent notre pays. Soit dit en passant, au lieu de se taire carrément, c'est après huit (8) jours, lorsque la tension aura baissé et que cette affaire semble amorcer son virage vers les oubliettes après tout le tollé et la désapprobation suscités jusqu'en France, que l'on retrouve la langue pendue pour faire du bruit. Pourquoi avoir si longtemps gardé le silence ? On est tenté de se demander si ce n'est pas, parce qu'il y a trois jours, nous faisions allusion au silence de cimetière observé par les autorités qu'on a cru nécessaire d'en sortir.

Revenons sur l'absence d'un Ministère de la Défense. A quoi cela peut-il être dû ? Ce peut être un oubli ; ce qui est grave. Ce peut aussi être fait sciemment puisqu'au Togo, l'esprit rétrograde pousse nos dirigeants à tourner en rond, à diriger le Togo comme un village, à se livrer à des jeux futiles et ridicules. A supposer que ce soit le premier cas, il faut dire que des hommes politiques ont été les premiers à le dénoncer à la formation du gouvernement. La presse entrera plus tard dans la danse. Nous ne sommes pas étonné que ce soit un oubli non corrigé malgré le rappel. Car au Togo, les autorités ne savent pas avoir le courage de reconnaître leurs erreurs et lacunes pour évoluer dans le sens du bien. Elles croient tout savoir et tout maîtriser, même si elles ne savent rien ou ne maîtrisent absolument rien. La politique, tout en n'étant pas une science exacte, n'est pas non plus du domaine de l'approximation. Est-il possible d'être conscient de l'inexistence d'un département ministériel, puis oser s'en servir pour des communiqués ? Voilà la vraie question ! Décidément, on aura tout vu dans ce pays où le pouvoir tant prisé et vénéré sous d'autres cieux, est tombé dans la rue, exercé par n'importe qui. Et c'est vrai que, lorsque Dieu décide de t'abandonner et de te conduire à la perte, il t'ouvre les portes à toutes les incongruités.

Par Alain SIMOUBA - LIBERTE HEBDO TOGO

Association CVU-Togo-Diaspora
 Les Services du CVU-Diaspora-International
 Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

© AFRISCOOP.COM

POLITIQUE L'Accord Olympio-RPT en marche ? Togo Voici la stratégie 2010-2012 du pouvoir de Lomé...



Faure Gnassingbé et Gilchrist Olympio

Mercredi 18 août 2010 par [Francis AMOUZOU](#), © [AfriSCOOP](#) - ([AfriSCOOP Lomé](#)) — **Gilchrist Olympio persiste et signe. Plus question pour lui de perdre du temps après l'organisation par ses proches collaborateurs et lui-même d'un Congrès extraordinaire (le 12 août) parallèle à celui des pros-Fabre deux jours plus tôt. Ce 14 août, « Fo Gil » s'est donc mis dans la peau du président du Comité de suivi de l'Accord Rpt-Ufc (version Gil), Comité qui a tenu sa première rencontre en terre togolaise. Sans toutefois déflorer les sujets sur lesquels il est le plus attendu.**

« Cadre électoral, redécoupage électoral, organisation d'élections locales avec le fichier existant, mise en place d'un Sénat (au parlement après les locales), réformes politiques, condition d'éligibilité (à la présidentielle), durée et limitation du mandat présidentiel et recomposition de la Cour constitutionnelle ». Ce sont les principaux sujets indexés par le Comité de suivi de l'accord Rpt-Ufc (intervenu le 23 mai dernier à Lomé) et qui « qui feront l'objet de discussions approfondies à mener ultérieurement ». C'est en substance ce qui ressort de cette première grand-messe du Comité cité dans les lignes antérieures. Les pros Gil à l'Ufc et le Rpt ont vu les choses en grand à la faveur de cette première rencontre. Les deux parties ont pris le soin d'envoyer aux discussions des représentants qui ont l'habileté de bien tourner la langue, et surtout qui ont pris l'habitude de tourner casaque sur l'échiquier politique national. Fambara Ouattara Natchaba et Pascal Akoussoulélou Bodjona représentaient le bureau politique du Rpt alors que Me Djovi Gally, Elliott Ohin et Isaac Tchiakpé incarnaient la nouvelle vision politique du fils du père de l'indépendance togolaise.

Commentaire

Face aux diverses urgences (sur divers fronts) auxquelles est confronté le Togo, fallait-il procéder à une prise de contact dans le cadre du Comité précité sans commencer à débattre des sujets brûlants énumérés ? Difficile d'apporter des nouvelles fraîches aux Togolais en leur disant tout juste que les acteurs ci-dessus cités « ont réaffirmé au cours de leur première rencontre dans ce Comité leur volonté de travailler collégialement pour le bonheur des populations togolaises ». Pour des politiques qui se connaissent déjà plus ou moins, on pouvait faire l'économie de ces civilités. A regarder de plus près cette nouvelle dynamique enclenchée par "l'ancien leader charismatique de l'Ufc", elle vise tout simplement à faire fermer définitivement, par le Rpt, la voie de la contestation des résultats du scrutin du 04 mars 2010 au Frac, et plus singulièrement à sa majeure composante, les pros-Fabre. M. Olympio, dans cette logique, continue alors de savourer sa revanche sur ses anciens irréductibles collaborateurs. Il suffira tout juste au Rpt d'étaler des arguments selon lesquels il ne reconnaît dorénavant qu'une seule Ufc (celle des pros-Olympio) pour interdire les manifestations hebdomadaires du Frac. Ainsi donc, pendant que les sujets de discussion sus-cités seront progressivement épluchés, le parti au pouvoir mettra tout en place pour gagner le maximum de temps et faire pencher la balance en sa faveur ; l'épée de Damoclès de la pression sociale qui pèse sur lui depuis de longs mois n'existant plus !!! Devant un Gilchrist usé par la lutte politique et des collaborateurs que le Rpt va s'efforcer de séduire par des pièces sonnantes et trébuchantes, on aura vite fait de remettre aux calendes grecques la recherche de solutions idoines aux maux politiques qui minent le Togo. Pour tromper les apparences et flouer la communauté internationale, le pouvoir en place à Lomé va concéder la nomination de nouveaux proches de Gil dans les directions de sociétés d'Etat ou dans des ambassades ; après avoir, bien évidemment, pris soin de s'assurer que ces nominations n'auront aucune incidence sur son appareil étatique à l'étranger et au Togo. Du coup, les élections locales vont frapper aux portes des Togolais sans qu'ils ne s'en rendent compte. Le Rpt va encore les gagner (comme d'habitude !!!) et préparer le terrain à l'organisation des législatives de 2012 avec des représentants locaux et désormais légaux (!!) acquis à sa cause... Bonjour alors la continuité de la tyrannie du plus fort et du plus riche. Gil Olympio pourra continuer ses marchandages si le cœur lui en dit...



POLITIQUE PSR : « Si le gouvernement devient si virulent c'est parce que nos actions lui portent des coups durs »

[8/18/2010] - **Le Togo est dans une situation de régression sans précédent de l'Etat de droit en construction. Les membres du gouvernement, de façon délibérée, se livrent à une violation permanente de la Constitution. Le président de la République, ajoute à la fraude électorale une trahison manifeste du peuple togolais. Le gouvernement pousse l'armée togolaise notamment la gendarmerie à se comporter comme une armée d'occupation. Ce sont ces constats qui ont poussé le Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR), le parti de Abi Tchessa a organisé cet après-midi à Lomé une conférence de presse**

La rencontre avec la presse était animée par le professeur Komi Wolou, le porte-parole du parti. Selon le parti, notre Constitution garantit la séparation des pouvoirs. Il en résulte que le gouvernement ne peut se substituer au pouvoir qui juge. Pendant longtemps, déclare le PSR, on a soupçonné le gouvernement d'instrumentaliser la justice. Comme si cela ne suffisait pas, il a décidé d'enfreindre ouvertement le principe de la séparation des pouvoirs. Contre toute attente, dans le conflit qui oppose deux courants au sein de l'UFC, en violation de toute règle élémentaire de démocratie et du bon sens, « le gouvernement prend position en faveur de l'une des parties et se livre à une répression contre l'autre ».

Cette attitude, note le PSR, ne correspond nullement à la mission d'un gouvernement. S'il était établi que cette querelle interne était de nature à porter atteinte à l'ordre public, ce qui n'est pas le cas, « le gouvernement pouvait suspendre les activités des deux fractions en attendant une solution judiciaire ou à l'amiable ». En prenant position, poursuit le PSR, en faveur de l'une des fractions, il a exercé « l'office de juge » et par conséquent il y a atteinte au principe de séparation de pouvoir.

Il a également dénoncé la violation du droit de propriété des citoyens reconnu par l'article 27 de la Constitution et de la mission des forces de sécurité, stipulé par l'article 49 de la loi fondamentale.

Face à ses violations, M. Wolou déclare solennellement à l'endroit des forces de sécurité « que nous sommes des Togolais, à la recherche du mieux-être pour tous les citoyens. Ils n'ont pas le droit de nous traiter comme des ennemis. Nous serons fiers d'avoir une armée républicaine citée en référence dans la région ».

M. Wolou a continué par une série de questionnements.

-A l'endroit du chef de l'Etat, qui a juré de défendre la Constitution, quel est le sens et quelle est la portée de votre serment ?

-Aux forces de sécurité, quelle est votre mission ? Protéger les citoyens dans leurs personnes et dans leurs biens ou être au service d'autres causes ? Voulez-vous être un instrument d'oppression ?

-Aux députés de toute tendance politique, est-il conforme à votre vocation de continuer à faire confiance à un gouvernement qui se donne pour mission de brimer les citoyens qui vous ont élus ?

-Aux membres de la Commission Vérité-Justice et Réconciliation (CVJR), est-il possible que la réconciliation se fasse en présence des constats avérés que nous venons de faire ? si votre réponse est non, alors dites ouvertement au gouvernement qu'il est sur la mauvaise voie et mettez fin à cette mise en scène machiavélique. L'histoire pourrait aussi retenir votre responsabilité.

-A tout citoyen, que fais-tu pour que ton pays devienne un Etat de droit dans lequel la Constitution et les lois sont respectées ?

-A la communauté internationale, avez-vous raison de faire confiance à ce gouvernement. ?

Il est aussi revenu sur la restriction des libertés de manifestation et de culte par l'interdiction de la prière organisée par le FRAC. « Si le gouvernement devient si virulent c'est parce que nos actions lui portent des coups durs », a martelé M. Wolou, en réponse à une interrogation d'un confrère journaliste. **mo5-togo.com**



POLITIQUE Dis-moi qui te gouverne, je te dirai ...

Mercredi, 18 Août 2010 01:30 - « Un père a deux vies : la sienne et celle de son fils » (Jules Renard)

Le Togo que tout le monde voit aujourd'hui, 50 ans après son indépendance dans son piteux état, était un pays pourtant promis à un bel avenir. Son premier Président était un nationaliste qui avait ardemment combattu l'impérialisme européen. Il nourrissait entre autres ambitions pour son pays, de le sortir progressivement du giron de la France et de le doter de sa propre monnaie. Projet audacieux qui, dit-on, aura précipité la mort de Sylvanus Olympio, œuvre, dit-on, de la puissance tutélaire. Beaucoup n'ont sûrement pas oublié ce nom très lié à son assassinat : Métrier, officier français des années 60.

Sylvanus Olympio ne voulait pas d'endettement pour son pays et il tenait à ce que les citoyens travaillent pour s'autosuffire, d'où il avait remboursé à la France les dettes du Togo en peu de temps. Des sources rapportent qu'une bonne partie de ses projets pour le Togo, a été trichée par celui qui avait revendiqué son assassinat. Il s'agirait notamment du Port autonome de Lomé, du Grand marché de Lomé, du Stade omnisports de Lomé, de la CEDEAO, pour ne citer que ceux-là. Pour beaucoup, si Olympio n'avait pas été tué très tôt, très peu de pays dans la sous-région, voire en Afrique, tiendraient la comparaison face à l'ancienne « Musterkolonie ». Après Kléber Dadjo et Nicolas Grunitzky, arriva Etienne Eyadéma qui aura passé en tout et pour tout 38 ans à la tête du pays. Viendra en 2005, à sa mort, son fils Faure Gnassingbé. Sur les 50 ans d'indépendance du Togo, en tout 43 ans ont été brûlés par un père et son fils. Mais alors, que nous ont-ils rapporté ? Une expatriée qui écrivait en 2008 à l'une de ses relations en France quelques jours après avoir atterri à Lomé, son nouveau poste, déclarait ceci : « Lomé n'a pas de grandes tours, ni d'immeubles. Elle ressemble à un gros village ». Si l'on compare la capitale togolaise d'aujourd'hui à ce qu'elle était aux premières heures de l'indépendance, c'est-à-dire dans les années 60, on est à l'aise pour dire que le Togo, pendant 43 ans aura cessé de se construire. Car nul ne pouvait imaginer qu'après 50 ans, Lomé puisse ressembler encore à un gros village.

Plus loin, l'expatriée qui sait observer, déplore : « La ville est sale, voire dégoûtante, gluante, visqueuse, surtout au moment des fortes pluies, puisque les égouts n'existent pas, tout flotte, c'est indescriptible. Lomé se distingue par son organisation désordonnée, peu d'axes goudronnés surtout en mauvais état et des rues en sable. Les Togolais conduisent en évitant les trous, vous doublent sur votre droite, ne s'arrêtent pas aux feux, ni au stop. Il faut être très attentif au volant. On finit par faire comme eux : griller les feux et s'imposer ». Un point cependant positif relevé par celle-là : « Les Togolais sont très sympathiques, gentils et souriants, sans agressivité ». Sans vouloir donner l'impression de manquer d'attachement à la mère patrie, j'ose me demander, si plus de deux ans après, la même personne serait prête à confirmer le constat, car les dirigeants de ces dernières années ont fait perdre aux citoyens togolais tout ce qui faisait leur fierté et les distinguait des autres. Ils sont devenus faux dans tout : sourire, rire, pleurs, amitié, sincérité, etc.

Sous Eyadéma comme sous son rejeton, le Togo est resté le même. Un régime fondé sur le culte de la personnalité, la répression sauvage, l'hypocrisie, le mensonge, le gaspillage, le pillage des ressources du pays, l'impunité. C'est la promotion de la médiocrité, le népotisme. Les marchés sont confiés à des parents, des relations au lieu qu'on recoure à la compétence, à la qualité et à l'excellence. L'état des rues et des routes du pays en dit long sur le système de gouvernance. On déclare une fausse guerre à la corruption, puis, l'on œuvre hypocritement à sa survie. On parle de réconciliation mais on fait la promotion de la haine, de la division. On promet de faire des élections à la ghanéenne, puis basta ! Dis-moi qui te gouverne et je te dirai d'emblée ton niveau de développement. Au Togo d'aujourd'hui, Etienne et Faure n'ont jamais été préoccupés par le remboursement des dettes, mais plutôt par leur accumulation. Un bon dirigeant a de l'ambition pour son pays et ne se remplit pas les poches. **Alain SIMOUBA**

LIBERTE HEBDO TOGO

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

POLITIQUE Mémoire sur la situation actuelle au Togo

Le présent mémoire fait le point sur les derniers événements politiques au Togo, créés par l'ingérence inacceptable du gouvernement dans les affaires internes de l'Union des Forces de Changement (UFC). En effet, au sein de l'UFC, un conflit oppose M. Gilchrist Olympio au Bureau National qui l'a exclu provisoirement pour fautes lourdes après la signature d'un accord avec le RPT sans l'aval du Parti.



Pour mettre fin à ce dysfonctionnement, le Bureau National de l'UFC a décidé de convoquer un Congrès extraordinaire. Par lettre en date du vendredi 30 juillet 2010, le Bureau National a informé le Ministre de l'Administration Territoriale et son collègue de la Sécurité qu'il organise, conformément aux prérogatives que lui confèrent les statuts du Parti, un congrès extraordinaire le Mardi 10 août 2010.

Le lundi 9 Août 2010, veille du Congrès, soit douze jours après la réception de ce courrier, les Ministres Bodjona et Titikpina cosignent une lettre dans laquelle ils informent le Bureau National de l'UFC que Monsieur Gilchrist Olympio, ex-président national de l'UFC, organise lui aussi un congrès extraordinaire le jeudi 12 août 2010 et que « la seule convocation régulière du congrès extraordinaire de l'UFC est celle revêtue de la signature du président national, en l'occurrence celle du 12 août 2010. ».

Les deux ministres, ayant visiblement compris qu'ils ne pouvaient légalement empêcher le Bureau National de tenir ses assises, ont conclu leur lettre en l'exhortant à « une nécessaire concertation » avec Monsieur Gilchrist Olympio.

Le 10 Août 2010 au matin, date du Congrès, alors que les militants affluaient de partout vers le lieu du Congrès et que de nombreux participants s'impatientsaient dans les rues avoisinant le Foyer de l'Eglise Evangélique Presbytérienne de Nyékonakpoé, des gendarmes et des policiers en armes ont donné l'assaut par des passages à tabac et des tirs de grenades lacrymogènes étiquetées "SNPE / CARTOUCHES PROPULSIVES", occasionnant des blessés dont plusieurs graves. Les grenades utilisées ont été reconnues comme étant non conventionnelles par des experts en la matière. La répression s'est poursuivie toute la journée avec de nombreuses arrestations arbitraires. Toute la ville de Lomé était quasiment en état de siège. Plusieurs militants et sympathisants ainsi que de simples passants sont arrêtés et déférés à la prison civile de Lomé.

Pendant que se poursuivaient la répression violente et les exactions de toutes sortes perpétrées par les gendarmes et les policiers contre les militants et sympathisants de l'UFC, les travaux du Congrès

de l'UFC se déroulaient conformément au plan de repli du Comité d'Organisation. Des délégués de haut niveau provenant de trente cinq fédérations sur les quarante que compte le parti au Togo, ont pris part aux travaux. A l'issue du Congrès, la liste du Bureau National réaménagé a été rendue publique lors d'une

conférence de presse animée à la permanence des députés de l'UFC à Lomé par le Président National Jean-Pierre Fabre et le Président du Congrès M. Patrick Lawson entourés de Me Isabelle Améganvi, 2ème Vice Présidente et de Mme Mana Sokpoli, Présidente des Dames des Forces de Changement.

Conformément à l'article 17 de la Charte des partis politiques, le secrétariat général du parti a fait parvenir, par trois fois y compris par voie d'huissier, les statuts modifiés du parti et la liste du Bureau National au Ministère de l'Administration Territoriale qui a refusé de les réceptionner. Un dépôt du même dossier par l'intermédiaire du Premier Ministre, Chef de gouvernement, a essuyé le même refus.

Il y a lieu de relever qu'au même moment où le pouvoir en place a tenté d'empêcher par tous les moyens, y compris par la violence aveugle des policiers et des gendarmes, le Congrès du Bureau National du mardi 10 Août 2010, celui illégalement convoqué le 12 Août 2010 par M. Gilchrist Olympio, définitivement exclu du parti par le Congrès, a bénéficié du soutien ostentatoire du pouvoir RPT et d'une protection policière démesurée.

Dans ce conflit interne à l'UFC, le gouvernement RPT prend le parti de soutenir M. Gilchrist Olympio. Cette ingérence est inacceptable. Il ne revient pas au gouvernement de prendre parti dans les conflits internes aux partis politiques et d'imposer ses diktats en usant d'arguments fantaisistes et fallacieux qui cachent mal son intention réelle de détruire l'opposition démocratique.

Dans la droite ligne de sa logique de déstabilisation de l'opposition, qui l'a conduit récemment à interdire aux responsables de l'UFC et du Front Républicain pour l'Alternance et la Changement (FRAC) de se rendre à Kpalimé et à Tsévié, le gouvernement maintient toujours autour du siège de l'UFC, un dispositif policier qui en empêche l'accès. De même, le mercredi 11 Août 2010, il a empêché la séance hebdomadaire de prières au Temple Méthodiste Salem de Lomé, par un dispositif policier injustifié.

Le contexte politique créé par l'attitude partisane du gouvernement met en péril l'exercice des activités politiques dans notre pays. L'Union des Forces de Changement est convaincue que la communauté internationale demeure à l'écoute de l'évolution de la situation politique actuelle au Togo et souhaite que cette écoute soit plus vigilante et plus exigeante, notamment au regard du déficit démocratique persistant.

Fait à Lomé, le 13 Août 2010

Pour le Bureau National,
Le Président
Jean-Pierre Fabre

UNION DES FORCES DE CHANGEMENT (UFC) U F C
59, Rue Koudadzé, Lomnava - BP 62168 Lomé (Togo)
<http://www.ufctogo.com> - www.fabre-togo.com
Tél. 338 01 85

POLITIQUE Retour aux années de plomb

**« L'étreinte de cette main de meurtrier la remplit d'une terreur qui lui fit claquer des dents »
(Julien Green, Léviathan)**

Lundi, 16 Août 2010 04:18 - Les événements de ces derniers jours sont la preuve que la démocratie est en danger au Togo. Les multiples sacrifices faits par le peuple togolais depuis le 5 octobre – date de la révolution à la togolaise – jusqu'à ce jour, risquent d'être vains si rien n'est fait. Le pouvoir de Faure Gnassingbé, acquis dans des conditions contestables, procède aujourd'hui par la terreur pour imposer sa « dictature rampante », comme l'avait si bien dit Me Djovi Gally, l'inégalable girouette de la politique togolaise, quand il était avocat de Kpatcha Gnassingbé.

En 2005, la communauté internationale, à l'exception des présidents Jacques Chirac, Olusegun Obasanjo et Mamadou Tandja coïncé aujourd'hui pour sa gloutonnerie politique, avait été unanime à reconnaître que le « fils de la nation » avait été mal élu. Le scrutin était marqué par des fraudes massives et une violence inouïe. Entre 400 et 500 morts selon la mission d'établissement des faits des Nations Unies et 1000 morts d'après la Ligue togolaise des droits de l'Homme (LTDH). A l'époque, il avait fait le profil bas et engagé des discussions politiques avec son opposition, des discussions qui lui avaient permis de donner le vernis de la légitimité à son pouvoir mal acquis. Et comme le 4 mars dernier, il n'y avait pas eu des morts, comme les urnes n'avaient pas été enlevées par les forces de l'ordre, la communauté internationale s'est empressée de reconnaître la victoire de Faure Gnassingbé en dépit des fraudes avérées. L'Union européenne qui avait mis plusieurs milliards de FCFA dans l'organisation du scrutin et qui, visiblement fatiguée du dossier togolais, a privilégié le calme qui avait prévalu lors de l'élection, aux conditions de transparence. De même, le facilitateur burkinabé Blaise Compaoré qui aurait dû se prononcer en dernier ressort, avait envoyé un message de félicitation à son « frère et ami » avant la publication des résultats provisoires par la CENI. Tout avait l'air d'un complot contre le peuple togolais.

Aurolé de ce satisfecit de la communauté internationale, Faure Gnassingbé est fier comme Artaban et a commencé à pousser des ailes. Il croit avoir la totale légitimité dont il avait cruellement souffert au cours de son premier quinquennat. Maintenant, il s'emploie à narguer les Togolais et installe son système basé sur le non droit et la répression. C'est lui-même qui choisit désormais son opposition, une opposition taillable et malléable à merci. C'est ce qu'il vient de faire en s'immisçant dans la crise interne qui mine l'UFC. Faure Gnassingbé et ses hommes à tout faire ont pris fait et cause pour le très désaxé Gilchrist Olympio. Aujourd'hui, ce sont les mêmes forces de l'ordre qui veillent sur toutes les parties du corps du cerbère des AGO, qui pourchassent à coup de grenades lacrymogènes Jean-Pierre Fabre et les autres dans les ruelles de Lomé.

En même temps, la situation des droits de l'Homme se dégrade de jour en jour. Lors du congrès de l'UFC réprimé par la soldatesque, beaucoup d'innocents ont été arrêtés et déférés à la prison. Ce jour-là, il suffisait de porter un T-shirt à l'effigie de l'UFC ou par accident un habit jaune pour se voir accuser de « trouble à l'ordre public ». De plus, les enlèvements des citoyens sont devenus fréquents et c'est la peur dans toutes les familles. A bord des véhicules banalisés et souvent en tenue civile, les barbouzes opèrent en toute tranquillité. Il n'y a plus rien à dire. C'est le retour aux années de plomb avec la complicité de la communauté internationale, notamment l'Union européenne, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis. La dictature s'installe, le parti unique revient.

Zeus AZIADOUVO
LIBERTE HEBDO TOGO

Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

POLITIQUE La gendarmerie pourchasse Jean-Pierre Fabre et tire des gaz lacrymogènes sur sa voiture

21ème marche du FRAC empêchée :

La gendarmerie pourchasse Jean-Pierre Fabre et tire des gaz lacrymogènes sur sa voiture

La marche hebdomadaire des forces démocratiques unies au sein du FRAC (Front Républicain pour l'Alternance et le Changement) prévue pour se tenir le samedi 14 août dernier, a été interdite par le pouvoir RPT (Rassemblement du Peuple Togolais, parti au pouvoir depuis plus de 43 ans). « Cette interdiction n'est qu'un abus de pouvoir sur fond de violation flagrante des dispositions constitutionnelles », s'indignent les responsables du FRAC qui estiment qu'il n'y a aucune raison qui puisse justifier cette interdiction fantaisiste de leur manifestation. En effet, les éléments des forces de sécurité ont investi très tôt le matin Bè-Kodjindji le lieu de rassemblement, et la plage, le point de chute où se tient le traditionnel meeting. C'est toute la ville de Lomé ou presque qui était fortement quadrillée par les forces de Sécurité. Plusieurs personnes ont été interpellées sur la base de suspicion, à en croire les témoignages. C'est ainsi que l'on déplore l'arrestation de nombreux innocents, pour certains, juste de passage et d'autres parce qu'ils étaient en groupe. Pour les habitants du quartier Bè, c'était comme si les autorités avaient décrété un Etat de siège. Et dire qu'il s'agit d'une manifestation de protestation contre les résultats « tronqués », de la présidentielle du 4 mars 2010 qui a vu proclamer vainqueur Faure Gnassingbé, le candidat du pouvoir.

Cette interdiction selon les autorités, se justifie par la non reconnaissance de l'UFC (Union des Forces de Changement) proche de M. Jean-Pierre Fabre qui a tenu son congrès le 10 août dernier en dépit de son interdiction, puis de l'absence de base légale du FRAC. Les gouvernants ne reconnaissent que l'UFC, branche M. Gilchrist Olympio, communément appelée AGO (Amis de Gilchrist Olympio) qui, elle, a tenu son congrès, le 12 août dernier sous haute protection des forces de sécurité. Il faut souligner que l'appel de cette 21ème manifestation du FRAC a été signé de M. Aimé Gogué, Président de l'ADDI (Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral), un parti légalement constitué qui est tout comme d'autres partis, membre du FRAC. Ses responsables s'indignent de cette interdiction.

Cette journée du 14 août a également offert aux Loméens une scène insolite. Il y eut une course-poursuite entre les véhicules des forces de sécurité et celui à bord duquel étaient M. Jean-Pierre Fabre et quelques-uns de ses proches. Dans cette course effrénée à travers certaines artères de la capitale, les poursuivants n'ont pas fait économie de gaz lacrymogènes qu'ils lançaient au-devant, derrière, bref, tout autour du véhicule du candidat à qui il était interdit de circuler. « Ils n'ont aucun droit de m'assigner à résidence. Je suis un citoyen tout comme eux. Je jouis des mêmes droits qu'eux. J'ai le droit de circuler librement comme eux. Et par conséquent, ils n'ont pas le droit de m'empêcher d'aller et de revenir où et quand je veux. C'est un abus », a déploré M. Jean-Pierre Fabre à l'issue du « rallye de Lomé » improvisé. Au regard de ces faits, ce sont les Togolais qui s'interrogent sur l'avenir politique et plus particulièrement du processus démocratique enclenché au Togo il y a deux décennies. Ils s'inquiètent des entraves récurrentes dont sont victimes les partis politiques de l'opposition et leurs responsables dans l'exercice des attributs constitutionnels qui leurs sont conférés. C'est inconcevable qu'à l'heure où tous les Etats s'efforcent pour être bien notés dans la pratique de la démocratie au quotidien, les gouvernants togolais eux, s'emploient à violer les principes démocratiques. Aujourd'hui, les Togolais et même les observateurs de la politique togolaise sont plus que jamais sceptiques quant à l'avenir du processus démocratique au Togo. **Didier LEDOUX**

LIBERTE HEBDO TOGO

RELIGIONS Islam et injustices sociales En plein carême, musulmans du Togo, sortez de votre mutisme coupable !



Prière de la Tabaski le 27 décembre 2007 à Lomé - (photo : Noël Tadeignon)

Vendredi 20 août 2010 par [Jacques GANYRA](#), © [AfrISCOOP](#) - ([AfrISCOOP Analyse](#)) — Le Togo n'est certes pas un pays à dominante musulmane, car étant une République laïque. Mais le nombre de musulmans y occupe de plus en plus une part importante. Selon le président de l'Umt (Union musulmane du Togo), Inoussa Bouraïma, le nombre des disciples de Mahomet au Togo peut être évalué à 2 millions d'âmes sur les 6 millions d'habitants de ce pays. Contrairement aux musulmans dans plusieurs Etats de l'Afrique occidentale (islamiques ou non), les adeptes de la religion islamique au Togo sont généralement muets vis-à-vis des écarts dans la gouvernance du Rpt, quand ils ne sont pas tout simplement complices de cet état de chose...

L'islam a posé ses valises au Togo au 17ème siècle par le jeu du mouvement des diverses populations qui ont peuplé le Togo. Son fief se retrouve dans la ville de Sokodé (centre du Togo) avec près de 150 mosquées qui y sont construites. Tout comme les autres religions monothéistes du monde, l'islam enseigne à ses fidèles à dire la vérité. Au Togo, beaucoup de dignitaires du parti au pouvoir (Rpt) sont musulmans. Cette donne influe-t-elle sur la position figée (indifférence) qu'adoptent les fidèles de Mahomet de ce pays au sujet des grands débats de tous genres qui y ont lieu ? De toute vraisemblance. L'Umt ne se fait pas prier généralement pour se faire représenter dans les grandes manifestations officielles du Togo. D'aucuns incluront l'attitude des musulmans du Togo dans le lot du mutisme des croyants togolais et leurs leaders devant les grandes injustices sociales qui y règnent. A titre d'exemple, l'archevêque du Togo, Mgr Amuzu-Djakpah était représenté à l'investiture le 03 mai dernier de Faure tout comme l'Umt, en dépit des contestations légitimes des politiques locaux sur les conditions de proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle du 04 mars 2010. Un scrutin au cours duquel l'Eglise catholique a même déployé sa mission d'observation électorale, sans avoir réussi, jusqu'à présent, à publier les résultats de son observation.

Toutefois, comparaison n'est pas raison. En avril 2005, les églises et le barreau du Togo s'étaient mobilisés pour demander le report de la présidentielle qui s'est finalement tenue dans le sang. Les musulmans togolais de l'époque ne s'étaient pas joints à cette démarche noble. Ils devaient, en fait, surmonter un dilemme : le ministre de l'Intérieur de l'époque (chargé d'organiser la joute électorale sus-décrite) à qui la doléance précitée avait été soumise était un musulman : Katari Foli-Bazy. Mais alors, pourquoi les dizaines

d'imams influents au Togo n'ont en aucun moment choisi la voie des prêches pour dénoncer le danger qui se profilait à l'horizon ? Pourquoi à l'issue des grandes prières des vendredis dans les mosquées togolaises, l'on n'aborde jamais les sujets d'intérêt national comme cela se fait en Iran, au Sénégal, au Nigeria ou dans tous les autres Etats islamiques ou non du monde dont les mahométans ne s'adonnent pas seulement qu'à des prières mécaniques ? Pourquoi les principaux responsables de l'Umt ne rendent pas périodiquement publics des communiqués sur l'état de la nation, en se contentant uniquement, à longueur d'années, d'avertissements sur la préparation du Hadj (pèlerinage à la Mecque) ?

Le musulman est également un Togolais

Difficile d'expliquer aux autres croyants du Togo que les mahométans qui y vivent ne subissent pas de plein fouet les corollaires de la mauvaise gouvernance qu'entretient toujours le Rpt en terre togolaise. Les imams sénégalais ont recommandé à leurs fidèles de chasser les agents recenseurs de la Senelec (Sénégalaise de l'électricité) dans leurs ménages face aux factures d'électricité qui continuent de pleuvoir malgré les coupures récurrentes du courant électrique sur le territoire sénégalais. Les mêmes responsables religieux sénégalais n'ont pas hésité à faire déverser dans [les rues de Dakar le 14 août](#) dernier leurs compatriotes pour dénoncer à nouveau leur exaspération face à la persistance du délestage du courant électrique sur leur territoire. La foi des croyants du Togo et plus précisément des musulmans togolais se résumerait-elle à prier Allah le ventre affamé ? L'un des préceptes fondamentaux de l'islam rappelle qu'Allah est l'unique Dieu et Mahomet son prophète. Un précepte qui invite tout disciple de Mahomet à imiter ce dernier en incarnant des Parangons de la vertu dans tous les domaines de la vie. Musulman togolais, où est donc ta foi ?

Ces lignes ne sont nullement une diatribe contre les disciples de Mahomet du Togo, mais juste un appel qui leur est lancé pour qu'ils adaptent leur foi aux réalités quotidiennes de ce début du 21ème siècle sur leur terre natale !!!

SANTE Six Etats africains en conclave à Lomé pour combattre la grippe aviaire



Lundi 16 Août 2010 - Six Etats africains se sont réunis à Lomé pour conjuguer leur force en vue d'une intervention rapide dans la lutte contre la grippe aviaire et autres épizooties.

En effet, les différents acteurs de la santé animale et humaine, de l'environnement et des communicateurs de la Côte d'Ivoire, des Iles Comores, le Djibouti, de la Guinée, du Madagascar et du Togo, sont réunis à cet effet « pour déterminer la responsabilité des parties prenantes dans les études pour des réactions rapides », a précisé l'agence.

Cette rencontre devra permettre de renforcer les capacités de riposte rapide contre l'influenza aviaire et humaine au niveau de chaque pays participant et aussi sur le plan régional.

SOLIDARITE Les Enfants de Kara sont rentrés du Togo - Valognes



jeudi 19 août 2010

« **Nous avons passé trois semaines au foyer La Pierre du Pauvre à Kara** », raconte Anne Heude, présidente de l'association Les Enfants de Kara. « **Nous y avons trouvé des enfants en bonne santé, bien nourris et épanouis** ».

Créés par Théophile Ngnama, aujourd'hui décédé, préoccupé par le sort des enfants abandonnés de sa ville de Kara, au nord du Togo (Afrique), les deux foyers, l'un en ville, l'autre en brousse, accueillent aujourd'hui 180 enfants, dont 80 externes, de six à quatorze ans.

Ses amis en France, une trentaine de personnes, se sont constitués en association en 1999, pour l'aider dans son entreprise humanitaire. Ce sont dix d'entre eux qui se sont rendus récemment au Togo pour rencontrer Michel Lemou, successeur du fondateur, de même que les responsables pédagogiques, médicaux et sociaux. « **Nos maîtres mots sont alimentation, scolarité et santé** », précise Françoise Leroy, trésorière.

Après la construction de dortoirs et de sanitaires, ainsi que celle d'un dispensaire, l'achat d'un motoculteur pour alléger le travail des enfants dans les champs, c'est maintenant l'électricité d'origine solaire qui a été installée dans le foyer situé en brousse. « **Près de la palmeraie, notre nouveau projet est de récolter du miel en installant une demi-douzaine de ruches** ».

Association Les Enfants de Kara, 2, allée du Stade à Valognes. 02 33 40 04 74 et ak.h@orange.fr

SOLIDARITE De la Hague au Togo : une expérience hors du commun -



Vasteville

Ouest-France

jeudi 12 août 2010 - Portrait

Pauline Moulin, Vastevillaise de 21 ans, a rejoint l'Afrique durant trois semaines au mois de juillet. Deux de ses amies, Flavie Lechevalier et Claudie Fortin l'ont accompagné dans cette grande aventure. Grâce à l'association Savoir Togo, elles ont pu aider les Togolais, au village de Gadjagan. « Nous nous sommes plongés dans la vie locale dès notre arrivée. Le matin nous faisons du soutien scolaire avec des enfants du cours préparatoire (CP) et l'après-midi de la sensibilisation au Sida et de l'animation avec les enfants du village », expliquent les deux jeunes filles. Avant de se rendre au Togo, les jeunes filles ont frappé à toutes les portes. « Nous avons fait un appel aux dons. Beaucoup de commerces, comme des pharmacies, ont répondu aux besoins. Quelques mairies ont soutenu notre démarche également. Si bien, qu'il fut difficile de tout caser dans les valises », note Pauline.

Une grande expérience humaine

« Cela fait environ trois ans que nous réfléchissons à partir en mission humanitaire. Nous ne regrettons rien. C'est une expérience que l'on conseille à tout le monde. C'est incroyable de voir que finalement c'est nous qui recevons le plus. Le partage avec la population locale n'a pas de prix. Les Togolais ont tout le temps le sourire. Ils nous ont accueillies les bras ouverts. Il est difficile de voir que certains enfants n'ont même pas un crayon. » Grâce à l'appel des dons, elles ont pu offrir 150 cahiers et 100 stylos aux enfants. « Nous avons apporté 400 préservatifs. C'est très utile au moment de la sensibilisation au Sida, même si les questions de religion sont toujours délicates. »

Une découverte du pays

« Cette expérience nous a également permis de découvrir le pays. Tous les week-ends, des sorties étaient organisées. Nous avons pu découvrir Lomé, la capitale, Togoville ou encore la maison des esclaves. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les villes sont très animées. Nous sommes sorties en boîte de nuit. » Flavie ajoute : « Les Africains ont le rythme dans la peau. Ils dansent beaucoup. Cela est naturel pour eux. Ils ont pu rire de nos prouesses. » Chacune repense déjà à repartir. Cependant, elles souhaitent terminer leurs études : Pauline se destine à être conseillère en économie sociale et famille, Flavie veut être professeur et Claudie va évoluer dans le monde de l'urbanisme.

SPORTS TOGO CAMEROUN Football et politique Ces messieurs et dames assassins de destins de sportifs



Chantal Biya, Première dame du Cameroun et Pascal Bodjona, Porte-parole du Gouvernement togolais

jeudi 26 août 2010 par [Achille NGUETI](#), © [AfrISCOOP](#) - ([AfrISCOOP Analyse](#)) — En Afrique d'une manière générale, les politiques font et défont la vie des footballeurs. Cette donne est encore plus vraie en Afrique noire où l'immixtion des politiciens dans la sphère footballistique déjante la carrière de nombreux talents en crampon. Les prestations des équipes nationales africaines (victimes de ces affres politiques) à l'échelle panafricaine et internationale s'en ressentent... Hélas, on n'est pas près d'en tirer des leçons. Suivez notre regard...

L'Espagnol Javier Clemente (ancien patron de la Roja) est depuis plus de deux semaines le sélectionneur principal de l'équipe nationale du Cameroun, les Lions Indomptables. Il succède au Français Paul Le Guen après la piteuse et humiliante prestation des Lions Indomptables durant le Mondial 2010. Toute une kyrielle d'ex grandes stars du ballon rond international s'étaient positionnées pour prendre les rênes de la sélection du pays du célèbre Roger Milla.

Parmi eux, figuraient notamment Lothar Matthäus, ancien footballeur teigneux de la « National Mannschaft » qui fait partie des plus vieux joueurs à avoir disputé une phase finale de Coupe du monde. Le petit joueur allemand faisait partie des sérieux candidats en lice pour entraîner Samuel Eto'o et ses coéquipiers camerounais. Son dossier a été écarté au dernier moment à cause des humeurs de la première dame du Cameroun (Chantal Biya) au sujet du passé matrimonial de l'ex défenseur des « triples champions du monde » et du Bayern de Munich !!

Le "crime" de Matthäus (en photo ci-dessous) est de s'être marié et divorcé à plusieurs reprises. La « Maman fouettard des sentiments au Cameroun » a donc estimé que le profil du sélectionneur camerounais ne faisait pas bon ménage avec la vie matrimoniale agitée de l'ancien joueur du Bayern. Il faut dire que dans ce pays qui vit par et pour le foot, le couple présidentiel (au pouvoir depuis 1982) a toujours un avis prépondérant dans le recrutement du sélectionneur national. Une ingérence présidentielle dans la vie des Lions qu'on ne remarque jamais quand surviennent les moments de recherche de solutions idoines à des guerres larvées de clan au sein du onze national.



Quand bien même le pouvoir de Yaoundé aime généralement opéré des récupérations politiques au sujet des bonnes prestations de l'équipe nationale. La vie saine des « quadruples champions d'Afrique » serait une véritable priorité pour le couple présidentiel qu'Eto'o et ses compères ne se seraient pas déchirés dans les vestiaires en pleine Coupe du monde 2010. In fine, la sanction a été directe pour toute une nation qui a dû boire sa honte jusqu'à la lie durant le Mondial 2010 ; le Cameroun ayant été incapable de dominer le Japon et le Danemark pour se qualifier pour le 2ème tour du premier « Mondial africain ». Vu que la honte ne tue pas, on se plaint déjà à exposer ses enfantillages tout en espérant produire de bons scores dans 04 ans au Brésil, à la faveur du prochain Mondial. Encore faut-il que les Camerounais se qualifient pour « Brésil 2014 »...

L'incurie en matière de la bonne organisation des équipes nationales n'est pas le propre des Camerounais. En 2009, au Togo, les plus hautes autorités ont imposé la fusion de certaines candidatures à la présidence de la Ftf (Fédération togolaise de football) autour de la personne de Rock Gnassingbé, l'un des demi-frères du président de la République de cet Etat. Le mariage forcé a duré le temps de l'éclosion d'une rose ; entre-temps, la Ftf sera victime de graves dysfonctionnements qui ne vont jamais ramener la sérénité dans la maison des Eperviers (surnom de l'équipe togolaise). De cette scabreuse immixtion des politiques dans le football au Togo, on en a que cure ; car les pyromanes nationaux et connus de ce sport se positionnent déjà en prévision des élections qui auront lieu dans quelques semaines. Silence, le football n'est pas une priorité en Afrique quand il constitue un opium pour endormir le peuple face aux urgences du développement.